

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA PROPRIÉTÉ

DES

ÉDIFICES DU CULTE CATHOLIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 1^{er} mai 1909, à 1 heure

PAR

Eugène CAILLET

Président : M. CHAVEGRIN.

*Suffragants : { MM. WAHL, professeur.
CARPENTIER, chargé de cours.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA PROPRIÉTÉ

DES

ÉDIFICES DU CULTE CATHOLIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le samedi 1^{er} mai 1909, à 1 heure

PAR

Eugène CAILLET

Président : M. CHAVEGRIN.

*Suffragants : } MM. WAHL, professeur.
CARPENTIER, chargé de cours.*



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909

BIBLIOGRAPHIE

Anthyme Saint-Paul. — Histoire monumentale de la France (Lj.132).

Appert. — *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1877, t. XLIII, p. 738.

Aucoc. — *Revue de l'Ecole des Communes*, 1854, p. 197.

— *Revue critique de législation*, 1878, p. 170.

Anglade. — De la sécularisation des biens du clergé sous la Révolution.

Aulard. — Histoire politique de la Révolution (1901).

Archives parlementaires, t. IX.

Annales de la Religion, t. I.

Affre. — Traité de la propriété des biens ecclésiastiques, Paris, 1887, in-8°.

Babeau (Albert). — Le village sous l'ancien régime (Lf. 35, 44), 1878, in-48.

Bourgain. — Etude sur les biens ecclésiastiques avant la Révolution. Paris, 1890, in-8°.

Bourassé. — Précis de l'histoire des monuments religieux du moyen âge (complété par Chevalier), in-8°, 1891.

— Les cathédrales de France.

Béquet et Dupré. — *Répertoire*.

Borde. — Des édifices publics. Thèse, 1896.

Boulay de la Meurthe. — Documents sur la négociation du Concordat. Paris, 1891, 5 vol. in-8° (Ld. 7, 115).

Batbie. — Traité théorique et pratique de droit public et administratif, 2^e édit., 1885, 8 vol. in-8°.

Berthélemy. — Traité élémentaire de droit administratif, 5^e édit. 1908.

Cartulaires (1) de Grenoble, par J. Marion.

— de l'abbaye de Beaulieu, par J. Marion.

— de Saint-Père de Chartres, par Guérard.

— de Savigny, par Bernard.

(1) Tous les cartulaires se trouvent à la bibliothèque nationale aux Documents inédits.

- Curatiales* de N.-D. de Noyon, par Vittet.
 — de N.-D. de Paris, par Guérard.
 — de l'abbaye de Cluny, par Bernard.
- Capitulaires*. — *Recueil par Boretius*, B. 252.
- Clérault**. — De la propriété des églises et presbytères, dans la *Revue de droit français et étranger*, 1847, t. IV.
- Crouzil (Abbé)**. — De la propriété des églises paroissiales, dans la *Revue du clergé français*, 1^{re} novembre 1904.
- Chénou**. — Rapports de l'Eglise et de l'Etat du I^{er} au XX^e s.
 — Histoire générale de Lavis et Rambaud, *passim*.
- Champion**. — La France d'après les cahiers de 1789, Paris, 1897, in-8°.
- Duchesne**. — Les origines chrétiennes (LH. 139), in-4°.
- Duruy**. — Histoire des Romains. Paris, 1870-1876, 5 vol. in-8°.
- Duperray (Michel)**. — Traité des droits honorifiques et utiles des patrons et curés primitifs, Paris, 1720, in-12.
- Dubief et Gottofrey**. — Régime des cultes.
- Debidour**. — Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat, 1789-1870. Paris, 1898, in-8°.
 — L'Eglise catholique et l'Etat, 1870-1906, 2 vol., P. 1906.
- Dufour**. — Police des cultes.
- Denain (Abbé)**. — Nos églises catholiques. Etude du droit de propriété sur les églises.
- Denisart**. — Collection des décisions nouvelles, 7^e édit., P. 1771, 4 vol. in-8°.
- Duvergier**. — *Recueil des lois et décrets*.
- Ducrocq**. — Cours de droit administratif, 7^e édit. 1897, 7 vol. in-8°.
 — Des églises et autres édifices du culte catholique.
 — Conférence faite à Angoulême, 1866.
- Dalloz**. — *Répertoire de législation au mot Cultes*.
- Dufey**. — *Œuvres complètes*, de Michel de l'Hospital.
- Esmein**. — Histoire du droit français. P. 1901.
- Eusèbe**. — Histoire ecclésiastique.
- Fourneret (P.)**. — Les biens d'église après les édits de pacification, Paris, 1902, in-8° (D. 85.051).
- Fournier (Paul)**. — La propriété des églises dans les premiers siècles du moyen-âge (*Revue historique du droit*, t. XXI, p. 486).
- Ferrière (Claude de)**. — Traité des droits de patronage de présentation aux bénéfices, de préséances et droits honorifiques, Paris, 1686, in-4°.
- Fleury**. — Institution au droit ecclésiastique, Paris, 1767, 2 vol. in-8°.
- Guérard**. — Polyptyque d'Irminon (LK.7, 25.324).

- Gilbert.** — Description historique de l'église de N.-D. de Chartres.
- Guyot.** — *Répertoire*, t. VII et XII.
- Gousset (Cardinal).** — Du droit de l'Eglise touchant la possession des biens destinés au culte.
- Histoire de l'église de Vienne*, par Charvet.
- Historiens des Gaules* (recueil).
- Héricourt (de).** — Lois ecclésiastiques, Paris, 1777, 4 vol. in-folio.
- Imbart de la Tour.** — Les paroisses rurales dans l'ancienne France du IV^e au XI^e siècle (*Revue historique*, t. 60, 61, 63, 67).
- Jousse.** — Traité du gouvernement des paroisses (1769).
- Lesètre.** — La paroisse, 1906, in-18 (LH. 139).
- Labbé.** — *Concilia* (Recueil).
- Le Blant.** — Inscriptions.
- A. Loth.** — Les cathédrales de France.
- Lamarzelle et Taudière.** — Commentaire de la loi de 1905.
- Léonzon le Duc.** — De l'origine du budget des cultes dans les annales de l'école libre des sciences politiques, 1889.
- Lavisse et Rambaud.** — Histoire générale.
- Lhopiteau et Thibaut.** — Commentaire de la loi de 1905.
- Laurent.** — L'Eglise et l'Etat.
- Mention.** — Documents relatifs aux rapports du clergé avec la royauté de 1682 à 1789, 1892, 2 vol. in-8.
- Marignan.** — Le culte des saints sous les Mérovingiens.
- Merlin.** — *Répertoire*, au mot *Biens du clergé*.
- Mathieu (Cardinal).** — Le concordat de 1801 (437.132), Paris, 1904, in-8°.
- Pertz.** — *Diplomata*.
- Prévost-Paradol.** — La France nouvelle, Paris, 1868, in-8°.
- Picot.** — Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique pendant le XVIII^e siècle, 3^e édit., 1853, 7 vol. in-8°.
- Piales.** — Traité de réparation et reconstruction des églises, Paris, 1761.
- Rastignac (de).** — Question sur la propriété des biens-fonds ecclésiastiques en France, 1789, in-8°.
- Robinet.** — Le mouvement religieux à Paris pendant la Révolution, 1896, 2 vol.
- Sieyès.** — Observations sommaires sur les biens ecclésiastiques, 1789.
- Sciout.** — Histoire de la constitution civile du clergé, 1872, 4 vol. in-8°.
- Thomas (Paul).** — Le droit de propriété des laïques sur les églises et le patronage au moyen-âge (Z. 114), P. 1906, in-8°.

- Tardif.** — Institutions politiques et administratives de la période mérovingienne, Paris, 1881, in-8°.
- Thomassin.** — Ancienne et nouvelle discipline de l'Eglise.
- Touzaud.** — La propriété des églises.
- Tigriet (Robert).** — Etude des conditions suivant lesquelles les églises ont été construites dans la Sarthe.
- Taine.** — L'ancien Régime.
- Vuillefroy.** — Traité de l'administration du culte catholique, Paris, 1842, in-8°.
- Vouriot.** — Propriété et administration des biens ecclésiastiques.
- Vaissie (Paul).** — Condition juridique des édifices publics, églises au point de vue de la domanialité (thèse).
-

LA PROPRIÉTÉ

DES

ÉDIFICES DU CULTE CATHOLIQUE

AVANT-PROPOS

On a maintes fois répété au cours de ces dernières années que la question de l'Eglise était la question du siècle.

Cette assertion s'est trouvée confirmée par toute une œuvre législative, aboutissant fatal d'une lutte séculaire.

A ce titre cette étude présente donc un intérêt d'actualité. Les édifices du culte sont une partie vivante de l'Eglise puisqu'ils abritent depuis les temps les plus reculés ses rites. Toute loi touchant les cultes atteignait par là même les édifices ; il était donc intéressant à ce nouveau tournant de l'histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat de savoir quel sort le législateur voulait réserver aux édifices du culte, quel sort il leur a définitivement accordé.

Bien qu'on l'ait contesté, l'édifice du culte présente un intérêt par lui-même. Il est, il a été l'objet de droits et ces droits ont varié à l'infini ; tour à tour, des communautés de fidèles, des particuliers, des personnes mo-

rales, l'Etat, les communes en ont été les sujets et cette variété même dans sa succession nous montre l'évolution d'un concept juridique. Aussi, ferons-nous précéder l'étude du droit moderne et contemporain qui nous occupera plus particulièrement d'une introduction historique ; pour la même raison, nous nous efforcerons lorsque l'occasion s'en présentera, tout en étudiant la succession des faits, d'indiquer les causes morales ou sociales qui ont pu déterminer un nouvel état de droit. Une législation n'est pas par elle-même ; elle est la résultante d'une série d'éléments composites et pour critiquer le droit établi sur une matière, il faut non seulement rechercher les échecs faits aux principes posés, l'illogisme de certaines théories, mais remonter aux origines de la formation du droit, en dissocier les éléments.

Quant au plan de notre travail, il s'impose, croyons-nous, de lui-même. Nous le divisons en deux parties d'inégale longueur, l'introduction historique faisant l'objet de la première, l'étude de la législation moderne et contemporaine subdivisée en deux titres différents, celui de la seconde.

Sous l'ancienne France il n'y a pas à proprement parler de législation des cultes, les pouvoirs civil et religieux sont trop mêlés ; l'un empiète sans cesse sur l'autre, aussi l'édifice du culte est-il, si l'on peut s'exprimer ainsi, à la merci des événements ; la religion a rapidement perdu son caractère de haute philosophie et pure morale pour devenir un facteur des luttes individuelles et sociales ; l'édifice du culte en a subi le contre coup. D'abord propriété des fidèles, il est bientôt devenu propriété des grands, puis propriété du pouvoir ecclésiastique. Mais ce dernier lui-même a trop grandi aux yeux du peuple, qui

lentement s'est lassé de son autorité, et les représentants de la nation à leur tour ont voulu subjuguier le pouvoir qui les avait dominé. L'édifice du culte est alors devenu propriété de l'Etat, des communes. Ce sont les principes issus de la Révolution.

Depuis, les idées ont fait leur chemin et il est apparu à l'esprit moderne que ces deux pouvoirs religieux et civil qui, depuis si longtemps se heurtent et se subjuguent, pouvaient, mieux, devaient vivre en abandonnant tout point de contact. Le domaine de la religion, c'est le domaine de la conscience ; l'Etat doit respecter ce domaine sans jamais y pénétrer. Les pouvoirs religieux et civil devraient ressembler à deux voies parallèles qui ne se rencontrent jamais.

Imbus de ces idées, plusieurs pays ont effectué la séparation de ces deux pouvoirs, en France en raison des événements et des luttes politiques, elle a paru, au moins un moment, prendre un tour fâcheux. Elle n'en a pas moins été faite.

Il semble que logiquement, la conséquence eût été de rendre les édifices au culte ; il n'en a cependant rien été. La société s'est montrée jalouse de son autorité et de son pouvoir ; il faut lui savoir gré néanmoins de n'avoir pas appliqué en la matière les conséquences logiques qui découlaient de son droit ; peut-être certains n'en penseront-ils pas moins que même dans l'état actuel, elle eût pu se montrer plus généreuse.

Cette question des édifices du culte est en effet l'une des plus délicates, car elle touche à la conscience de beaucoup, à l'âme de tous. C'est le lieu de la prière et du mystère, celui où le fidèle vient un moment oublier le monde, c'est aussi le lieu de la consolation, de tous les malheureux,

de tous les déshérités et de tous ceux qui ne vivent que par l'espérance et par la foi. Pour ceux-là qui ne connaissent guère les lois et leurs dures conséquences, l'Eglise est sacrée, elle est leur domaine. Et si nous jetons les regards vers ceux qui ne pratiquent pas la religion qu'abritent ces temples, mais qui sont respectueux du passé, épris de l'art religieux, cette merveille de jadis, amis des traditions et du libéralisme, nous constatons que le désir unanime est d'appliquer à ces édifices un régime légal simple et facile, soucieux de ne pas froisser les sentiments les plus délicats.

C'est ce régime légal que nous allons étudier, tant au point de vue de l'histoire que de la critique juridique.

PREMIÈRE PARTIE

INTRODUCTION HISTORIQUE.
LES ÉDIFICES DU CULTE DANS
L'ANCIENNE FRANCE

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

LES ORIGINES.

LES ÉDIFICES DU CULTE A ROME.

Sous la république romaine, des associations religieuses pouvaient se former sans aucune autorisation, la loi des XII Tables les appelait *collegia* ou *sodalitates* ; elles étaient libres (1). Avec l'empire, les libertés de la république disparaissent ; on redoute les associations, elles sont prohibées. *De plano*, une corporation ne peut se former et obtenir la personnalité juridique sans l'autorisation préalable donnée par le Sénat ou le Prince ; et à défaut d'autorisation ces corporations constituaient des *collegia illicita*. Bien que défendues, elles n'en étaient pas moins nombreuses ; ce fut sous cette forme sans doute que les premiers chrétiens se réunirent et à l'abri d'une tolérance plus ou moins précaire bâtirent leurs premiers édifices (2).

Ceux-ci furent d'abord construits près des cimetières, ils s'y trouvaient plus en sécurité ; on n'ignore pas en effet combien le Romain était respectueux de tout ce qui approchait la mort et que les monuments funéraires étaient déclarés inviolables.

M. de Rossi croit même que ces premières communau-

(1) Coulondre, p. 14 et suiv.

(2) Ces édifices furent en réalité peu nombreux, et dans la suite les chrétiens usèrent des basiliques qui servaient aux Romains à la fois de tribunaux et de bourses (V. Quicherat, *Mélanges d'archéologie et d'histoire*, p. 363).

tés chrétiennes étaient couvertes légalement comme sociétés funéraires (1). Cela semble douteux, et nous croyons plus volontiers avec M. Duchesne qu'elles furent simplement tolérées, car elles n'échappèrent pas aux rigueurs des persécutions, et dissoutes leurs édifices furent plus d'une fois supprimés.

L'existence de ces monuments était, comme nous le voyons, essentiellement précaire. Les chrétiens possédaient leurs édifices en tant qu'associations illégales n'ayant pas la personnalité morale, et pour leur trouver une base légalement solide, il faut arriver à l'époque des édits célèbres de Galère de Milan et de Tarse : on les nomme « édits de pacification » en raison de la quiétude qu'ils apportèrent à l'Eglise.

L'édit de Galère (311) après avoir constaté l'aberration des chrétiens, autorise la reconstruction des églises et leur nouvelle organisation. En échange de la paix qu'il leur concède, il réclame l'appui de leurs prières. « Nous voulions, dit-il, ramener à de meilleurs sentiments les chrétiens qui avaient eu l'orgueil et la témérité de s'opposer aux pratiques établies... Puisqu'ils persistent dans leur folie, notre bienveillance envers tous nos sujets nous porte à leur permettre de faire leurs assemblées ordinaires. Cette indulgence les obligera de prier leur Dieu pour nous. »

Plus célèbre est l'ordonnance de Constantin et Licinius connue sous le nom d'Edit de Milan (313). Cet édit, « le plus grand acte législatif que souverain ait jamais pro-

(1) M. Duchesne ne peut admettre que le pouvoir ait été dupe d'une telle fiction et se contente de croire que les communautés chrétiennes furent simplement tolérées puis plus tard reconnues. « *Les Origines chrétiennes* ».

mulgué, car il a fallu quinze siècles pour que l'humanité entendît de nouveau un pareil langage (1) », pose le principe de la liberté des cultes ; l'ancien et le nouveau sont traités avec la même égalité ; les chrétiens forment désormais un corps possédant la personnalité juridique, capable par conséquent de revendiquer. Ils pouvaient réclamer les biens qui leur avaient été confisqués : « Que chacun, disait-il, embrasse la religion qui lui plaît et pratique librement ses rites particuliers. Dans les choses divines, personne ne doit être empêché de suivre la route qui lui convient... leurs cimetières, leurs églises, les biens des communautés leur seront rendus et s'il y a des acquéreurs de bonne foi, le fisc paiera. »

Cet acte n'est cependant pas, comme on l'a trop souvent répété, l'acte d'un prince chrétien. Rien jusqu'en 313 n'atteste la foi chrétienne de Constantin et les deux princes dans leur signature prennent le titre païen, de souverain pontife.

En 313, Maximin, vaincu par Licinius, voulut aussi quelques jours avant sa mort rendre la paix à l'Eglise ; il le fit par l'édit de Tarse qui reproduit à peu de chose près les termes de l'édit de Milan. Les chrétiens sont désormais reconnus comme êtres susceptibles de droits formant un corps juridique dans l'Etat. Et nous pouvons conclure avec M. Fourneret (2) que l'étude des édits impériaux ramène à cette triple conclusion :

Les immeubles de l'Eglise sont rendus en nature.

L'Eglise avait sur ces biens tous les droits d'un propriétaire.

C'est au corps des chrétiens qu'appartiendront à partir

(1) Duruy, t. VII, p. 61.

(2) *Les biens d'Eglise après les édits de pacification*, p. 24.

de ce moment les biens restitués quelle qu'ait été jusque-là leur condition juridique.

Il est bon d'ajouter toutefois que l'édit de Milan ne fut, selon l'expression de M. Duruy, « qu'un éclair de bon sens qui traversa le ciel politique » ; dès l'année 325 la religion d'Etat reparaitra et avec elle sa compagne nécessaire, l'intolérance qui sous les successeurs de Constantin déchaînera de nouvelles persécutions. Les édifices du culte n'en avaient pas moins désormais une situation officiellement assurée : ils avaient été légalement reconnus. A partir de ce moment les nouvelles maisons de prière ou maison du Seigneur *οἶκος κυριακός* se construisirent en plein jour, soit sur le plan des basiliques romaines, soit sur celui des églises des catacombes (1).

(1) Voici la description qu'en donne M. Duruy :

« Le temple est tourné à l'Orient parce que de ce côté était venue la lumière. Il est sombre et nu comme la catacombe d'où il est sorti. Des cierges y brûlent, flambeaux naguère indispensables dans la nuit souterraine, à présent symboles de la lumière divine qui a illuminé les esprits. A ces premiers jours de la délivrance, l'Eglise n'a pas les splendeurs qu'elle montrera quand tous les arts s'uniront pour l'emplir de leurs magnificences et pour retenir par les enchantements des sens les âmes séduites par la douceur des paraboles évangéliques ou épouvantées par les terreurs de l'enfer. Point de vitraux aux fenêtres, de sculptures aux boiseries, de tableaux aux murailles ; à l'entrée du sanctuaire simplement une promesse de paix : *Pax intranti*, comme au seuil de certains temples d'Esculape qui prétendaient guérir les maux de l'âme, on lisait : « Entre bon ; sors meilleur » (Duruy, t. VII, p. 92).

CHAPITRE PREMIER

LA PÉRIODE GALLO-ROMAINE ET LA PÉRIODE FRANQUE.

I. — Les premiers édifices du culte en Gaule.

On ne saurait fixer une date certaine à l'érection des premiers édifices ; peut-être quelques cités comme Lyon, Vienne, en possédèrent-elles avant les autres ; les persécutions exercées contre les chrétiens au n^e siècle pourraient le laisser supposer ; toutefois ces édifices n'avaient certainement pas le caractère public que nous leur trouverons dans la suite.

Les premières églises furent sans doute construites dans les villes à partir du iv^e siècle ; les évêques se rendirent en effet d'abord dans les villes pour évangéliser ; ils le firent d'une part pour mieux se dissimuler et échapper aux rigueurs des persécutions, d'autre part, parce qu'ils avaient chance d'y rencontrer de plus nombreux adeptes ; mais peu à peu les fidèles du nouveau culte s'accroissent et les habitants des campagnes veulent s'instruire ; c'est alors que l'évêque leur envoie un diacre qui vient d'abord certains jours puis finit par se fixer à demeure au milieu d'eux. Telle est l'origine de nos églises rurales. La Narbonaise nous en fournit les premiers exemples, mais dans la province de la Gaule proprement dite, ce ne sera que beaucoup plus tard qu'elles nous seront signalées. Nombreuses sont en effet les cités qui n'ont pas encore d'évêques, à plus forte raison pas d'église, particulièrement dans le

Nord et le Centre, et nous devons attendre la venue de saint Martin pour voir la destruction du paganisme si enraciné dans les mœurs campagnardes. M. Imbart de la Tour nous dit (1) qu'il faut aller jusqu'au dernier tiers du iv^e siècle pour voir la fondation des premières églises rurales.

L'empire après avoir combattu le catholicisme le fit respecter et porta même ses coups sur les idoles de jadis. Des empereurs ordonnent aux évêques la destruction des anciens temples. Alors seulement le nouveau culte prend un grand essor et nous pouvons suivre le développement de ses constructions.

Les plus anciennes furent bâties près de Lyon, puis nous en voyons à Autun, Auxerre, Tours ; elles se multiplient dans l'Aquitaine et l'Auvergne. Sidoine-Appolinaire (2) nous parle des visites qu'il fait à plusieurs reprises dans les paroisses, des églises qu'il bénit ; le diocèse de Clermont était un des plus florissants.

Au v^e siècle le développement prend des proportions d'autant plus grandes que son essor fut un temps arrêté par les schismes qui déchiraient l'Eglise à ces débuts, particulièrement la crise arienne. Au milieu du vi^e siècle tout le lac de Genève était entouré de sanctuaires.

II. — Fondation et construction.

Ce furent les évêques qui fondèrent les premiers monuments sur des terrains acquis à titre onéreux ou à titre gratuit, aidés par les fidèles alors plein d'ardeur et de zèle.

D'ailleurs les évêques, par les offrandes de toute sorte

(1) *Revue historique*, t. LX.

(2) Migne, t. LVIII, Lettres VII-6.

qui leur étaient faites, acquirent rapidement un patrimoine et sur leurs propres biens, ils construisaient des églises : « ce leur était un titre de gloire devant Dieu et les fidèles (1) ». Grégoire de Tours attribue à ses prédécesseurs la fondation des églises de son diocèse. L'auteur de la *Vie de Saint-Hilaire d'Arles* nous dit qu'il était tout brûlant de zèle, ardent à fonder des monastères et à élever des temples (2). Elaphius de Rodez donne un grand exemple en bâtissant des églises nouvelles alors qu'on ose à peine restaurer les anciennes (3).

Avec les évêques, nous devons citer comme fondateurs des églises les grands propriétaires de domaines. Une loi d'Honorius (398) nous apprend que les propriétaires ont déjà leur chapelle dans leur villa (4). D'autres fournissent les sommes nécessaires pour édifier la construction ou simplement la parachever. Il faut d'ailleurs avouer que les uns comme les autres, tout en favorisant les progrès de la religion n'ignoraient pas non plus leurs intérêts : les uns s'attachaient plus facilement les hommes qui étaient sur leurs terres ; à cette époque on sait combien le prêtre était vénéré et respecté, or il était un peu la chose du propriétaire ; n'était-ce pas pour ce dernier une nouvelle source d'influence ? D'autres en aidant à la construction

(1) Certains évêques possédaient même des terres dans plusieurs cités ; ils y bâtissaient aussi des chapelles et leur intervention à ce propos donna lieu à de tels conflits qu'un concile, le concile d'Orange, dut régler les droits de l'évêque fondateur et de l'évêque diocésain (10^e canon du concile d'Orange, 441).

(2) Migne, t. L, 1229,

(3) Sidoine Appolinaire, lettre, IV-15 ; Migne, t. LVIII, cité par I. de la Tour, *Revue historique*, t. LX.

(4) S. Sévère bâtit un oratoire sur sa terre de Serré dans le Bordelais. Grégoire de Tours. *Gloria confessorum*, L.

étendaient leur pouvoir, se créaient à leur avantage une dette de reconnaissance.

Ces chapelles privées étaient appelées à devenir plus tard des paroisses, comme le village moderne est dérivé le plus souvent d'un grand domaine (1).

Cependant l'Eglise qui avait d'abord encouragé les riches et les puissants à fonder des édifices, redoute bientôt et avec juste raison leur autorité, aussi chercha-t-elle à limiter leurs pouvoirs, à délimiter leurs droits.

Le pape Gélase (492) fut le premier à combattre ce que l'on appellera plus tard le « laïcisme ». Il intervint dans la construction des oratoires et leur fixa toute une procédure : Le pape ou l'évêque doivent d'abord constater si la fondation est régulière et se dégager pour l'avenir des réclamations des fondateurs. Il exige en outre que dans la demande adressée à Rome, le propriétaire qui veut faire élever une église, renonce définitivement à toute prétention sur le nouvel édifice et sache qu'il ne possède pas plus de droit qu'un membre de la communauté (2).

Cette législation du pape Gélase qui prévalut en Gaule au v^e siècle assurait d'une manière absolue l'indépendance de l'Eglise vis-à-vis des fondateurs ; elle se garantissait contre leurs revendications possibles. Ceux-ci devaient coopérer chrétiennement à la grande œuvre d'édification, sans l'arrière-pensée d'un gain temporel, n'ayant pour tout espoir que le mérite d'une récompense divine.

Nous verrons ce que devint bientôt malheureusement le système de Gélase et comment il fut anéanti.

Les évêques et les propriétaires étaient les têtes du

(1) Fustel de Coulanges, *Hist. des Inst. politiques de l'ancienne France*, p. 529.

(2) Thomas, p. 16 et suiv.

mouvement, les chefs qui laissent des souvenirs, sur lesquels on écrit, on fouille des mémoires, mais il ne faudrait pas croire pour cela qu'ils furent seuls à édifier par leurs propres ressources ces monuments de croyance, une telle pensée serait erronée ; il y avait à côté d'eux une masse agissante, ce peuple trop souvent négligé et qui dans ces temps lointains nous semble comme perdu. « Il serait intéressant, dit M. Imbart de la Tour, de savoir quel rôle la population libre d'un *vicus* a joué dans la construction de son église, dans quelle mesure elle y a contribué. A l'époque romaine, ces *vicarii*, petits propriétaires, marchands, artisans, jouissaient de certains droits, pouvaient avoir une caisse commune, s'entendre pour certaines affaires. Cette organisation ne paraît pas encore détruite au v^e siècle. Ces hommes ont-ils construit, doté leurs églises, les textes ne le disent pas ; Grégoire de Tours et la *Vie des saints* ne nous ont laissé que le souvenir de grandes individualités, mais le travail des petits, des humbles n'a pas trouvé place dans ces récits. Nous le devinons pourtant à quelques mots en voyant le rôle joué par le peuple dans les fêtes, dans les assemblées religieuses, dans le choix même des pasteurs. Ici les simples besoins religieux, la nécessité d'avoir un sanctuaire pour se réunir et pour prier, de créer un symbole vivant de la foi commune et de l'unité des cœurs, ont fait sortir de terre les temples chrétiens. Ailleurs c'est le souvenir d'un miracle, le passage d'un saint qui a frappé l'imagination populaire et provoqué la construction de l'édifice. Toute croyance vivante se traduit par des œuvres ; nous ne pouvons douter que la construction des églises n'ait été une des plus populaires. On peut dire que toutes les classes de la population ont pris part à cette transformation de la Gaule

devenue chrétienne. » Les églises construites par le peuple le sont dans les *vici* où les *castra*.

Il y avait enfin des apôtres, moines pour la plupart, qui parcouraient les campagnes pour prêcher la nouvelle religion ; ils allaient aux endroits les plus fréquentés, aux carrefours des chemins où les cultivateurs avaient l'habitude de se rendre pour causer ensemble de leurs affaires. Ils y élevaient souvent un oratoire, une église à laquelle nous devons la formation de plus d'un bourg (1).

L'emplacement des édifices est généralement intentionnel ; parfois ils se trouvent aux lieux et place d'anciens temples païens ; c'est alors en signe de réparation. Après Honorius, c'est Valentinien III lui-même qui ordonne la démolition des temples et la création d'églises catholiques : « Nous voulons, dit-il, que les sanctuaires, les temples s'il en reste encore, soient détruits par l'ordre des magistrats et que sur leur emplacement même, on élève le signe de la religion chrétienne comme une expiation (2). »

Le plus souvent, les églises sont construites, sur le tombeau des saints, comme le rapporte fréquemment Grégoire de Tours (3), ou même plus simplement pour rappeler leur souvenir. Qui ne connaît les nombreuses églises élevées et dédiées à saint Martin ? Et puis pour ces peuples encore rudes, peu dégrossis, il leur faut une représentation matérielle : Dieu pour eux n'est qu'une entité ; le saint, au contraire, a vécu près d'eux, dans leurs pays ; on

(1) Lesêtre, p. 20.

(2) « Fana templa, delubra si qua etiam restant integra, præcepto magistratuum destrui, collocationeque venerandæ christianæ religionis signi expiari præcipimus. » Cod. Théod., XVI, 25.

(3) *Gloria confessorum passim.*

connaît ses légendes, les miracles qu'il a accomplis, les œuvres qu'il a laissées, une foule de détails sur sa vie, ses mœurs qui le font revivre vraiment aux yeux des populations. Souvent même on le considérera comme propriétaire de l'édifice.

La construction des églises s'est donc rapidement accrue sous la période franque ; elle tient au zèle des apôtres, à la foi des fidèles, à l'intérêt des propriétaires, au culte des saints ; telles ne sont pas cependant d'une manière complète toutes les raisons ; il nous reste encore d'autres causes à étudier.

III. — Influence politique et morale.

Nous n'ignorons pas dans quel milieu, la nouvelle religion venait s'implanter ; à quel degré l'ancienne société païenne était perdue de vices et d'immoralité ; nombreuses étaient les âmes avides d'un idéal plus pur, de mœurs plus austères ; l'ancien régime devait fatalement amener une réaction et le culte catholique fut là pour l'encourager ; les gens de toute condition trouvaient en lui un système moral où tous les êtres étaient traités d'égale manière, où le riche et le pauvre, le maître et l'esclave pouvaient vivre, prier ensemble, avoir le même culte et s'appeler frères ; des vertus ignorées du Bas-Empire pouvaient fleurir ; nombreux étaient ceux qui avaient soif d'égalité et de charité. On comprend dès lors sans peine l'enthousiasme que cette religion provoqua lorsqu'elle apparut et avec quelle facilité elle recueillit des adeptes chez le riche qui réfléchissait, chez le pauvre qui souffrait.

Puis la Gaule romaine n'avait-elle pas subi de grands bouleversements par suite des guerres, des invasions ?

anciens et nouveaux peuples vivaient les uns à côté des autres avec des mœurs différentes ; la religion venait à eux comme pour les unifier, leur offrir un lien moral invisible mais sûr.

La religion chrétienne était une force, un lien ; aussi l'on devine avec quelle ardeur et quelle docilité les néophytes devaient entreprendre la construction des édifices qui abriteraient les cérémonies de leur nouveau culte, de leur idéal. Les premiers furent d'ailleurs de la plus grande simplicité ; d'abord construits en bois, ce ne fut que bien plus tard que l'on connut les édifices de pierre et ces chefs-d'œuvre de l'art que les temps nous ont transmis.

Les rois francs ne tardèrent pas à comprendre que cette nouvelle religion était pour eux un moyen d'accroître grandement leur autorité. Politiquement, ils avaient en effet intérêt à favoriser son développement. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'après les décisions des derniers empereurs romains, la législation franque vint à son tour prêter officiellement son appui ; tantôt elle confirme les décisions des conciles et renforce par là singulièrement l'autorité des évêques, tantôt elle innove : c'est ainsi que Childebert ordonne la destruction des derniers vestiges du paganisme (1).

L'Eglise possédait déjà de nombreuses propriétés dues à la générosité des rois et des particuliers. Clotaire I et II confirmèrent toutes les donations qui lui avaient été faites (2) ; en vertu des principes du droit romain, la propriété des biens dont les églises et les abbayes avaient joui

(1) Pertz, *Childeberti regis constitutio. Leges* 1. Grégoire de Tours nous raconte qu'ils étaient à cette époque encore nombreux : *Multi tamen adhuc... De gloria confessorum*, CLXXVII.

(2) Pertz, *Leges* I. Chlot. I, Const. § 12.

pendant trente ans leur fut maintenue ; celles-ci peuvent en outre, d'après un édit de 560, entrer en possession des biens légués ; enfin Clotaire I^{er} confirma les privilèges d'immunité (1) à elle accordée par ses devanciers et décida que l'on n'exigerait plus d'elle les droits perçus sur les terres (*agraria*) et sur les pâturages (*pascuria*).

Il y eut plus, les rois mérovingiens, pour éviter aux églises les exactions de leurs agents, les placèrent sous leur protection spéciale, leur *mundeburnium* (2). Dès lors, elles avaient un privilège qui leur permettait de venir défendre leurs intérêts au tribunal du palais, et nous savons que le maire du palais s'était lui-même chargé spécialement de veiller aux intérêts des établissements ecclésiastiques ; c'était d'ailleurs le résultat le plus direct du privilège d'immunité de les soustraire au pouvoir ordinaire des *judices* (3). Bien des églises obtinrent une exemption complète d'impôts (4) et furent autorisées à les percevoir par les mains de leurs agents sur les habitants de leurs domaines. Grégoire de Tours nous raconte que Théodebert abandonna généreusement aux églises d'Auvergne tout ce qu'elles payaient au fisc (5). Childebert confirma cette pieuse munificence (6).

IV. — L'église maison commune.

L'importance du développement des édifices du culte au v^e siècle a une dernière cause que l'on ne saurait négliger

(1) L'immuniste pouvait percevoir à son profit les impôts dont il était exempté.

(2) Marculf, I, 24. Edit. Zeumer.

(3) Tardif, Ch. iv, *Rapports du roi et de l'Eglise*.

(4) Pertz, *Diplomata*, II, 673.

(5) Hist. III, 25.

(6) Hist. X, 7.

et qui tient à la situation même dans laquelle se trouvait le peuple : elle est en effet toute nouvelle ; sa vie est dépourvue de tout ce qui jadis en faisait son principal attrait ; la politique n'existe plus pour lui, il est dépouillé de tous ses droits et si d'autre part nous cherchons l'objet de ses distractions, nous constatons que les jeux, les cirques, les combats, les spectacles dont il était si avide, ont tous disparu.

La foi nouvelle était alors pour lui un nouveau dérivatif ; mais il ne faut pas oublier à quelle époque nous nous plaçons et comment cette foi était comprise. D'une manière à la fois simple et naïve, ce qui peut-être en augmentait son charme, la religion était mêlée intimement à tous les actes de la vie et l'édifice qui abritait ses rites devenait ainsi par le fait même la maison commune au sens propre du mot : les ventes, les donations et tous les actes publics ou privés des citoyens étaient passés et mis en écrit dans les églises ; le maître s'y rendait pour réclamer son esclave qui s'y était réfugié et les prêtres le lui rendaient en lui faisant jurer qu'il ne le maltraiterait pas ; les affranchissements y étaient célébrés et ainsi le serf « après avoir trouvé dans le temple un asile contre l'emportement de son maître, venait encore y recevoir le bienfait de la liberté (1) ». Voulait-on se purger d'une accusation, on allait à l'église avec ses cojurateurs et l'on y prononçait sur l'autel les serments d'usage (2). Les ordalies ou épreuves judiciaires étaient accompagnées de cérémonies religieuses.

Par contre l'église se transformait parfois en un véritable lieu de plaisirs ; les conciles témoignent qu'on y dres-

(1) Guérard, *Cartulaire de Notre-Dame de Paris*, préface.

(2) Grégoire de Tours, V, 33.

sait des tables et que l'on donnait des banquets (1) ; ces temples de mysticisme devenaient aussi des salles de danse et retentissaient des chants les plus impies. Vers la fin du vi^e siècle Aunacaire, évêque d'Auxerre, fut obligé de tenir un synode pour les interdire aux danses aux festins et aux chants des jeunes filles.

Dans les campagnes l'église sert de grange ou de grenier ; nombreuses sont les défenses faites par les évêques à ce sujet, particulièrement par Théodebert, évêque d'Orléans ; la même défense fut répétée bien longtemps après par le quatrième concile de Milan. On allait encore à l'église pour y consulter les sorts dans les livres saints (2) ; on y allait pour recouvrer la santé ; les malades, les infirmes s'y faisaient transporter et souvent y restaient plusieurs mois (3). Les prédicateurs qui venaient porter la parole de Dieu y étaient applaudis de la manière la plus bruyante (4). Le soin des affaires publiques venait parfois interrompre les offices sacrés : un jour de Pâques, le roi Sigebert reçut à la messe un messager qui lui dit : « Il t'est né un fils », et comme par hasard le diacre proférait les mêmes mots en lisant l'évangile du jour, le peuple aussitôt applaudit et mêle par ses acclamations les joies du siècle à celles de la religion (5).

Ces édifices sacrés dans d'autres circonstances étaient le théâtre de luttes dramatiques : Grégoire de Tours (6) nous

(1) « Quod non oportet in locis dominicis vel in ecclesiis eas quæ dicuntur agapes facere et in domo Dei comedere et accubitus sternere ». Conc. Laodic., c. 28, cité par Guérard.

(2) Grégoire de Tours, V, 14.

(3) *Ibid.*, V, 6.

(4) Ferrarius, *De veterum acclamationibus et plansu*.

(5) Grégoire de Tours, VIII, 4.

(6) *Ibid.*, V, 33 ; V, 22 ; IX, 41.

raconte qu'on y entraît en armes, on s'y battait, on s'y égorgeait, on se livrait à toute sorte d'attentats. Ce fut d'ailleurs à l'autel que l'évêque Prétextat fut égorgé par l'ordre de Frédégonde et le grand nombre de dispositions que les capitulaires contiennent contre ceux qui commettent des meurtres dans les églises en attestent suffisamment la fréquence.

L'édifice du culte à cette époque tenait lieu, comme on le voit, de tous les édifices publics que nous possédons aujourd'hui, à la fois chapelle, mairie, tribunal, théâtre, salle de fête ; c'était la maison de tout et de tous.

En terminant ce chapitre, remarquons avec quelle rapidité s'est développée la construction des premières églises ; à peine commencée à la fin du iv^e siècle, nous en voyons la Gaule couverte dès le vi^e. Ces monuments sont devenus le centre d'une circonscription territoriale : la paroisse ; sans doute nous ne connaissons pas bien quelles étaient ses limites, nous savons même que la paroisse fut longtemps confondue avec le diocèse ; mais ce qu'il est important d'observer, c'est l'influence que prend dans l'histoire la construction de chacun de ces édifices qui détermine un groupement social.

Pour ce qui est de leur condition juridique, œuvre à la fois du clergé, des puissants et du peuple, ils semblent bien être la base des droits les plus divers au moins théoriquement ; pratiquement, ils se trouvaient être propriété commune des fidèles, comme au temps des catacombes : ils étaient le produit du travail populaire ; sans doute, nous avons vu que beaucoup ont été construits aux frais de particuliers, mais ceux-ci n'avaient-ils pas abandonné leurs droits, selon la législation de Gélase, au profit de la com-

munauté ? D'ailleurs à cette époque encore rude où les notions de droit sont des plus confuses, il ne peut y avoir de théorie bien définie sur la propriété des édifices du culte. Par l'usage même qu'il en est fait, il semble douteux que l'on puisse en attribuer cette propriété à l'Eglise. Maison de tous, n'était-elle pas à tous ?

CHAPITRE II

LA PÉRIODE CAROLINGIENNE (1). — LE LAÏCISME.

I. — Transformation des idées et de la société.

A l'époque carolingienne, la société se transforme ; déjà pointe l'idée du régime féodal ; le senior tend à demeurer dans son domaine, à rester sur sa terre, à faire un petit Etat dans l'Etat. L'Eglise va entrer dans ce grand système de la féodalité et elle y perdra toute son indépendance ; les édifices du culte vont devenir des propriétés privées analogues à celles portant sur toute espèce d'objet. Lorsqu'il n'y a pas d'église dans le *vicus*, le seigneur en construit une sur sa villa et il en garde la propriété pleine et entière ; c'est que la législation de Gélase est devenue lettre morte. Et lorsqu'il existe une église libre dans les environs, celle-ci malgré les droits qu'elle perçoit, surchargée d'impôts, se traîne dans une telle misère qu'elle se trouve obligée de demander l'appui du seigneur ; celui-ci l'accorde volontiers, mais protecteur il a plus encore l'instinct de la conquête et bientôt l'église est absorbée par le domaine.

D'ailleurs la législation canonique et la législation civile, sera-ce désespoir, sera-ce lâcheté, reconnaîtront ce droit de propriété absolue des laïques et nous verrons que plus

(1) Les faits compris dans ce chapitre commencent un peu avant l'avènement des Carolingiens et se terminent un peu après leur extinction. Toutefois nous lui donnons ce titre car les actes principaux que nous allons étudier se sont passés sous cette période. †

d'un capitulaire et plus d'un synode le proclame. La législation chrétienne osera ce que la législation païenne de Rome avait toujours prohibé, la vente des édifices du culte.

Il faut bien dire aussi que nous sommes déjà loin des origines de l'Eglise où le culte libre et indépendant ne connaissait que les heures de prière, où les serviteurs de Dieu avaient le mépris des choses temporelles. L'Eglise est devenue une puissance ; l'État à cette époque barbare ne peut que lutter contre elle ou s'en faire une alliée ; alliée, elle deviendra bientôt vassale.

Le peuple a besoin de religion, de prêtres, d'édifices ; les seigneurs leur en donneront à leur dévotion, mais l'édifice du culte devient une dépendance du château, lui sert même de moyen de défense ; c'est une propriété du seigneur.

Le prêtre perd de son indépendance ; sans doute il relève toujours de l'évêque quant au spirituel, mais la fréquence des conciles pour rappeler à l'ordre plus d'un égaré nous montre quelle était à cet égard leur indépendance.

La religion à cette époque n'est guère pour les grands qu'un moyen d'exploitation : la période carolingienne est au fond une période profondément barbare, où le plus fort, au mépris des idées les plus saintes des droits les plus sacrés, a toujours raison. L'usurpation et la violence sont l'exemple que donnent les grands : « Aucune société, dit M. Imbart de la Tour, n'eut moins le respect du droit de propriété ni des liens créés par le contrat. Il suffit de voir dans Grégoire de Tours et dans Frédégaire, avec quelle facilité les rois se croyaient affranchis des plus solennelles promesses. Ces despotes besoigneux et cupides qui dilapident leurs trésors, dépouillent aussi les églises et s'emparent des domaines sacrés pour les donner à des

fidèles. Ils cassent les testaments. Eux-mêmes concèdent des terres du fisc sans condition et sans réserve, mais ils les reprennent quand ils veulent et comme ils le veulent. Or dans son coin de terre, le leude ou le seigneur n'agit pas différemment. Comme le roi, il prend là où il peut sur la terre du paysan ou sur celle de la paroisse. Lui aussi à la mort de chaque prêtre envahit le patrimoine ecclésiastique. Lui aussi met la main sur les donations, enlève le champ ou la vigne laissés par des mourants à leur église. Surtout sur celle qu'il a fondée ou que ses pères ont établie, il se permet toutes les violences ; en droit la dotation est irrévocable, en fait elle ne l'est pas. Il reprend, aliène, détient ce qu'il donne, il n'a nul respect de sa parole ou de son écrit, car il est le maître, il a la force et il en use. Enclavée dans sa villa, élevée le plus souvent sur le manse, dans la *curtis* (1) qu'il habite, l'église est dans la dépendance visible du château. Il tient la terre comme le prêtre. Et encore moins que lui ses héritiers se croient-ils tenus de ses promesses. L'Eglise a beau avoir une charte et un titre : charte et titre sont sans pouvoir contre les convoitises. Dans une société où la notion du droit et de la liberté s'affaiblit chaque jour, où ceux-là seuls obtiennent le respect qui inspirent la crainte, on comprend que les grands, par ces rapines, ces brigandages aient fait tomber nombre d'églises entre leurs mains (2). »

Cet aperçu sur la société de l'époque carolingienne nous

(1) La *villa* se composait d'une réunion de propriétés agricoles.

La *curtis* peut-être différente à l'origine de la villa, lui était absolument identique aux ix^e et x^e siècles, cependant l'on trouve souvent ce mot employé dans le sens de maison d'habitation.

Le *manse* est une propriété rurale.

(2) *Rev. historique*, t. LXI.

permettra de mieux comprendre le phénomène de l'appropriation privée des édifices du culte et la rapidité avec laquelle il s'est développé. Au début du moyen âge, en effet, on peut dire qu'à de bien rares exceptions près, l'édifice du culte propriété libre a vécu.

II. — L'édifice du culte propriété privée.

Dès le début de la période carolingienne les mœurs avaient donc considérablement changé soit au point de vue moral, soit au point de vue politique ; nous connaissons l'ambiance du milieu social, cherchons maintenant les causes directes qui firent des édifices du culte des propriétés privées.

Un premier fait que nous devons retenir, c'est le développement d'un phénomène déjà signalé dans le chapitre antérieur : la construction d'églises dans les villes, d'*oratoria* dans les domaines ; en réalité, loin d'être une innovation chrétienne, c'était là la continuation de coutumes purement païennes. Jadis, chaque propriétaire avait coutume d'élever dans ses domaines des sanctuaires, *sacellæ* dédiées à des divinités locales ou domestiques ; les esclaves ou les colons du maître s'y rendaient pour sacrifier ou y laisser leurs offrandes. Le culte catholique suivit ces traditions et nous avons déjà vu que dès le ^{iv}e siècle les *possessores* chrétiens construisaient des *oratoria* sur leurs terres. Ils n'étaient donc pas seuls à le faire ; un texte du Code Théodosien nous le confirme (1).

En Gaule ces *oratoria* prirent une extension d'autant plus considérable que le nombre des *villæ* tendit à s'accroître ; en même temps, de simples *oratoria* ils devenaient

(1) Code Théod., XVI, 2.33.

de véritables édifices où se rendaient non seulement les habitants et les serfs du domaine, mais tous ceux qui vivaient à proximité. L'Eglise ne pouvait qu'approuver cette heureuse institution sous réserve de ses droits et le maître, le senior, comme on l'appelle à cette époque y voit le développement de ses intérêts les plus directs : son but est de s'isoler dans son domaine et de faire de ce dernier un organisme complet pouvant se suffire à lui-même ; l'église est un des éléments indispensables de cet organisme, le plus sûr adjuvant, car souvent l'on redoute plus le prêtre que le maître. Il ne l'ignore pas, aussi l'on ne connaîtra plus bientôt de *villæ* sans églises. Ce qui était une exception à l'époque mérovingienne devient une règle maintenant ; d'ailleurs en cela les seniores ne faisaient qu'imiter le roi qui dans ses fiefs possédait de ces nombreux édifices (1). Les documents abondent aux VIII^e, IX^e et X^e siècles pour nous montrer des églises fondées par des particuliers. Leur desservant ne sera le plus souvent qu'un serf affranchi nommé par le senior ; son indépendance sera nulle et plus d'une fois, il devra s'abaisser à des besognes indignes de sa situation. L'Eglise du domaine fait partie du patrimoine du senior, il peut la vendre, l'engager, la donner en alleu ou en bénéfice. Par ces caractères, elle s'oppose encore à l'église publique.

Cette dernière d'ailleurs ne sera bientôt plus qu'un mythe, et en étudiant sa disparition, plus exactement son absorption, nous avons là une nouvelle cause de l'appropriation privée.

Dans ce bouleversement du régime social, dans cette institution naissante de la féodalité, au milieu de luttes

(1) Capitulaire de Villis Boretius, 83.

perpétuelles, qu'allait devenir l'humble église de campagne ; allait-elle résister au tourbillon menaçant ? Ses fidèles oseraient-ils résister et chercher à sauvegarder son indépendance ?

La lutte semblait bien inégale ; elle l'était en effet, elle l'était d'autant plus que pour la plupart, malgré les droits qu'elles étaient autorisées à percevoir, surchargées d'impôts, les églises tombaient dans le délabrement, leur desservant ne possédant pas toujours le nécessaire pour vivre. Condamnées d'avance à périr, elles préférèrent demander l'appui de ceux qui devaient les étouffer.

Nous savons que sous la période mérovingienne les édifices du culte étaient sous la protection du roi, *sub tuitione et defensione* qu'il leur accordait son *mundeburnium*. Lors d'une contestation l'Eglise avait le droit de s'adresser directement au maire du palais, au lieu de demander au comte souvent plus partial la reddition de la sentence. Mais maintenant de quelle utilité était cet appui ? Trop éloignées du pouvoir central, lui-même très affaibli, les Eglises se sentaient perdues et sans défense, aussi demandèrent-elles au puissant de l'endroit l'aide et l'assistance que le roi était dans l'impossibilité désormais de leur procurer.

Elles le constituèrent leur *advocatus*, leur défenseur ; par contrat l'Eglise et le clerc se commandent au *senior*.

Les textes qui nous rappellent ces contrats de commande ou de sauvement sont rares et les recueils de formules n'en possèdent aucun (1). Cependant on peut les induire des textes des conciles : ceux-ci, à plusieurs reprises, défendent aux clercs et aux églises de passer de tels contrats,

(1) Imbart de la Tour, *Rev. hist.*, t. LXI.

car à l'origine l'autorité ecclésiastique redoute la puissance des *seniores*. En 614, l'assemblée de Paris interdit aux ecclésiastiques de se rendre auprès du roi ou des *potentiores* et d'entrer dans leur clientèle, et pendant plus d'un siècle le haut clergé lutte contre cette protection humiliante. Si elle comportait des avantages, ses inconvénients n'étaient-ils pas plus graves ? Et si l'édifice du culte y trouvait une sauvegarde, le prêtre n'allait-il pas y perdre toute son indépendance ? Ne devenait-il pas le client du *senior*, ne serait-il pas bientôt sa chose ? De quelle autorité jouirait désormais l'évêque ?

Il semble bien que ces considérations furent envisagées par l'Eglise, la fréquence des conciles sur cette matière tend à le prouver ; mais elle ne put s'opposer au mouvement, et de guerre lasse, elle crut politique de reconnaître ce qu'elle avait si longtemps combattu. Vers 665 le concile de Bordeaux autorisa les prêtres, les diacres à se mettre dans la mainbour privée les obligeant seulement à obtenir le consentement de leurs évêques. Il est évident que le résultat le plus direct de cette décision était de placer les édifices sous la protection et la garde absolue des *seniores* ; nous n'envisageons pas celui moins intéressant pour nous, mais qui n'en est pas moins grave : l'affaiblissement de la discipline ecclésiastique. Il est probable qu'à cette époque les contrats de commande se multiplièrent en grande quantité.

Mais par l'étude introductive de ce chapitre, nous savons ce que valait alors un contrat et que dans ces temps troublés, de la protection à l'usurpation il n'y avait qu'un pas ; il fut rapidement franchi. Les grands propriétaires prirent le titre presbytéral, ils sont archiprêtres comme les comtes ou seigneurs deviendront plus tard

abbés : nombreux sont les conciles qui protestent contre cet état de fait et ce manque de loyauté, mais plus nombreux sont encore les documents qui nous montrent les édifices du culte considérés désormais comme *res privatae*.

Les contrats de donation ou de vente d'édifices du culte abondent et dans tous nous trouvons pour les désigner les expressions très significatives de *dominium*, *proprietas*, *jus proprietarium*, *allodium*, *hereditas*. « Nous donnons, disent Rohingus et Bebelina, l'église d'Anvers à toi Willebrod, acquise par échange d'un tel abbé avec les terres, les maisons..., à cette condition qu'on lui envoie le luminaire et l'encens et que les prêtres qui y sont attachés prient Dieu pour nos péchés... ; que toi Willebrod tiennes et possèdes cette église, tous les biens qui en dépendent et aies le pouvoir, la liberté de la donner, l'échanger ou en faire ce que tu voudras (1) ». — « Je donne, dit un autre, ma villa avec l'église Saint-Pierre que mes parents y ont construit, en toute intégrité et avec toutes ses dépendances, de plus l'église Saint-Panuvrin qui est notre propriété. »

On hérite d'une église et pour une fraction seulement on la constitue en dot à sa fille. Le seigneur se considère comme ayant de la propriété le domaine direct, laissant au saint le domaine éminent. Maître de l'église, il en accapare tous les revenus et lui applique le régime de l'exploitation seigneuriale. Dîmes, offrandes, oblations diverses auxquelles donne lieu l'administration des sacrements, tous les produits du casuel en un mot sont perçus par lui.

Le cartulaire de l'abbaye de Saint-Père nous fournit de

(1) Pardessus, *Diplomata*, n^{os} 538-726, cité par Imbart de la Tour, *Rev. hist.*

nombreux exemples de ces ventes donations ou transactions sur les édifices. L'église de Saint-Germain d'Alluie-Alogea est donnée d'abord en bénéfice par un seigneur à un prêtre nommé Natalis, puis en toute propriété par celui-ci, avec le consentement de ses seigneurs, au monastère de Saint-Père (1). Le tiers de l'église d'Arron est cédée par un nommé Fulcaud ou Foucaud (2). L'église de Notre-Dame de Chaudré est donnée par Robert moyennant : 1^o 35 sous payés par l'abbaye à la belle-mère de Robert nommée Mahaut qui prétendait posséder ladite église par droit héréditaire ; 2^o une rente annuelle de 30 sous payable à ladite dame pendant son vivant ; 3^o 100 sous comptés plus tard, au frère de Robert nommé Guillaume, à son retour d'Angleterre où il se trouvait au service du roi le jour de la donation de ladite église (3).

L'église haute de Crot, cédée par un nommé Arraldus aux moines de Saint-Père pour la somme de 10 sous (4).

La moitié de l'église de Cruci, dans le Perche, est vendue pour la somme de 15 sous par un clerc nommé Hugue, fils de Gauscelin de Verneuil. Celui-ci avait reçu cette moitié en héritage ; l'autre moitié avait déjà été donnée aux moines (5). L'église de Montreuil est vendue par le seigneur Raoul qui s'en réserve la moitié sa vie durant. L'église de Saint-Germain, donnée par Raoul, fils d'Erard, à condition que lorsque le fils du donateur sera promu à la prêtrise, les moines de Saint-Père lui loueront pour la desservir une de leurs églises avec un revenu suffisant (6).

(1) Cartul. de l'Abbaye de Saint-Père, p. 192.

(2) *Ibid.*, p. 298.

(3) *Ibid.*, p. 534.

(4) *Ibid.*, p. 166.

(5) *Ibid.*, p. 130.

(6) *Ibid.*, p. 552.

L'église déserte de Villevillon est vendue pour le prix de 50 sous par un seigneur nommé Odon qui l'avait d'abord donnée en fief à son vassal Riquier Richerin et qui la reprit en lui payant une somme d'argent à titre d'indemnité (1). Les cartulaires de Savigny, de Saint-Cyprien, de Cluny et bien d'autres nous en citent quantité d'exemples : en 928, Auger et sa femme Adalenba donnent à Notre-Dame de Nîmes la moitié de l'église de Saint-Thomas à Coloures, y compris sa dot (2). En 870, Garnulfe, abbé du monastère de Beaulieu, assisté de son avoué Richard, se présente à Sennarum au plaid du comte Bernard : il revendique contre un nommé Adène l'église de Saint-Christophe située dans le pagus de Limoges à Cousagues ; il fait valoir sa prétention en justice sous la forme d'une véritable revendication (3).

L'histoire de Languedoc nous apprend à son tour combien la propriété privée des églises est fréquente. En 961 le comte de Rouergue, Raimond, détient au moins 60 églises et chapelles dans divers diocèses de ses Etats (4) ; vers la même époque le vicomte de Béziers en détient une vingtaine. En 972, Garsinde, comtesse de Toulouse, donne en une seule fois 7 églises et 9 chapelles à Saint-Pons.

Si nous voyons ces églises le plus souvent vendues ou données à des abbayes, c'est que leurs actes ont été mieux conservés tandis que nous ne possédons que peu d'actes privés. Cependant il est certain que les mêmes transmissions s'opéraient entre particuliers et qu'elles étaient fréquentes : hommes, femmes, tous pouvaient posséder des églises.

(1) Cartul. de l'Abbaye de Saint-Père, p. 163.

(2) Durand, *Cartul. de Nîmes*, p. 59.

(3) Deloche, *Cart. de Beaulieu*, p. 56.

(4) *Histoire du Languedoc*, t. V, n° XCII.

L'édifice du culte est enfin concédé comme usufruit ou comme bénéfice ou à titre précaire. Il n'est pas rare que cette concession se fasse à titre onéreux ; nous en trouvons quantité d'exemples dans les diplômes royaux, les chartes des évêchés et des actes de toute sorte. La concession est toujours faite en la forme solennelle en faveur d'un clerc ou d'un laïque, mais sous certaines conditions : le précariste ou l'usufruitier doit s'engager à un service personnel ou au paiement d'un cens généralement assez élevé, mais variant néanmoins suivant les biens de l'église (1). Certains propriétaires donnent l'église, mais en s'en réservant la jouissance. Des églises enfin sont données en bénéfices ; nous en avons un exemple dans un capitulaire d'Aix de 813 et dans un autre de 828 ; ils sont concédés par le roi. Les évêques et abbés suivirent l'exemple de l'autorité royale ; au ix^e siècle, Hincmar donne en bénéfice l'église et la terre de Follaneraye à un certain Osverus et à sa mort à Sigebert (2). Nous en trouvons aussi un exemple dans le cartulaire de Savigny au x^e siècle. « Nous vous cédon en bénéfice, dit un abbé, quelques biens de notre couvent à savoir une église dédiée à saint Jean avec un manse et un curtil et dans ses limites tout ce qui dépend du presbytère de Saint-Jean, une chapelle en l'honneur de sainte Marie et ses dépendances. » Citons enfin un dernier exemple de disposition tiré du cartulaire de Saint-Père : « Vers l'an 970, Eude, évêque de Chartres, concède l'église de Saint-Etienne de Bailleau-l'Evêque, à Géraud, l'un de ses chanoines, et au premier héritier de celui-ci seulement, sous la condition qu'elle serait administrée selon les canons et qu'elle paierait tous les ans un cens de

(1) *Cartul de Cluny*, t. II, 168.

(2) Migne, *Patrologia*, t. CXXVI, p. 538.

5 sous à l'évêque de Chartres. Quelques années après, au mois de février 977, deux femmes nommées Godelève et Clémence ayant acheté la même église au chanoine Géraud, en firent donation à Saint-Père, à la charge par les moines de payer 12 deniers de cens annuel à l'évêque qui donne son consentement à cette donation (1). »

Comme on le voit, l'édifice du culte est la base des droits les plus divers ; les puissants ont jeté leur dévolu sur le bien de l'Eglise et sur celui des pauvres ; la pratique de la religion va s'abaissant, car la liberté est remplacée par la servitude. Ce qui nous paraît le plus curieux aujourd'hui, c'est que cet état de fait fut reconnu par la législation tant civile que canonique. En 794 le capitulaire de Francfort décide qu'il est permis aux hommes libres de posséder des églises, de les aliéner, de les vendre, pourvu que l'édifice sacré ne soit pas détruit et soit toujours affecté au culte. Ce ne fut d'ailleurs pas le seul : les biens d'église peuvent être acquis par prescription, c'est une loi de 802 qui nous l'apprend. Enfin le capitulaire « de Villis » de Charlemagne réglemente les églises ou chapelles qui lui appartiennent (2).

Et à son tour la législation de l'Eglise vient consacrer cet état de fait. Hincmar consulté ne nie pas le droit des propriétaires d'églises (3), et Eugène II, en 826, tint à Rome un synode où il fut interdit formellement de soustraire au droit de propriété des fondateurs les monastères et les

(1) *Cartul. de Saint-Père*, préface, CXCVIII, et p. 192.

(2) Capitul. Francofurtensien anno 794. « De ecclesiis quæ ab ingenuis hominibus construuntur licet eas tradere, vendere, tantummodo ut ecclesiæ non destruantur, sed serviuntur quotidie honores. » M. G. H. Boretius, t. II, p. 171.

(3) *De ecclesiis et capellis*.

chapelles que ceux-ci avaient fait élever avec permission canonique. Le concile de Trosly, en 909, reconnaît encore nettement le dominium des laïques sur leurs églises : « Nous ne voulons pas, déclare-t-il, leur enlever le droit de propriété, quoique sur les édifices sacrés qui leur ont été concédés ils ne doivent et ne peuvent avoir de seigneurie et que ces biens relèvent plutôt des évêques. Par ces mots nous entendons simplement la juridiction épiscopale ; nous ne demandons nullement les droits d'un propriétaire. »

Comme cette législation se trouve loin et de la législation païenne et de la législation moderne. Jadis l'édifice du culte était considéré comme *res sacra*, la chose sainte par excellence ; plus tard on la considère comme la propriété de la collectivité, jamais la propriété d'un seul.

L'édifice du culte propriété privée n'est guère compatible d'ailleurs avec les théories générales de l'Eglise. N'est-ce pas faire injure au culte que de l'abandonner aux mains d'un maître qui peut en disposer comme bon lui semble ; l'église n'est-elle pas par essence, la chose de tous ?

Dès cette époque, une voix indignée et pleine d'indépendance le proclame dans les termes les plus véhéments : c'est Agobard, archevêque de Lyon (1). Nous verrons que cette voix ne fut pas sans écho et que l'Eglise se décidant enfin à agir sortira bientôt de sa longue torpeur.

III. — Explication du phénomène de l'appropriation privée.

De ce fait que les édifices du culte sont devenus propriété privée, n'y aurait-il pas une théorie générale, un

(1) V. Migne, *Patrologia*, CIV, 237.

système d'ensemble qui expliquerait ce phénomène de l'appropriation.

Trois auteurs, à notre connaissance, ont essayé d'en donner les raisons historiques, MM. Stützt, Imbart de la Tour et Thomas. Examinons, avant de terminer ce chapitre, quelles furent leurs idées respectives.

M. Stützt (1), après avoir constaté le fait de l'édifice du culte propriété privée en Gaule, nous dit : rien de tel n'existait dans le monde romain. Assurément, le fondateur d'une église exerçait bien une certaine influence sur le choix des membres du clergé appelé à la desservir, mais les biens affectés au culte appartenaient à l'Eglise en tant que personne juridique, et si le fondateur a, par exception, gardé sur le sol un droit de propriété, ce titre était nu. Rien de semblable en Gaule où l'Eglise ne donne naissance à aucune personne juridique et où elle est la propriété d'un seul. Ces coutumes ne venant pas de Rome viennent de la Germanie : les chefs germains avaient, en effet, l'habitude d'élever sur leurs domaines des temples dont ils avaient la propriété ; les voisins s'y rendaient et contribuaient aux frais du culte par des offrandes. Ces traditions auraient pénétré en Gaule avec les invasions ; leur développement aurait même été favorisé par la situation économique et politique du pays.

On a répondu avec juste raison à M. Stützt que, d'une part, il existait déjà des *oratoria* lors de l'envahissement de la Gaule ; que, d'autre part, le développement des églises privées n'est toujours venu qu'un ou deux siècles après les

(1) Dr Ulrich Stützt, *Die Eigenkirche als element des mittelalterlich-germanischen Kirchenrechtes*. Berlin, 1895, in-8. — V. l'exposé et la critique de ce livre par Paul Fournier dans la *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, année 1897, p. 487.

invasions ; ainsi, chez les Wisigoths, nous n'en avons pas connaissance avant le vi^e siècle, c'est-à-dire deux cents ans après leur établissement. Chez les Francs, il n'apparaît qu'au vii^e siècle, deux cents ans encore après Clovis.

Ce premier système prête donc sérieusement à la critique.

Plus ingénieux nous semble celui de M. Imbart de la Tour (1) qui voit dans la *commendatio terræ* l'origine de l'appropriation des églises. A cette époque pleine de troubles, les propriétaires abandonnent leurs terres à un homme puissant qui les protégera. Le protecteur devait restituer la terre à son ancien tenancier tout en se réservant certains droits ; mais le plus souvent, loin de lui rendre, il l'usurpait ; le patronage des terres se transformait donc rapidement en propriété. Il en fut de même pour le patronage des églises.

M. Thomas critique assez vivement cette explication (2) qui lui paraît très insuffisante. Sans doute il admet l'usurpation ; mais comment expliquer, dit-il, que les seniores et les usurpateurs d'églises aient pu faire découler de leur droit de propriété portant sur l'édifice le droit de percevoir tous les produits du casuel ? Les chartes, d'après lui, ne parlent que très rarement du *dominium* des laïques sur l'église en tant qu'édifice quand il s'agit des dîmes, oblations et autres revenus. A l'appui de leurs prétentions, les propriétaires et seniores font intervenir le *jus fundi*, la *ratio fundi*, la *proprietas soli*. C'est comme propriétaires du sol, fondateurs qu'ils réclament. Dès le début du xi^e siècle, les chartes sont très nombreuses qui mettent en lumière cette conception particulière de la propriété féo-

(1) V. *Revue historique*, t. LXVII.

(2) V. Thomas, p. 33 et suiv.

dale d'après laquelle le propriétaire d'un fonds a droit sans distinction à tous les revenus que ce bien produit directement ou indirectement. Les dîmes, les oblations, les revenus casuels, le droit de patronage qui apparait au ^x^e siècle sont énumérés par les chartes comme une conséquence de la propriété du fonds sur lequel est bâtie l'église, comme dérivant de la *ratio fundi*.

Ce système de M. Thomas nous paraît défectueux. Il n'envisage qu'un côté de la question, en recherchant en vertu de quels droits le propriétaire d'une église perçoit les revenus de cette église. N'est-ce pas épiloguer sur le sujet ? Ce que l'on désire savoir, c'est comment la propriété privée des églises s'est introduite, en vertu de quels usages. Cette propriété une fois acquise, soit légalement, soit par l'usurpation, quoi de plus naturel que son titulaire en perçoive tous les revenus, même comme le véritable propriétaire, alors qu'il ne l'a jamais été. Sans doute ceux-là perçoivent plus justement qui ont fondé l'église, et lorsqu'ils réclament leur revendication est étayée de cet argument solide, la *ratio fundi*, la *proprietas soli*. Mais les propriétaires fondateurs ne devinrent-ils pas bientôt une minorité ? Et dès lors, comment expliquer le droit que s'arrogeaient tous les propriétaires d'église ?

Nous nous rallions donc au système de M. Imbart de la Tour, et nous pensons avec lui que le *dominium* des seniores sur les églises est analogue à celui qu'ils avaient sur bien des terres, résultat tous deux du contrat de *commendatio*, contrat qui subit les tristes conséquences de la force et de la violence.

CHAPITRE III

LE MOYEN-AGE. — LES ÉDIFICES DU CULTE A L'ÉGLISE.
LE PATRONAGE.

I. — Conséquences du laïcisme. — Réaction de l'Eglise.

Les conséquences du laïcisme et de l'appropriation privée des églises se firent rapidement sentir. Les seniores ne voyant dans cette appropriation qu'un sûr moyen d'exploitation en tiraient sans pudeur tous les revenus possibles ne se souciant guère de l'état même de l'édifice et de la situation de son desservant ; celui-ci était le plus souvent réduit à vivre d'un salaire minime que l'on est convenu d'appeler la portion congrue ; d'autre part les relations entre le desservant et son évêque étaient devenus si difficiles que l'autorité morale de ce dernier avait considérablement diminué. Le prêtre vivait du seigneur, était défendu par lui. Enfin n'était-il pas indigne de voir l'édifice du culte objet de toutes les transactions, donné, vendu, partagé ? L'Eglise ne se compromettait-elle pas en laissant aller les choses ?

Nous avons vu que l'archevêque de Lyon Agobard, le premier, avait osé élever la voix ; son exemple fut suivi ; au x^e siècle, Abbon, abbé de Fleury, critique avec vigueur les usages de son époque et affirme que personne ne peut se déclarer propriétaire d'une église (1).

(1) Caveat iniqui quicumque vult salvus esse, eam haud dubie quin ecclesiam alicujus alterius, nisi solius Dei possessionem credere.

Au XI^e siècle, le cardinal Diensdedit défend les mêmes idées (1) ; à son tour, il proclame qu'il est interdit à tout laïque d'avoir sur une chapelle un droit de propriété et d'en percevoir les revenus, et à l'appui de sa thèse, il rappelle la législation du pape Gélase et les formules du *liber diurnus* où il est dit que le fondateur n'aura aucun droit si ce n'est le *processionis aditus*.

C'est enfin saint Bernard lui-même, qui au XII^e siècle blâme les propriétaires d'églises.

Ces paroles furent suivies d'effets, car dès le milieu du moyen âge, la situation a radicalement changé. Si l'on ne peut constater d'une manière absolue la disparition des édifices du culte comme propriété privée, du moins peut-on dire qu'ils se font très rares. A partir de cette époque ils deviennent la chose de l'Eglise. Comment cette dernière a-t-elle pu obtenir un pareil résultat ? comment a-t-elle pu démolir ce que plusieurs siècles avaient édifié ? De quels moyens usa-t-elle pour venir à bout de ces seigneurs propriétaires d'églises, despotes cupides ? C'est là certes l'objet d'une étude délicate et longue et qui mérite la plus grande attention. Au premier examen, il semble

Unde Petro principi Apostolorum dicitur : Tu es Petrus et super hanc petram œdificabo ecclesiam meam. Meam, inquit, non tuam. Et Christus alibi : Domus mea domus orationis vocabitur. Psalmista quoque : Domum tuam, Domine decet sanctitudo. Si ergo Ecclesia non est Patri, cujus erit ? Aut successores Petri audebunt potestatem sibi vindicare quam non habuit Petrus principes ecclesiæ ? Certe charissimi principes, nec catholice vivimus, nec catholica loquimur quando illam ecclesiam dico esse meam ; ille alteram dicit esse suam. Ac veluti quædam jumenta comparati jumentis insipientibus, utrasque aliquando venales proponimus propositasque ab aliis emere non formidamus. *Recueil des Historiens des Gaules*, t. X, p. 330.

(1) *Novæ patrum bibliotheca*, t. VII, III^e partie, V^e section, cité par Thomas.

que nous possédions les deux bouts de la chaîne sans en voir le milieu ; et pourtant peu à peu, par une série de menus faits on constate la diminution des droits des seigneurs, leur restriction lente mais sûre ; des distinctions subtiles sont créées, quelques-unes échouent ; mais avec son esprit méthodique l'autorité ecclésiastique retire à l'autorité laïque tous ses pouvoirs d'administration. Il ne lui restera bientôt plus qu'un droit : le *jus patronatus* qui se substituera au *dominium*. En quoi consiste ce droit de patronage, ce qu'il fut dans le passé, nous tâcherons de le dégager aussi nettement que possible ; pour le moment occupons-nous de la lutte de l'Eglise contre les laïques.

II. — Lutte de l'Eglise contre les laïques.

Nous savons que la législation de Gélase était depuis longtemps lettre-morte ; bien plus que le pape Eugène II et des conciles, entre autres l'assemblée de Trosly, avaient reconnu d'une façon formelle le droit de propriété des laïques sur les églises. On ne pouvait donc le leur dénier subitement ; le faire eût été de la plus mauvaise politique. L'Eglise pour arriver à ses fins devait ruser d'habileté et de diplomatie. Ne pouvant attaquer le droit de propriété, elle en visa d'abord les conséquences : ce sont en premier lieu tous les droits que le seigneur percevait en tant que protecteur *advocatus* de l'Eglise ; puis elle s'attaque aux revenus propres de l'Eglise, aux dîmes, aux oblations ; elle procède par voie d'interdiction à l'aide de nombreux conciles dont la fréquence montre combien peu ils devaient être observés. Hincmar (1), qui avait reconnu le droit de propriété des laïques leur conteste tout droit aux oblations.

(1) *De ecclesiis et capellis.*

Si les fidèles participent par des offrandes au culte, ce n'est pas pour enrichir les propriétaires. Agobard, Abbon, soutiennent énergiquement ces théories (1).

Toutefois l'Eglise croit politique de ne pas aller trop rapidement dans la voie où elle s'est engagée, et en 1184 le pape Lucius III reconnaît encore que les *seniores* ou leurs héritiers peuvent exercer des droits utiles sur les églises, percevoir des *reditus* (2).

Cependant une ingénieuse distinction s'était déjà fait jour : elle consistait à séparer l'*ecclesia* de l'*altare* ; l'*ecclesia* c'était la bâtisse avec tous les biens qui en dépendent ; l'*altare*, c'était l'autel avec tous les revenus qui en dérivent : dîmes, oblations, etc. Le mot *altare* désignait ailleurs souvent dans les textes les revenus. Admise, cette distinction aurait permis à l'Eglise de s'acheminer plus rapidement vers le but qu'elle se proposait. Si elle reconnaissait aux *seniores* la propriété de l'*ecclesia*, elle se réservait au moins d'une manière absolue celle de l'*altare*. Mais cette nouvelle théorie fut rejetée par les grands défenseurs de l'Eglise qui soutenaient que les deux éléments étaient inséparables. Abbon écrivait : « il y a une erreur très grave qui consiste à distinguer l'autel de l'Eglise, à attribuer l'autel à l'évêque et l'église à un propriétaire. L'édifice consacré et l'autel ne forment qu'un tout qu'on appelle église, de même qu'un homme est composé d'un corps et d'une âme (3) ». Les grands en profitèrent pour accaparer de nouveau les *altaria*.

(1) Migne, *Patrologia*, civ., 237 ; *Recueil des historiens des Gaules*, X, 440.

(2) Pour plus de détails, V. Thomas, *L'accaparement des revenus de l'Eglise*, ch. v.

(3) *Recueil des historiens des Gaules*, X, 330.

Alors les conciles viennent nombreux pour interdire cet accaparement ; c'est le concile de Nîmes (1) en 1096 qui frappe d'excommunication tout laïque qui s'empare des oblations, des revenus, des dîmes et sépultures. En 1123 et 1179 les deux conciles de Latran frappant d'excommunication tous ceux qui s'emparent des produits du casuel et les conciles se multipliant, la législation canonique gagne en autorité et en respect. L'église ressaisit ainsi une partie de son autorité perdue ; elle n'a cependant pas encore obtenu ce qu'elle désire le plus, la disparition du dominium des laïques sur les édifices du culte ; s'ils n'exerçaient plus de pouvoirs abusifs dans le mode d'administration, du moins gardent-ils officiellement encore leur droit de propriété. C'est ce droit que l'Eglise voudrait faire disparaître.

Elle se servira pour cela d'une institution que nous allons étudier : le patronage.

III. — Le Patronage.

Le patronage est un ensemble de droits accordés par l'Eglise à ceux qui avaient fondé, doté ou construit une église (2), le principal de ces droits consistant dans l'autorisation de présenter au collateur un desservant pour cette église.

Le mot patronage est récent, et c'est à tort qu'on le voit souvent employé pour le temps antérieur au xi^e siècle. Jusque là celui que nous connaissons sous le nom de patron est désigné le plus souvent sous la dénomination « d'*advocatus*, d'avoué ».

Basnage, dans son commentaire sur la Coutume de Nor-

(1) *Recueil Labbé et Cossart*, X, 607.

(2) Ferrière dira plus tard : *Patronum faciunt dos ædificatio, fundus*.

mandie (1), nous apprend qu'il y avait des avocats de deux sortes : « les premiers qui étaient les plus importants étaient protecteurs et défenseurs des personnes et des biens ecclésiastiques, car depuis que l'Eglise fut devenue très opulente, plusieurs grands seigneurs ne se firent pas de scrupule de s'emparer des terres qui étaient à leur bienséance ; les gens d'église, pour se défendre de ces usurpations, choisirent des personnes d'autorité pour vivre sous leur protection, et ces avocats dans les anciennes chartes sont appelés avoués des moustiers, et c'est aussi de là que les vidames ont pris leur origine, selon Pithou, dans son *Histoire de Champagne*. Les autres avocats étaient les fondateurs des églises. Il n'y a rien de plus commun dans le droit canon qu'*advocatus*, *advocatia* pour signifier ce que nous appelons maintenant patron ou patronage ».

Pour Guyot (2), le patronage n'est toujours qu'une suite du droit de propriété : « Plaçons-nous, dit-il, à l'origine ; le propriétaire vient de bâtir sur son terrain un édifice qu'il destine comme église ; il est libre d'en accorder la possession ou non à un ministre pour y faire l'office divin. C'est à l'évêque et à son clergé d'ordonner les prêtres qui sont attachés aux églises de son diocèse ; mais pour ce qui est d'assigner au ministre un lieu, un bâtiment où il exercera le ministère, l'Eglise ne le peut pas, car, comme Eglise, elle n'a rien sur la terre. Le propriétaire reste seul maître de l'édifice, seul maître d'agréer ou de refuser un ministre du culte ; celui-ci en reçoit la possession. Mais, ce sont les laïques qui présentent des clercs pour être consacrés et établis dans leurs églises, *consecrandos suisque in ecclesiis constituendos*. D'où vient à ces laïques un tel droit : ce sont

(1) T. I, p. 120.

(2) V. *Répertoire* à ce mot, p. 657 et suiv.

les propriétaires du terrain, ils y ont construit des églises, sont propriétaires de l'édifice. C'est donc comme propriétaires de leurs églises qu'ils ont le droit d'y nommer et d'y présenter, et leur droit est tel que si les présentés sont de bonnes mœurs, l'évêque ne peut pas refuser de les ordonner. Le droit de présentation ne vient donc pas d'une concession de l'Eglise. Et ce droit passe aux héritiers toujours parce que l'édifice leur passe par succession et une ordonnance de 816 nous apprend que « si les héritiers se partagent sur le choix d'un ministre, l'évêque les avertira de s'accorder, et jusqu'à ce qu'ils soient d'accord, il sera libre ou de laisser l'église en cet état sans être desservie *sine honore* ou d'en ôter les reliques ». « Ainsi lors même que par la faute des propriétaires, par leurs disputes l'église paroissiale manque d'être desservie, l'évêque n'a pas le droit d'y établir un prêtre : c'est que la faute de l'héritier ne donne pas à l'évêque la propriété de l'édifice et c'est à l'autorité souveraine seule qu'il appartient de contraindre le propriétaire. »

Duperray (1) prétend que cette institution remonte à Justinien et qu'elle fut créée pour encourager les fondations (2). Elle ne découlerait donc pas du droit de propriété, mais lui serait antérieure. Ferrière (3), dans son *Traité du patronage*, après avoir dit que les origines en étaient obscures, se contente de constater avec Alexandre III que les saints avaient estimé raisonnable d'attribuer certaines prérogatives à ceux qui bâtissaient des

(1) Michel Duperray, *Traité des droits utiles et honorifiques des patrons*, Paris, 1720.

(2) V. Novelle, 57.

(3) Claude de Ferrière, *Traité des droits de patronage, de présentation aux bénéfices, de préséances et droits honorifiques*, Paris, 1686, in-4°.

chapelles et que la principale de ces prérogatives consistait dans le droit de présentation; c'est pour cela que les canonistes avaient appelé le patronage : *jus præsentationis sive nominationis*.

Enfin nous avons une dernière opinion avec de Roye (1) qui prétend que l'Eglise n'a point accordé aux fondateurs le droit de patronage pour exciter les fidèles à bâtir des églises, mais que l'Eglise leur a accordé ce droit par une espèce de reconnaissance.

Les origines du patronage ne sont donc pas très claires, mais quoi qu'il en soit, que ce droit dérive de la fondation ou lui soit antérieur, nous savons que son principal objet est le droit de présentation, que ce droit peut être acquis par toute personne sans distinction d'âge ni de sexe (2), ceux-là seuls ne pouvant l'acquérir, qui a *lege sunt prohibiti*, qu'il peut se transmettre par succession, vente, échange, donation.

Le patronage est en outre la source de droits et de devoirs. Le patron, s'il a construit l'église, doit lui constituer une dot; il est obligé de prendre la défense de l'Eglise, il doit faire fructifier ses biens, veiller à ce qu'ils soient employés à l'usage destiné par le fondateur; pour vendre, il faut son consentement; toutefois ce consentement, nous dit Ferrière, était requis de *honestate* et non de *necessitate*, car s'il n'avait pas été demandé, la vente ne serait pas nulle en soi.

Corrélativement, le patron a des droits: il a le droit de présenter aux bénéfices, il participe aux droits honori-

(1) *De jure patronatus et de juribus honorificis in ecclesia*, Angers, 1667, in-4°.

(2) Ferrière, p. 63.

fiques dans les cérémonies ; en cas d'indigence, il a droit, lui, sa femme et ses enfants, à des aliments.

Comme tous les droits enfin, le patronage peut se perdre ; Ferrière n'en cite pas moins de dix causes ; nous ne les énumérerons pas toutes ; contentons-nous de citer la renonciation, la destruction de l'édifice, la prescription.

Sachons aussi qu'il y a deux sortes de patronage : le patronage réel et le patronage personnel ; le premier est celui qui est attaché à la glèbe et à certain héritage, ce qui arrive lors que le fondateur a inféodé à une terre le droit de patronage en déclarant qu'il voulait et entendait qu'il y fut attaché. Le patronage personnel n'est point attaché à l'héritage, mais appartient au fondateur de l'église et il est transmissible à ses enfants et à sa famille.

Cette distinction a son importance, car si le patronage réel peut se vendre *cum universitate*, il n'en est pas de même du patronage personnel qui ne peut être acquis à titre onéreux.

Une dernière question intéressante se pose : quelle est la nature juridique de ce droit ?

Sur ce point les canonistes sont partagés ; les uns veulent que ce soit un droit spirituel, d'autres que ce soit un droit temporel, d'autres enfin que ce soit un droit temporel annexé à une chose spirituelle *jus spirituali annenum*. Ne rentrant pas dans le cadre de notre sujet, nous ne pouvons examiner ici toutes ces théories (1) ; il semble bien que dans le dernier état du droit ce soit cette opinion qui ait triomphé.

(1) V. pour plus de détails les traités ci-dessus cités et en particulier Ferrière.

IV. — Les édifices du culte à l'Eglise.

Maintenant que nous connaissons la physionomie d'ensemble de cette institution, examinons rapidement son développement et voyons comment elle a pu servir l'Eglise dans ses plans.

L'essence même du patronage, avons-nous dit, consiste dans le droit de présentation ; il semble que ce soit là d'ailleurs la première conquête des laïques, leur première immixtion dans le domaine des églises. Comme nous l'avons vu, les auteurs ne sont guère d'accord pour fixer la date à laquelle ce droit remonte, les uns l'attribuant à Justinien, le représentant comme une manière d'encourager la construction des églises, d'autres le considérant comme une concession tardive et bénévole de l'Eglise. Il nous importe peu d'ailleurs de savoir l'origine exacte de ce droit pour notre sujet ; nous nous contenterons de constater qu'au ^{vi}e siècle le concile d'Orléans le reconnaît expressément (1) : « Que les propriétaires de domaines, dit-il, n'introduisent pas dans leurs oratoria des clercs étrangers contre l'assentiment de l'évêque à qui appartient le gouvernement du diocèse, mais ceux-là seuls qui ayant fait leurs preuves dans ces localités seront autorisés par l'évêque à y exercer le ministère. » Nous plaçant aux origines, nous constatons aussi que si le patron a des droits, il a par contre des obligations, et que ces obligations sont respectées : c'est d'abord et avant tout lorsqu'il a construit l'édifice, la constitution d'une dot ; cette donation est perpétuelle, irrévocable ; il doit défendre les biens donnés. Le fondateur a dû abandonner tous ses droits sur l'édifice

(1) Imbart de la Tour, *Revue historique*, t. 67.

qu'il a construit. Il n'a plus que le devoir de le protéger ; c'est qu'à cette époque patronage et propriété sont choses distinctes. Mais nous avons vu au cours de cette étude comment les grands comprirent le droit de protection, comment ils tinrent leurs promesses. Le patronage semblait avec la période carolingienne : de tous les droits que s'était jadis réservé l'Eglise, rien ne subsistait : propriété, administration, elle avait tout perdu. Emue de cette situation, elle résolut d'entamer la lutte avec les laïques, et nous avons déjà vu comment peu à peu elle recouvre ses droits d'administration.

Fort de ce premier résultat, elle tendit désormais à détruire le *dominium* des laïques et sous les efforts de nombreux canonistes on fit réapparaître l'institution du patronage ; le but était de la ramener à son état primitif ; on voulut dissocier le *jus patronatus* qui jusque-là s'était confondu avec le *dominium* et substituer le premier au second.

A partir du *xii^e* siècle, le droit de patronage n'apparaît plus dans les textes comme un droit de propriété réel, mais bien comme un droit personnel dérivant de la fondation, puis peu à peu disparaissent les actes parlant du *jus fundi*, de la *ratio soli* et au *xiii^e* siècle le *dominium* des laïques s'est évanoui, le *jus patronatus* l'a remplacé. L'effort des canonistes fut persévérant ; il fut d'ailleurs aussi simple qu'habile ; pendant deux siècles, du *xi^e* au *xiii^e*, ils appliquent sans cesse au droit de patronage les textes qui se référaient dans leur sens primitif au droit de propriété (1).

(1) Dans sa *Summe*, Rufin, rencontrant le terme *dominium*, dit qu'il ne peut être question que du *jus patronatus* ; le mot *dominium* étant dans l'espèce un terme impropre et inexact. Schulte, *Summe Rufini*, p. 331, cité par Thomas.

Donner, céder une église dont on est propriétaire n'est autre chose pour eux que donner, céder le *jus patronatus*.

Le dominium disparu, comment l'Eglise considérerait-elle ce nouveau droit ?

Quelques-uns y virent une servitude (1) ; n'était-ce pas aller contre l'indépendance de l'Eglise ; puisque l'on niait le *dominium*, pourquoi reconnaître un autre droit non moins gênant ? n'était-il pas plus habile de le représenter comme une concession de l'Eglise ?

On s'en tint à ce dernier parti et au *xiii^e* siècle, les vieilles idées sur l'ancien droit de patronage, sur le dominium ont complètement disparu, on le considère désormais comme une *permissio*, une *tolerantia* : « Remarquons, écrit au *xiii^e* siècle le cardinal Geoffroy de Trany, que le droit de patronage ne peut être obtenu que par faveur. Rigoureusement les laïques n'ont pas le droit de se mêler d'affaires ecclésiastiques et surtout spirituelles. Les églises et leur dot sont soumises à l'administration des évêques. Ce n'est que par une permission juridique que ce droit a pu tomber dans le domaine laïque, ainsi que le droit de présentation qui est spirituel » (2). Dès lors le patron n'a plus que le *jus providendi* (3), « c'est-à-dire qu'il doit veiller à la conservation des biens de l'Eglise ; son obligation essentielle consiste donc à réparer l'édifice et à l'entretenir. Au *xiii^e* siècle, le patron a beaucoup de charges et quelques honneurs.

Cependant une dernière réforme restait à accomplir ; si

(1) Ce fut la théorie d'Alexandre III, avant d'être pape. V. sur ce sujet le chapitre II de l'ouvrage de M. Thomas intitulé : *Alexandre III et le patronage*.

(2) Goffredi de Trano, *Summa*, p. 151, col. 3.

(3) Decretum Gratiani, cause XVI, quest. 7, can. 30.

L'on ne reconnaissait plus aux laïcs le droit de propriété, ne leur restait-il pas le *jus patronatus* dont ils pouvaient disposer à l'égal de tous les autres droits. L'édifice du culte était donc encore l'objet de trafics, ce qui était peu compatible avec la dignité qu'on lui devait. Comme le dit M. Thomas, « il ne suffisait pas de remplacer théoriquement le *dominium* par le *jus patronatus*, il fallait encore interdire de reporter sur ce dernier les conséquences du premier » (1).

Pour le retirer du commerce et écarter toute idée ancienne rappelant la propriété, le pape Alexandre III l'envisage plutôt comme un droit spirituel ; et comme il veut en faire une institution purement ecclésiastique, il retire aux seigneurs patrons un droit qui avait son importance : l'investiture (2). Le prêtre ne sera plus investi de l'église par le seigneur que l'habitude faisait considérer comme le véritable collateur, l'évêque n'intervenant que pour approuver. Désormais tout acte fait sans le consentement de l'évêque est nul parce que *pro non dato habetur, quod ab illo datur qui non potest de jure donare* (3). Alexandre III réduit le patron au droit strict de la *præsentatio*, c'était tout simplement un *jus ad rem* ; seul l'évêque donnait un *jus in re*. Dès lors le *jus patronatus* est bien considéré comme un droit personnel transmissible héréditairement, il n'est plus susceptible d'être vendu.

Avait-on pour cela supprimé tout trafic sur les édifices du culte ?

(1) Thomas, p. 130.

(2) On sait qu'une église pouvait être tenue en fief ; comme tout vassal le prêtre était alors obligé de faire hommage au suzerain et de recevoir de lui l'investiture.

(3) *Décrétales*, III, tit. 38, cause 5.

On ne peut nier que la réforme était en partie incomplète. Si l'Eglise, les canonistes avaient recouvré presque toutes leurs libertés ; si les édifices du culte étaient désormais reconnus pour la plupart propriété de l'Eglise ; si du patronage on avait fait dans la mesure du possible un droit personnel, néanmoins subsistait encore un patronage réel, un droit qui était attaché à la propriété lorsque l'église était enclavée dans un domaine, droit qui était inséparable du domaine même, qui par conséquent pouvait être vendu, cédé, donné avec lui puisqu'il se transmettait *cum universitate* ; sans doute on l'a réduit à ses extrêmes limites, mais il subsiste et en lui pendant tout l'ancien régime survivra un quelque chose de l'ancien *dominium* laïque.

V. — Développement des édifices du culte.

Les grandes cathédrales.

A cette époque qui vit le triomphe de l'Eglise sur les laïques correspond une grande activité dans la construction des édifices du culte.

Ceux-ci, bâtis sur des données plus savantes par des architectes de génie sont parvenus, jusqu'à nous et peuvent nous donner l'idée de ce que furent ces siècles de foi épris de l'art divin. Le nombre immense de ces églises merveilleuses répandues sur toute la France et jusque dans les plus petites localités reflète la vie la plus sincèrement esthétique qu'il y ait jamais eue.

Dans ces cathédrales immenses dont les flèches portent jusqu'aux nues le symbole de la croix, tout semble fait pour un pieux mysticisme et pour élever l'âme du fidèle vers Dieu. Il n'est rien de plus beau pour l'œil, rien d'aussi saisissant pour l'âme que la vue de ces temples

magnifiques inspirés par la foi, créés par l'art. Ils sont le symbole de foi et d'espérance d'un peuple profondément chrétien.

Tout le monde voulait concourir à l'élévation de ces grands édifices et les villes ne craignent pas de s'associer largement par des allocations, des taxes ou des offrandes volontaires aux entreprises des pasteurs ; mais il y avait aussi le produit du rachat des pénitences canoniques ou des mortifications obligatoires ; les évêques multipliaient avec complaisance ces dispenses et surtout les indulgences en faveur de leurs cathédrales. Les cathédrales de Paris, d'Evreux, de Troyes, d'Amiens furent, dit-on, construites en partie au moyen de ces indulgences. Une dernière source de revenus et non des moindres était les quêtes ; on en faisait dans le diocèse, voire même dans tout le royaume. Lors de la restauration de la cathédrale de Laon en 1114, nous apprend M. A. Saint-Paul, avant la reconstruction de la fin du ^{xii}^e siècle, les quêteurs allèrent une première année dans tout le nord de la France et la seconde jusqu'en Angleterre. En 1155, lorsqu'on voulut relever Notre-Dame de Senlis, on comprit vite que l'exiguïté du diocèse ne laissait pas espérer d'abondantes aumônes et Louis VI fut prié de munir de lettres de recommandation les clercs chargés de parcourir toutes les provinces du domaine royal pour recueillir des offrandes. Les riches habitants, souvent excités par une pieuse émulation, contribuaient aussi largement par leurs offrandes à la construction de ces édifices ; les clercs eux-mêmes prélevaient certaines sommes sur leurs revenus et de riches évêques assumaient parfois la tâche de toute une partie du monument sacré ou tout au moins y contribuaient largement ; c'est ainsi que Maurice de Sully, évêque de Paris, bâtit le chœur

de Notre-Dame et même le palais épiscopal ; que Fulbert de Chartres, après s'être adressé à tous les souverains d'Europe pour coopérer à l'édification de sa cathédrale, donna lui-même trois années de son revenu.

Il y avait enfin les humbles croyants qui, ne pouvant apporter le secours de leur obole, donnaient de leur personne même ; ils se rassemblaient et sous la conduite d'un chef, partaient en pèlerinage pour l'édification d'une grande cathédrale. Ils étaient d'un puissant adjuvant à ces corporations professionnelles, comme les francs-maçons ou les logeurs du bon Dieu, dont le seul objet était de bâtir les églises.

Cependant que la bâtisse du temple sacré s'élevait, des religieux, artistes pour la plupart, préparaient à l'avance tout ce qui devait compléter l'édifice et contribuer à l'embellir, comme les vitraux et les boiseries.

Et cette grande œuvre demandait parfois l'effort de plusieurs générations et ceux qui posèrent la première pierre, virent rarement planer au-dessus de leurs têtes la croix des flèches. Une vie d'homme ne pouvait réaliser d'aussi grandioses conceptions et les architectes de ces temps célèbres devaient compter sur la postérité ; il est juste d'ajouter que rarement cette postérité leur a failli.

Il fallait aussi faire la part des accidents qui venaient nombreux ; tantôt l'édifice, par suite d'une faute de construction ou de trop de hardiesse, s'écroulait, tantôt il était la proie des flammes ; mais rien ne décourageait ces âmes héroïques et il semble même que le malheur fut pour eux l'un des plus beaux stimulants : C'est ainsi qu'en 1210 la cathédrale de Reims ayant brûlé, Robert de Coucy en dressa de nouveaux plans : les travaux en furent poussés avec tant d'ardeur qu'en moins de trente années ils furent

terminés. Nous savons qu'il en fut de même pour de nombreuses cathédrales.

Aussi ces monuments, œuvres de tant d'efforts, témoins de tant de labeur, sont-ils pour nous en même temps que la synthèse de tous les arts, l'expression la plus fidèle de ce que fut la société moyenâgeuse éprise de foi et d'idéal.

CHAPITRE IV

LES ÉDIFICES DU CULTE DU MOYEN-ÂGE A LA RÉVOLUTION.

I. — Historique.

Dans notre dernier chapitre, nous avons vu, après une lente évolution, la dernière transformation qu'avaient subie en droit les édifices du culte. Cet état durera jusqu'à la fin de l'ancien régime et pendant tout ce temps les églises, si elles connaissent encore le droit des patrons, ne seront que très rarement la propriété des particuliers. D'ailleurs les édifices du culte, qui à l'origine de l'Eglise étaient sa principale richesse, ne sont plus que la partie la moins importante de son patrimoine ; celui-ci s'est accru de toute manière par dons, par legs ; c'est un usage de ne pas mourir sans laisser un testament en faveur de l'Eglise et plus d'un canoniste suggère ces pieuses idées. Les richesses ecclésiastiques sont de toute nature, mais se composent surtout de biens immobiliers. Sous Louis XIII, Lebret estimait déjà le patrimoine ecclésiastique au tiers des biens immeubles situés en France.

On comprend que dès lors l'édifice du culte ne soit plus que l'accessoire pour ainsi dire d'une grosse propriété que l'on désignera sous le nom de « biens ecclésiastiques ». Ceux-ci ne se vendant pas et ne faisant l'objet d'aucune transmission, deviennent bientôt un péril économique et à la fin de l'ancien régime, sous l'inspiration de d'Aguesseau, les établissements de mainmorte seront déclarés

incapables d'acquérir des immeubles ou fondations avec dotations immobilières.

L'édifice du culte proprement dit ne peut plus dès lors faire l'objet d'une étude spéciale, il suivra partout et toujours législativement le sort des biens ecclésiastiques. Ceux-ci par contre seront soumis à la fluctuation des rapports qui existeront entre l'Eglise et l'Etat, rapports qui prendront une manifestation extérieure soit dans la Pragmatique Sanction de Bourges de 1438, soit dans le Concordat de 1516, soit enfin dans la déclaration de 1682 sur les libertés de l'Eglise gallicane. Il y sera traité des questions les plus diverses, impôts, matières bénéficiales, toutes peu capables de servir à notre sujet ; les rapports entre la papauté et l'Etat sont souvent tendus et plus d'une fois dans le plus profond désaccord ; c'est que depuis longtemps l'Etat, qui jadis avait laissé grandir l'Eglise favorablement sans intervenir dans sa constitution, après l'avoir exemptée de toutes les charges, commence à regretter cette inertie et à craindre cette puissance qu'elle a nourri dans son sein. Chaque jour désormais, il tend à faire peser son autorité et à considérer que si l'Eglise quant au spirituel dépend du pape, elle relève directement quant au temporel des rois, et ces idées longtemps nourries aboutissent à la déclaration de 1682. Cette même année paraissait à Cologne un petit livre intitulé : *De l'autorité des rois en matière de régale* (1) » où il est établi que sur tous les édifices du culte et sur tous les biens ecclésiastiques en général, les rois ont des pouvoirs en ce qui concerne l'acquisition, l'administration, la conservation et l'aliénation. Le roi intervient tour à tour comme magistrat politique,

(1) Le Vayer et Le Tourneux, *Dissertation sur l'autorité légitime des rois en matière de régale*, à Cologne, 1682.

comme seigneur féodal, comme protecteur ; de ce dernier chef, l'Eglise est un peu comme un pupille sous la protection de son tuteur ; elle ne peut aliéner sans son autorisation. En 1666, un édit avait défendu de fonder aucun établissement ecclésiastique sans l'autorisation du roi et par lettres patentes dûment enregistrées.

Si les édifices du culte n'ont plus à cette époque de vie propre, ils n'en restent pas moins encore l'objet d'une étude intéressante pour ce qui regarde leur administration ; nous y consacrerons notre prochain paragraphe, en réservant un autre pour la question de propriété.

II. — Administration des édifices du culte. — Institution des fabriques. — Les réparations.

Dans les premiers temps de l'Eglise, les édifices du culte et les biens étaient administrés par les diacres sous l'autorité de l'évêque. Les évêques avaient au fond une souveraineté absolue, mais il leur fut défendu de rien aliéner, car, dit le concile d'Agde, les évêques n'étaient que les administrateurs et non pas les maîtres, les dépositaires et non pas les propriétaires des biens d'Eglise (1).

De ces biens, nous apprend Fleury (2), on avait l'habitude de faire généralement quatre parts : une première pour l'évêque et l'entretien de sa maison, une seconde pour la subsistance des clercs, une troisième pour les réparations, une quatrième pour les pauvres. Nous voyons donc qu'il existait dès les origines une part de biens spécialement affectée à l'entretien des monuments.

Lorsque les édifices du culte tombèrent entre les mains

(1) Thomassin, *Ancienne et nouvelle discipline de l'Eglise*, t. VI, p. 516.

(2) *Institution au droit ecclésiastique*, p. 373.

des particuliers, l'administration en incombait naturellement aux propriétaires.

Mais jusqu'au moyen-âge, dans les quelques rares églises libres qui restaient, l'élément laïque fut toujours exclu d'une manière absolue de l'administration.

L'autorité ecclésiastique allait-elle garder éternellement ses pouvoirs ? N'y avait-il pas danger de tarir la source des dons des fidèles en ne leur rendant jamais compte de l'emploi de ces dons ? Était-il juste enfin de frapper sans cesse les fidèles de contributions pour les réparations de l'Eglise, l'entretien de ses ornements, sans les faire participer d'une manière effective par des décisions et des résolutions émanant, sinon du corps des paroissiens, du moins de leurs représentants ? Il semble bien que l'Eglise se soit peu à peu rendu compte de la justesse de ces réflexions, car au ^{xiii}^e siècle nous voyons apparaître une institution nouvelle : la fabrique. Que désignait cette expression ? « D'une manière générale, nous dit Guyot (1), la fabrique est tout ce qui appartient à une église tant pour les fonds et revenus affectés à l'entretien et à la réparation de l'Eglise que pour l'argenterie et les ornements. » L'origine du mot viendrait de ce que le pape Simplicius écrivant à plusieurs évêques au sujet de la division des biens en quatre parts aurait dit « que l'un des quarts devait être employé *ecclesiasticis fabriciis* (2) ». Par extension, on désigna de ce terme le corps ou l'assemblée de ceux qui ont l'administration des fonds et revenus dont il vient d'être parlé.

C'est le synode d'Exeter en Angleterre (1287) qui semble constater l'existence des premières fabriques. Il suppose

(1) V. *Répert.*, p. 238.

(2) V. Fleury.

en effet que ce sont des laïques qui sont chargés du soin de la fabrique et qu'ils doivent en rendre compte tous les ans au curé et aux principaux de la paroisse, enfin qu'ils sont responsables de tous les défauts de réparation (1).

Cet usage se répandit rapidement en France et désormais le gouvernement de la paroisse en ce qui concerne l'administration a une tendance à se laïciser ; cependant des clercs pouvaient faire partie de la fabrique et le curé était même généralement nommé « principal fabricien ». Au ^{xiv}^e siècle, les conciles engagent de plus en plus l'autorité ecclésiastique à s'adjoindre des administrateurs laïques : celui de Lavaur, tenu en 1368, invite les curés à choisir et nommer parmi leurs paroissiens des intendants de fabrique ; leur entrée dans les affaires de l'église fut d'autant plus facile que déjà bien des curés avaient pris l'habitude de rendre compte de leur administration devant quelques paroissiens de leur choix. Cependant jusqu'au ^{xvi}^e siècle, nous ne trouvons aucun règlement relatif à leur organisation ; celui de Mayence en 1549 est le premier qui décide que dorénavant les revenus de la fabrique seront levés et employés par les soins des laïques ; mais la réglementation ne fut jamais générale ; elle variait avec chaque paroisse et n'était adoptée qu'après l'approbation de l'évêque et l'homologation du Parlement. En 1789, plus d'une paroisse, particulièrement dans le Midi, n'avait pas de fabrique.

D'ordinaire, les membres de la fabrique étaient élus par l'assemblée générale des habitants de la paroisse ; cette assemblée se réunissait d'ailleurs aussi pour tout acte de quelque importance, par exemple lorsqu'il s'agissait d'in-

(1) V. Thomassin, VII, 65.

tenter un procès, d'aliéner, d'emprunter ou même de changer quelque disposition réglementaire ; l'opposition d'un seul paroissien peut arrêter parfois toute délibération si celle-ci porte sur une augmentation de droit et qu'il s'y refuse ; il faut attendre un arrêt du Parlement.

Dans les grandes paroisses où les affaires peuvent être plus nombreuses et où les assemblées générales sont plus difficiles à tenir, il y a ce que l'on appelle le bureau ordinaire composé du curé, des marguilliers en charge et de quelques anciens marguilliers. Leurs réunions ont lieu à date fixe tous les huit ou quinze jours ou même tous les mois, mais il ne peut être pris aucune délibération s'il ne se trouve au moins trois personnes (1).

Les fabriques ont donc été instituées pour la gestion du temporel de l'Eglise et l'entretien des édifices ; mais les réparations sont lourdes et fréquentes, la fabrique devra-t-elle toutes les supporter ? A côté du corps des paroissiens il y a les décimateurs qui perçoivent les revenus de l'église ; quelle sera leur part contributoire ?

Jadis les réparations de quelque nature qu'elles fussent étaient à la charge des gros décimateurs, mais en 1335 le concile de Rouen ne les oblige plus qu'à payer les réparations du chœur, le reste se trouvait en conséquence à la charge des habitants ; toutefois sur ce point, il n'y avait aucune règle fixe ; tantôt le roi autorisait le Parlement à contraindre les gens d'église à faire les réparations nécessaires ; tantôt un grand feudataire maintient les évêques dans l'usage où ils sont de les faire exécuter par les habitants. Généralement les réparations sont conjointement à la charge des décimateurs et des paroissiens, sauf toute-

(1) V. Guyot, *Répert.*, p. 681.

fois dans certaines provinces. Ainsi s'exprime un règlement de Louis XIV de 1661 qui dit : « A quoi faire (les officiers), ils feront contraindre les décimateurs, marguilliers, paroissiens et autres suivants, qu'ils en peuvent être tenus, même les curés pour telle part et portion qui sera par eux arbitrée, s'ils jugent que le revenu de leur cure le puisse commodément porter et ce par toutes voies raisonnables et par saisies de leurs biens et revenus (1). » Et la même année, exécutant cet ordre, un lieutenant-général du bailliage de Troyes fit saisir une partie des revenus des membres du clergé qui s'exemptaient de faire travailler aux églises dont les réparations étaient nécessaires (2).

Malgré ce peu d'unité touchant la législation sur ce sujet, il semble bien qu'à la fin du xvii^e siècle, les usages quant aux réparations étaient les suivantes : les réparations et l'entretien du chœur des paroisses sont à la charge des ecclésiastiques et de tous ceux qui jouissent des dîmes dépendant des bénéfices dont ils sont pourvus et subsidiairement à la charge de ceux qui possèdent des dîmes inféodées ; s'il y a plusieurs décimateurs, ils peuvent être contraints à faire solidairement ces réparations (3).

Les décimateurs ont en outre la charge du clocher, mais seulement pour ce qui regarde les murs, la couverture et la croix du clocher ; la charpente et les cloches sont à la charge des paroissiens ainsi que la nef ; donc si le clocher est bâti en partie sur le chœur et en partie sur la nef, la charge en est proportionnellement supportée entre les décimateurs et les habitants.

(1) Isambert, t. XVII, 399-400.

(2) Babeau, *Le village sous l'ancien régime*, p. 103.

(3) Edit d'avril 1695.

Pour les chapelles qui sont à côté du chœur, on distingue, si elles ont été bâties en même temps que l'église et sont sous la même voûte que le chœur, c'est aux décimateurs à les entretenir ; mais si ces chapelles forment un bâtiment détaché du chœur, ils en sont déchargés.

Les paroissiens qui en vertu de l'édit de 1695 sont tenus d'entretenir et réparer les nefs d'églises paroissiales ainsi que les clôtures de cimetières ne peuvent toutefois rien innover sans le consentement du curé et sans appeler le patron s'il y en a un. « Cette division de propriété qui existait d'ordinaire entre le clergé et les paroissiens, dit M. Baubeau, nous fait comprendre pourquoi dans certaines églises le chœur et la nef ne sont pas en proportion et sont plus ou moins vastes et riches, selon les ressources ou la piété de l'un ou de l'autre.

L'entretien de la nef par les habitants s'explique aussi par l'usage qu'ils en faisaient. Ils ne s'y réunissaient pas seulement pour adorer Dieu ; les assemblées communales s'y tenaient ; on y faisait parfois l'école. Dans les villes importantes au milieu du xvii^e siècle, on y discutait la répartition de l'impôt et l'on y nommait les collecteurs. L'Eglise servait aussi parfois de magasin ; on y déposait des bois, des meubles, des grains, des pailles. Au xv^e siècle, lorsque le relâchement s'était introduit partout, on dansait, on tenait des marchés, l'on donnait des spectacles de tous genres dans les églises. Un synode de 1529 vint les interdire... A la fin du xvi^e siècle, ces scandales cessèrent, mais le profane resta toujours mêlé ou sacré dans l'église, par le prône qui était une instruction administrative et quelquefois judiciaire. Il n'y avait alors aucun de ces moyens de publicité que les progrès de l'imprimerie ont mis à la portée de tous. Pour faire connaître les actes de

l'autorité à des gens qui, pour la plupart étaient ignorants, il était nécessaire de leur en donner lecture. »

Quant aux marguilliers, représentants de la paroisse, ils étaient responsables de l'inexécution des réparations. Voici à ce sujet ce que dit l'article 25 de l'arrêté de règlement du 28 février 1756 rendu pour la paroisse de Moran-gis : « Les marguilliers seront tenus de veiller à ce que toutes les réparations de l'église qui, suivant ordonnances, sont à la charge des gros décimateurs, soient bien et dûment faites, et dans le cas de négligence de la part de ceux qui en sont tenus, de faire à ce sujet toutes les diligences et poursuites nécessaires sans qu'en aucun cas les dites réparations, de quelque nature qu'elles soient, puissent être faites en tout ou partie aux dépens de la fabrique » (1).

Il faut ajouter cependant que ces réparations ne se faisaient pas sans formalités ; on devait préalablement adresser aux intendants un état ; ceux-ci de leur côté faisaient exécuter des devis et prescrivaient ensuite aux échevins de faire une assemblée des habitants pour aviser aux moyens qui pourraient être pratiqués pour fournir à la dépense à laquelle monterait l'adjudication des ouvrages. Après avoir donné leur avis sur ces projets, les intendants les transmettaient au roi, son autorisation étant nécessaire pour les réaliser, car il avait appris, dit l'ordonnance de 1690 que des fabriciens « avaient emprunté de notables sommes de deniers qui excédaient les revenus desdites fabriques ou paroisses et constituaient même à cet effet des rentes à fonds perdus sur un pied très fort et qui les mettaient dans l'impuissance d'acquitter les charges desdites fabriques et de payer les dettes par eux contractées ».

(1) Jousse, *Du gouvernement temporel des paroisses*.

Comme on le voit, l'Eglise à la fin de l'ancien régime a son gouvernement temporel autonome. Il est administré par ceux qui en usent, et si les décimateurs doivent y fournir leur juste part contributoire, ce sont les assemblées de paroisse qui décident ce qu'elles jugent utiles pour l'entretien des édifices. Le régime s'est démocratisé ; les édifices du culte deviennent de plus en plus la chose du peuple sur laquelle il possède des droits.

III. — La question de propriété.

Avec la fin de cet aperçu historique sur les édifices du culte dans l'ancien régime, nous touchons à l'une des plus intéressantes questions : celle de savoir qui devait en être considéré comme propriétaire.

Mais d'abord quelle était l'opinion même de l'Eglise sur cet important sujet ?

Il semble bien, contrairement à ce que l'on pourrait croire, que l'Eglise ne se soit pas considérée comme propriétaire des édifices et de tous les biens dont elle avait la possession. La doctrine toujours enseignée paraît être celle même des premiers Pères de l'Eglise, celle de saint Augustin et saint Jérôme et d'après elle les vrais propriétaires des édifices et des biens ne seraient autres que les pauvres : saint Jérôme pose très nettement le principe que tous les bénéficiers ne sont que les dispensateurs des aumônes dont la libéralité des fidèles les a rendus dépositaires. Le quatrième concile de Carthage dit que l'évêque doit regarder tous les biens de l'Eglise comme un sacré dépôt dont il est chargé et non comme un domaine dont il fut le propriétaire. Pomère dit plus d'une fois « que les biens de l'Eglise ne sont autre chose que les vœux des fidèles, le prix des péchés et le patrimoine des pauvres

et que tous les saints ecclésiastiques fortement persuadés de cette vérité se sont regardés comme les dépositaires de ces biens et n'ont jamais prétendu en être propriétaires (1) ».

Telle est la doctrine économique ; malheureusement si belle qu'elle soit, elle ne peut exister en droit, car si le pauvre est bénéficiaire d'un droit, il n'en a jamais été le titulaire ; jamais il n'a recueilli en tant que pauvre, jamais sa collectivité n'a été représentée. D'ailleurs, si une partie des biens leur étaient destinée, à quel titre auraient-ils eu un droit de propriété sur les édifices du culte ? n'étaient-ils pas fidèles au même degré que les autres ? De quel droit eussent-ils possédé en propre ce qui était destiné à tous ?

Si, quittant les textes canoniques, nous cherchons quelle fut l'opinion émise par des gens autorisés, nous trouvons cette idée plus juste que l'Eglise est propriétaire des édifices du culte en tant que personne morale, au même titre que les communautés de l'ancien régime. Mais n'oublions pas que cette expression personne morale ne date que du dernier siècle ; encore ne s'est-elle introduite que timidement (2). Il ne faut donc pas s'étonner de ne pas la trouver sous la plume de nos anciens auteurs. Beaucoup laissent subsister quelques doutes. Ainsi Michel de l'Hospital, lorsqu'à l'ouverture des états-généraux de 1560 il dit : « L'estat de l'Eglise reconnoisse sa grande puissance qui est sur nos âmes la meilleure partie de nous, voire sur celle du roy, les honneurs et dignités qu'il a en ce royaume, les biens meubles et immeubles admortis par les rois, qu'il tient à la liberté des rois, des comtes, barons et aux personnes privées qui pour ce font serment au roy. Se souviennent qu'ils ne

(1) Thomassin, t. VII, p. 344.

(2) V. Planiol, *Droit civil*, t. I, p. 637.

sont qu'administrateurs et qu'ils rendront compte, se contentent de l'usage des dits biens et distribuent le reste aux pauvres ; ne prennent or ne argent pour les saints sacrements et ne vendent les choses saintes. »

Fleury, dans son *Institution au droit ecclésiastique*, est beaucoup plus net (1) : « Les biens ecclésiastiques, nous dit-il, étant consacrés à Dieu, il n'y a aucun homme qui en soit propriétaire ni qui puisse en disposer autrement que les canons l'ont ordonné. » Et comme pour mieux éclairer l'idée de Fleury l'annotateur ajoute : « On peut comparer la propriété des biens qui appartiennent à l'Eglise à une propriété grevée de substitution à l'infini. L'Eglise a la propriété de ces biens, les ecclésiastiques titulaires de cette église n'ont que l'usufruit de ces biens pendant qu'ils desservent. »

Mais au xvii^e siècle, une opinion plus audacieuse, résultat sans doute de l'esprit gallican, nous paraît s'être fait jour. Elle est exprimée dans la préface du petit livre de Le Vayer et Le Tourneux sur « l'autorité des rois en matière de régale ». Elle tend à dissocier l'Eglise en deux éléments bien distincts, à l'envisager sous deux formes bien définies. « On la considère, disent ces auteurs, ou comme un corps politique, ou comme un corps mystique. On la considère comme un corps politique, par rapport à l'Etat dont elle est un membre ; on la considère comme un corps mystique par relation au fils de Dieu dont elle est l'épouse selon le langage des Pères. » N'est-ce pas faire une distinction très nette entre le temporel et le spirituel, et cette distinction ne va-t-elle pas s'aggraver si, continuant, nous lisons plus loin : « Considérant l'Eglise comme

(1) Fleury, p. 383.

un corps politique, son chef est le magistrat politique, c'est-à-dire cette puissance temporelle, en qui réside la souveraineté d'un Etat que nous appelons roi dans la plupart de nos monarchies. » Il est intéressant de retenir que l'Eglise, au point de vue temporel, n'est qu'un membre de l'Etat sous l'autorité directe du roi. N'est-ce pas invoquer de façon très nette la prédominance des pouvoirs publics ?

Avec de telles distinctions, nous ne sommes pas très loin des principes révolutionnaires ; d'ailleurs, ceux-ci n'ont-ils pas été déjà proclamés aux états-généraux de 1560 lorsque, la noblesse et le tiers-état, proposant pour payer les dettes royales, d'aliéner une portion des biens du clergé, dirent : « Attendu que ce sont biens provenus du roy et de la noblesse, dont la propriété appartient en corps au commun du royaume et les gens d'Eglise n'en ont que l'usufruit seulement (1). » Ne trouvons-nous pas là, en germe, la formule que nous allons bientôt étudier : « Les édifices du culte à l'Etat » ?

(1) V. Esmein, p. 628.

DEUXIÈME PARTIE

DROIT MODERNE ET CONTEMPORAIN

TITRE PREMIER

LE DROIT MODERNE

CHAPITRE PREMIER

PRODROMES RÉVOLUTIONNAIRES.

L'étude de cette seconde partie est pour nous d'un intérêt plus direct que la précédente ; si nous avons la curiosité de savoir par quelles phases successives sont passés les édifices du culte sous l'ancien régime, nous avons encore plus le désir de connaître notre législation moderne. Celle-ci est le produit de la Révolution. Mais l'œuvre révolutionnaire ne visera pas d'une manière particulière les édifices du culte ; à cette époque, ils n'occupent pas dans les esprits la place que nous leur donnons aujourd'hui ; avec nos idées modernes, si nous voulions reconnaître à l'Eglise des propriétés, nous n'en pourrions concevoir d'autres que celles affectées directement à l'exercice du culte, c'est-à-dire les églises : elles seraient l'objet principal, et si on leur reconnaissait quelques dépendances, jamais elles ne dépasseraient ce que l'on peut appeler l'accessoire.

Telle n'est pas la situation à la veille de la Révolution ;

les édifices du culte ne sont qu'une infime partie d'un grand tout connu sous le nom de biens ecclésiastiques : bénéfices, grands domaines, propriétés immenses de terre concédés aux ecclésiastiques qui en tirent des revenus.

Ce ne sera pas telle ou telle propriété particulière de l'Eglise dont la Constituante viendra bientôt contester la légitimité, ce sera celle entière des biens ecclésiastiques. Pour un moment donc, nous cesserons de parler des édifices du culte et nous ne connaissons que les biens ecclésiastiques. C'est d'ailleurs l'existence de ces derniers seulement qui à notre avis ont valu aux édifices du culte de devenir propriétés d'Etat. Si l'Eglise sous l'ancien régime n'avait possédé que les propriétés indispensables au culte, c'est-à-dire les églises, celles-ci ne donnant prise à aucune spéculation auraient peut-être bravé la tourmente révolutionnaire, et nous les verrions aujourd'hui encore dans les mains de l'Eglise ; mais malheureusement c'est ce qui n'eut pas lieu ; le clergé véritable ordre, véritable corps dans la nation, insouciant de l'avenir que lui réservait sa conduite, augmenta sans cesse ses richesses, ne sut se limiter lui même ; il y eut des abus et l'excès même de sa fortune fut cause de sa ruine.

Si les édifices du culte sont devenus propriété de l'Etat, ce n'est pas, comme on l'a souvent répété, par un pouvoir tyrannique d'une assemblée en délire ; l'origine de ce fameux décret du 2 novembre 1789, a sa source lointaine dans l'accumulation de biens injustifiés dont le peuple demandait sinon l'anéantissement, du moins une répartition sociale plus juste et répondant aux services auxquels ils étaient destinés. C'est sous l'influence de cette idée que les églises, biens ecclésiastiques, ont sombré.

Chose étonnante, il n'y eut pas un membre de l'Assem-

blée constituante pour élever la voix et faire saisir l'importance qu'il y aurait à distinguer les biens fonds des édifices affectés au culte et que si l'on était en droit de reprendre les premiers, rien ne justifiait l'accaparement par l'Etat d'édifices qui par leur essence même ne pouvaient être affectés à autre chose qu'au culte. Implicitement solidaires des biens ecclésiastiques, ils disparurent avec eux.

On a souvent représenté la prise des biens ecclésiastiques par l'Etat comme une mesure d'intérêt fiscal.

Il est bien certain que ce fut là le prétexte invoqué par Dupont de Nemours et par Talleyrand, mais nous ne croyons pas que ce fut le mobile principal, celui qui déterminait la nation à cet acte historique ; la meilleure preuve en est que lorsque le digne archevêque d'Aix, Mgr de Boisgelin, monta à la tribune et offrit de solder à l'instant les 360 millions de dette exigible au moyen d'un emprunt hypothécaire de 400 millions sur les biens ecclésiastiques, personne ne souscrivit à sa proposition, et pourtant l'expédient était excellent, car il est bien certain qu'à cette époque le crédit du clergé était le seul solide. On refusa parce que le véritable désir de la nation en supprimant les biens du clergé, en les déclarant propriété de l'Etat, c'était d'anéantir l'ordre même du clergé. Il était impossible que la Révolution qui bouleversait tout dans l'ordre social pût garder une institution aussi vieillie, aussi peu moderne ; ce qu'elle voulait, c'était la disparition du double despotisme des prêtres et des rois, l'égalité de tous les citoyens ; en cela elle subissait l'influence de Rousseau ; c'était la liberté pleine et entière d'organiser un monde nouveau, de refaire une nation nouvelle disposant des services publics comme elle l'entendrait et où elle seule commande-

rait en maîtresse sans l'ingérence de pouvoirs religieux, et en cela elle subissait l'influence de Voltaire et des encyclopédistes.

Or, deux services immenses, ceux que nous jugeons aujourd'hui des plus importants étaient entre ses mains : l'instruction et l'assistance. L'instruction dont la libre discussion était bannie, où tout livre dont l'enseignement n'était pas conforme, était jeté aux flammes : vingt universités dépérissaient sous les coups des philosophes et les écoles étaient loin d'être et assez nombreuses, et assez organisées. Il est avéré qu'en 1789, la moitié de la France ne savait pas lire.

Quant à l'assistance, elle était dans un état lamentable : il faut lire pour s'en rendre compte les rapports des commissaires au roi sur Bicêtre ou l'Hôtel-Dieu, où l'odeur des salles était si forte qu'on n'y pouvait rester, où les malades, sans distinction de souffrances, étaient couchés quatre, cinq et six dans un même lit.

L'Eglise disposait pourtant de richesses immenses pour assurer ces services, et elles lui avaient été données dans ce but. Il serait néanmoins difficile de déterminer leur exacte valeur. Nombreux sont les auteurs qui s'y sont essayés, et le résultat de leurs recherches accuse des différences sensibles ; on le comprend sans peine, car s'il y avait des biens-fonds que l'on pouvait estimer approximativement, il existait à côté une grosse source de revenus dont on ne saurait donner de chiffre exact, à savoir : la dîme perçue en nature et le casuel qui échappe à toute appréciation. D'autre part, il y avait une division existant alors entre l'ancien clergé et celui des pays nouvellement conquis (Alsace, Roussillon, Artois, Flandre, etc.), appelé clergé étranger, dont les uns ou les autres tiennent ou ne tiennent pas compte.

Quoi qu'il en soit, d'une étude critique d'ensemble il ressort que les revenus du clergé s'élevaient au moins à 180 millions, et en donnant ces chiffres, nous sommes, sans doute, fort en dessous de la vérité. Taine les évalue à 200 millions. M. Boiteau (1) les évalue à 250 millions.

Peu nous importe d'ailleurs cette discussion, nous ne devons retenir qu'une chose, c'est que l'Eglise était riche et que sa richesse aurait pu se trouver beaucoup plus grande encore, car, de l'avis même de ses membres, ses biens-fonds étaient fort mal exploités.

Laisser subsister ces richesses, c'était laisser subsister l'ordre même du clergé, et d'ailleurs n'oublions pas d'ajouter que dans ce clergé même, cette fortune immense était répartie de la manière la plus injuste, tel archevêque ou tel abbé plus mondain que religieux, possédait plus de 100.000 livres de rente, tandis que le modeste prêtre plein de zèle et de charité, qui se prodiguait au fond des campagnes, devait vivre avec 250 livres (2), ce que l'on a si justement appelé « la portion congrue ».

Cette disproportion choquante nourrissait bien des jalousies, et l'on comprend que plus d'un prêtre applaudira le système de Mirabeau qui donnait 1.200 livres à chaque curé.

On désire l'égalité et l'Eglise n'en donne pas le modèle ni dans son sein, ni au regard du peuple : Ses immenses territoires ne sont pas imposés, et lorsqu'on cherche à le faire, elle refuse énergiquement, disant que ses privilèges sont fondés sur la nature et la destination de ses biens qui

(1) *Etude sur la France de 1889*. Tous ces chiffres doivent être aujourd'hui doublés.

(2) En 1786, par ordre du gouvernement, cette pension fut relevée à 350 livres.

sont consacrés à Dieu. De temps à autre, elle veut bien contribuer aux charges de l'Etat par des dons gratuits, mais elle ne veut pas y être contrainte.

Cependant, le peuple peine et se voit pressuré d'impôts. On comprend alors son exaspération lente d'abord, car l'Eglise a derrière elle un passé de traditions glorieuses sur lesquelles s'appuie le respect des masses ; mais peu à peu, ces bases si solides et sur lesquelles elle a vécu pendant des siècles, sont sapées ; elle est prise par deux courants, celui des intellectuels, des philosophes, les Diderot, les Voltaire, les Turgot, les d'Holbac, les d'Alembert et celui plus dangereux encore de la haine populaire qui n'a pénétré que superficiellement les couches, mais qui n'en est pas moins entrée et qui ira toujours son chemin.

Et l'on se demande à quoi servent ces biens ecclésiastiques, ces fondations pieuses créées par les aïeux et si elles doivent éternellement enrichir un ordre sans profiter au peuple qui en définitive en fut le premier donateur.

Ces impressions trouvent leurs premières manifestations dans la rédaction des cahiers des États généraux ; beaucoup insistent sur une répartition plus juste et trouvent que la multiplicité des bénéfices accumulés sur la tête d'un petit nombre constitue des abus criants (1), d'autres proposent d'affecter les richesses de l'Eglise à des objets d'utilité publique. Et ceux des provinces les plus reculées, à Arles, à Brest, dans les Pyrénées, tiennent le même langage. Ce n'est dans toute la France qu'un long cri de protestation et l'on sent que dans les esprits, l'Eglise quant au temporel a vécu. N'est-ce pas d'ailleurs pour elle-même une planche de salut ? Loin de lui servir, ces biens, outre

(1) V. Champion, *L'Eglise d'après les cahiers de 1889*, p. 185.

qu'ils excitent la jalousie, ne servent qu'à corrompre ses membres qui se détachent ainsi des vrais principes évangéliques et l'abbé Gouttes prononcera bientôt ces paroles mémorables : « Les richesses sont plus nuisibles qu'avantageuses à l'Eglise, elles excitent l'ambition de plusieurs ecclésiastiques dont les mœurs déshonorent la religion plus que de saints personnages ne l'ont servi. La nation a le droit de supprimer tous les bénéfices sans fonctions, d'en employer les fonds aux besoins publics et d'appliquer à cet usage tout ce qui n'est pas nécessaire à la dignité du culte ou au soulagement des pauvres. »

Il est donc manifeste qu'avant même l'Assemblée constituante, les biens ecclésiastiques étaient l'objet de vives attaques, et que le clergé en partie par sa faute s'était mis dans une fâcheuse posture. Outre cela le clergé était un ordre et un ordre privilégié, et l'on voulait abolir et les ordres et les privilèges. Quoi de plus naturel dès lors que le décret de la Constituante ? ne reflétait-il pas les idées du peuple, et si l'on ne pouvait même le justifier, du moins ne pouvait-on pas en donner une explication raisonnable ?

Au reste, il n'était pas sans précédents : dans toute l'Allemagne, le Danemark, la Suède, enfin surtout en Angleterre sous Henri VIII pendant la révolution protestante, on avait vu l'Etat, sans qu'il fût d'ailleurs en péril de banqueroute ni de ruine, dépouiller complètement de tous leurs biens, au nom de la réforme, le clergé catholique et les adjuger aux rois et aux nobles. Plus récemment en France, les biens des Jésuites, dont l'ordre avait été supprimé, venaient d'être affectés à l'Etat.

Tout concourait donc comme on le voit par ce rapide exposé à hâter la mesure révolutionnaire que nous allons maintenant étudier dans l'ampleur de ses débats et au point vue juridique.

CHAPITRE II

LES ÉDIFICES DU CULTE A L'ÉTAT. — DÉCRET DU 2 NOVEMBRE 1789.

La discussion sur les biens ecclésiastiques à la Constituante fut l'une des plus longues et des plus passionnées. Jamais débat ne fut traité avec autant d'ampleur, jamais question ne suscita des discours aussi éloquents. De part et d'autre la lutte fut menée avec une ardeur incomparable et les orateurs épuisèrent tous les arguments.

Emanée d'un membre du clergé, Talleyrand, évêque d'Autun, la proposition se ramenait à ces termes : « L'Etat pouvait-il, à tort ou à raison, se considérer propriétaire des biens ecclésiastiques ?

Examinons scrupuleusement les raisons que faisaient valoir les deux partis (1).

(1) La plupart de ces arguments furent donnés et développés par les orateurs à la tribune même de la Constituante. Les *Archives parlementaires* en donnent un compte rendu beaucoup plus complet et beaucoup plus exact que le *Moniteur*.

On ne saurait cependant négliger l'influence des brochures qui parurent très nombreuses. Citons en particulier :

Sieyès, *Observations sommaires sur les biens ecclésiastiques*.

Abbé de Rastignac, *Question sur la propriété des biens fonds ecclésiastiques en France*.

Réfutation de l'ouvrage de M. l'abbé Sieyès sur les biens ecclésiastiques, par M. S..., Paris, Demay, 1789.

Le Tocsin sur la permanence de la garde nationale, sur l'organisation des municipalités et des assemblées provinciales, sur l'emploi des biens d'Eglise à l'acquit des dettes de la nation, par M. Guffroy, avocat,

Le clergé d'abord se prétendait propriétaire non seulement en fait, mais en droit : « Qu'est-ce qu'un établissement ecclésiastique ? » demandait Camus, et il répondait : « Un corps reçu dans l'Etat, une personne morale à laquelle l'Etat a communiqué les droits qui appartiennent à ces individus physiques que l'on nomme citoyens. Les corps légitimement admis dans l'Etat sont capables d'être propriétaires par la même raison que les citoyens en sont capables, savoir parce que toutes les personnes qui composent l'Etat, personnes morales aussi bien que personnes physiques, sont capables de tous les droits qui dérivent de la loi (1). »

Ce corps moral a-t-il légitimement possédé ? Oui, disait-on. Peut-on mettre en question si un corps est propriétaire quand il a pu aliéner ses fonds, les grever d'hypothèques, quand il a été appelé aux assemblées de la nation comme propriétaire ?

Il y a d'ailleurs des titres en quantité innombrable qui prouvent que le clergé a reçu, acquis, donné, transigé, plaidé, etc. Tous ces actes ne sont-ils pas des actes de propriétaire (2) ?

Ne sont-ce pas les mêmes lois qui ont sanctionné sa propriété et celle des autres citoyens ? Toute propriété n'est-elle pas perpétuelle de sa nature, et si la sienne avait été légitimée depuis 1400, ne devait-elle pas l'être à jamais ?

député des Etats d'Artois à la Cour, Paris, 1789.

Véritable origine des biens ecclésiastiques, par Rozet, avocat.

Le Clergé dévoilé ou l'iniquité retombant sur elle-même, par A. Leblanc.

(1) *Arch. parl.*, t. IX, p. 416.

(2) V. Discours de Mgr de Boisgelin, *Arch. parl.*, t. IX, p. 615.

Et d'ailleurs, si on lui contestait ses titres ou si même ils lui manquaient, n'avait-elle pas pour elle la possession immémoriale, n'était-elle pas couverte par la prescription ? « Que devient la première de toutes les lois, disait l'archevêque de Boisgelin, sans laquelle toutes les autres ne sont rien, la prescription ? Il n'y a pas dans les lois de toutes les nations policées, il n'y a pas dans celles de la France une seule loi sur les propriétés qui ne suppose la prescription. »

Il y avait plus ; les propriétés de l'Eglise n'étaient pas seulement le fait d'acquisitions ou de donations, quelques-unes étaient le produit du travail. Des terres incultes, inhabitées, données à l'Eglise, avaient été défrichées par ses soins.

Elle avait reçu des fondations, et ces fondations étaient destinées à l'assistance, aux pauvres, à l'instruction et il n'était dans le pouvoir de personne de changer la destination de ces biens ; les prendre c'était usurper le bien des pauvres, des malades et des indigents.

Puis, toutes les fondations n'ont pas été faites en vue de l'utilité générale, quelques-unes avaient été créées pour assurer à perpétuité un service local. D'une façon générale les fondations ont été données pour des institutions particulières, donc elles n'ont pas été données à la nation. « Tous les titres, en définitive, disait encore Mgr de Boisgelin, se réunissaient pour maintenir et pour protéger les possessions de l'Eglise, ceux des acquisitions, ceux des plus antiques possessions, l'inviolable loi de la prescription, le droit du travail et de l'industrie et le droit plus saint et plus respectable encore de la bienfaisance et de la charité. »

Et la nation pouvait-elle se prétendre propriétaire ?

Qu'est-ce que la propriété ? Le droit d'user et d'abuser ; or la nation n'a jamais usé des biens ecclésiastiques, donc elle n'est pas propriétaire. L'Eglise sans doute avait reçu l'interdiction d'aliéner, mais c'était pour la préserver contre des membres dissipateurs ; n'avait-elle pas, par contre, l'autorisation d'acquérir, et les ordonnances de Blois et de Moulins ne défendaient-elles pas de porter atteinte à la propriété des églises ? « Ce serait, disait l'abbé d'Eymar (1), le fait d'un abus de pouvoir, d'un gouvernement despotique que de porter pareille mesure. Le clergé est sous l'égide des pouvoirs constitués au même titre que les citoyens ; lui prendre ses biens, c'est violer le pacte social tacite qui s'est établi à l'origine dans toute société entre l'Etat qui se charge de veiller à la sécurité de ses biens et les individus qui abandonnent des parcelles de leurs droits pour obtenir sa protection. Dans ce pacte social, le citoyen n'a pas donné à la nation le droit de l'opprimer. »

Cependant les membres du clergé étaient unanimes à reconnaître qu'il y avait des abus, unanimes à réclamer une répartition plus juste de ses biens, une contribution régulière de son ordre aux charges de l'Etat : « Vous dites, il faut détruire, disait Camus, et je dis, il faut réformer. » Détruire serait une injustice, et Sieyès dans sa brochure célèbre, *Observations sommaires sur les biens ecclésiastiques*, l'une des meilleures qui aient été publiées sur ce sujet, l'avait fait précéder de cet exorde : « Comment pouvez-vous être libre, si vous ne savez être juste. »

C'était en effet une question de droit qui se posait, et il eût été regrettable de voir les membres de l'assemblée

(1) *Arch. parl.*, IX, 419.

céder sous la simple pression du courant que nous avons montré dans notre premier chapitre. Il fallait examiner si, juridiquement, il était admissible de reconnaître l'Etat propriétaire des biens ecclésiastiques. Nous avons vu quelle était la défense du clergé, quels arguments il invoquait en sa faveur. Si quelques-uns étaient faibles, on ne peut nier, par contre, que d'autres étaient fort bien établis. Et cependant ce bel édifice de logique n'allait-il pas sombrer sous les coups de ses adversaires ?

L'Eglise, disaient tout d'abord ceux-ci, en se prétendant propriétaire des biens ecclésiastiques se déjugait elle-même. C'était aller en effet contre toutes les théories des canonistes et des Pères de l'Eglise, qui avaient toujours soutenu avec ensemble que le clergé n'était que le dispensateur, l'administrateur des biens ecclésiastiques qui appartenaient aux pauvres ; c'était aussi aller contre sa propre doctrine qui lui interdit d'avoir ici-bas des richesses. L'évangile n'est-il pas le code de la religion chrétienne ; qu'y dit Jésus-Christ ? Il dit que son royaume n'est pas de ce monde, il prononce anathème contre les richesses, contre le luxe ; il ne promet la béatitude qu'à ceux qui souffriront la faim, la soif, la disette, les humiliations. Il dit : vendez vos biens, distribuez-en le prix aux pauvres et suivez-moi ; et au précepte, le législateur a joint l'exemple. Il n'a possédé aucun bien, il ne s'est point mêlé aux affaires du siècle, il n'a point intrigué dans les cours ; il est né pauvre, il a vécu pauvre, il est mort pauvre.

Le clergé s'était-il conformé à ces préceptes ; était-il mauvais de l'y rappeler ?

Disons tout de suite que cet argument d'ordre moral n'était d'aucun poids, d'aucune valeur juridique.

Plus avisés furent ceux qui, reprenant la définition de

Camus, discutèrent sur les droits de l'Etat et de la nation vis-à-vis des corps.

Le clergé était-il un corps moral sous l'ancien régime ? Personne ne le niait. Mais qu'est-ce qu'un corps moral et quels sont ses droits ? « Un corps, d'après Thouret (1), est une fiction, une conception abstraite de la loi qui peut les faire comme il lui plaît et qui après les avoir faits peut les modifier à son gré. » Ainsi la loi, après avoir créé les corps, peut les supprimer, c'est même pour elle un devoir lorsque ces corps sont devenus inutiles ou nuisibles ; la loi a pour but de protéger les individus, les citoyens, contre tout envahissement de quelque nature qu'il soit, d'assurer le développement économique de la nation. Elle doit arrêter, supprimer même ceux qui d'une manière quelconque entravent ce développement. C'est que les corps n'ont pas de droit réel par leur nature puisqu'ils n'ont pas même de nature propre. Ils n'existent que par la loi et l'on ne saurait les comparer aux individus physiques qui eux existent indépendamment de la loi et lui sont antérieurs. La loi les a reconnus, son but est de les protéger. Elle ne peut donc toucher à la propriété privée, mais peut s'attaquer à celle des corps. « Les corps particuliers, disait Mirabeau, n'existent point ni par eux-mêmes, ni pour eux ; ils ont été formés par la société et doivent cesser d'être au moment où ils cessent d'être utiles. Aucun ouvrage des hommes n'est fait pour l'immortalité (2). »

D'ailleurs peut-on soutenir que c'est au corps du clergé que l'on a donné ? Le clergé n'est-il pas simplement le représentant du culte, la partie enseignante de l'Eglise

(1) Discours de Thouret, 23 octobre 1789, *Arch. parl.*, IX, 485.

(2) 30 octobre 1789, *Arch. parl.*, IX, 607.

qui, elle, est constituée par l'ensemble des fidèles, et dans un pays catholique comme la France, les fidèles ne sont-ils pas autre chose que la nation même ? A qui appartient le culte ? A la nation. C'est donc à la nation qu'ont été faites les donations de biens ecclésiastiques, c'est donc la nation qui est propriétaire.

Mais examinons de plus près les fondations, sources de tant de richesses : « Elles proviennent, dit Mirabeau, de trois sources ; elles ont été faites soit par le roi, soit par des agrégations politiques, soit par des particuliers. Celles faites par le roi ne sont autre chose qu'un démembrement du domaine ; il a disposé de fonds qui appartenaient non à lui, mais bien à la nation puisque ses ressources proviennent des impôts levés sur le peuple.

Qu'ont fait maintenant les agrégations politiques en bâtissant des temples, en fondant des églises ?

Elles n'ont payé que leur portion d'une dette commune, elles n'ont acquitté que leur contingent d'une charge nationale ; leur piété a dû devancer un plan plus uniforme de contributions, mais elle n'a pu priver la nation de l'établir. Toutes les fondations de ce genre sont donc aussi, comme celles de nos rois, le véritable ouvrage, c'est-à-dire la véritable propriété de l'Etat. »

Pour ce qui est des fondations particulières, Mirabeau défend sur elles les droits de l'Etat avec un raisonnement d'une rare subtilité. « En se les appropriant, dit-il, sous la condition inviolable d'en remplir les charges, la nation ne porte aucune atteinte au droit de propriété ni à la volonté des fondateurs tel qu'il faut le supposer dans l'ordre des lois. En effet, qu'est-ce que la propriété en général ? C'est le droit que tous ont donné à un seul de posséder exclusivement une chose à laquelle, dans l'état naturel,

tous avaient un droit égal, et d'après cette définition générale, qu'est-ce qu'une propriété particulière ? C'est un bien acquis en vertu des lois. Oui, c'est la loi seule qui constitue la propriété parce qu'il n'y a de volonté publique qui puisse opérer la renonciation de tous et donner un titre comme un garant à la jouissance d'un seul. Si l'on se place hors de la loi, que découvre-t-on ? Ou tous possèdent, et dès lors rien n'était propre à un seul, il n'y a point de propriété ; ou il y a usurpation et l'usurpation n'est pas un titre ; ou la possession n'est que physique et matérielle, si l'on peut s'exprimer ainsi, et dans ce cas, aucune loi ne garantissant aucune possession, on ne saurait la considérer comme propriété civile. Telles sont les fondations ecclésiastiques. Aucune loi nationale n'a constitué le clergé un corps permanent dans l'Etat. Aucune loi n'a privé la nation du droit d'examiner s'il convient que les ministres de la religion forment une agrégation politique existant par elle-même, capable d'acquérir et de posséder ; or, de là, naissent encore deux conséquences ; la première, c'est que le clergé en acceptant ces fondations a dû s'attendre à ce que la nation pourrait un jour détruire cette existence commune et politique sans laquelle il ne peut rien posséder ; la seconde, c'est que tout fondateur a dû prévoir également qu'il ne pouvait nuire au droit de la nation, que le clergé pourrait cesser d'être un jour dans l'Etat, que la collection des officiers du culte n'auraient plus alors ni propriété distincte ni administration séparée et qu'ainsi aucune loi ne garantissait la perpétuité des fondations dans la forme précise où elles étaient établies. »

La principale source des richesses du clergé appartenait donc d'une manière indivise à la société, et le clergé n'avait été qu'usufruitier ; s'il possédait, c'était à titre précaire, et

dès lors que vaut l'argument de la prescription invoqué en sa faveur ? Un possesseur précaire a-t-il jamais pu atteindre à la propriété ? Le dépositaire peut-il prescrire contre la foi du dépôt ?

On avait dit aussi, citant la définition de la propriété, que la nation n'ayant jamais usé des biens ecclésiastiques, n'en pouvait être propriétaire. Mais à son tour, le clergé oserait-il soutenir qu'il eût jamais le droit d'abuser de ses biens ? Et pouvait-il se comparer au mineur qui n'est privé du *jus abutendi* qu'accidentellement ? N'ayant pas tous les éléments de la propriété, lui aussi pouvait-il se déclarer propriétaire ?

A tous ces arguments venait s'en ajouter un autre d'un ordre plus général et qui se dégage de tous les discours : la nation avait le droit de s'approprier les biens ecclésiastiques, car ils avaient été donnés pour le plus grand nombre non pas à l'Eglise représentant du culte, mais à l'Eglise service public ; de quel droit le clergé avait-il pu s'enrichir : ce n'était pas pour célébrer les offices pour lesquels seuls les temples suffisent ; non, ces biens donnés avec tant de générosité étaient destinés au soulagement des malades, des infirmes et des pauvres, à l'assistance, ils étaient destinés à l'instruction, aux fondations d'écoles et d'universités. L'Eglise avait reçu mandat tacite d'assurer ces services qu'elle considérait jadis comme institutions particulières, mais que toutes les nations ont toujours considérés comme institutions publiques.

L'Etat qui a confié l'administration de ces services à tel ou tel corps a le droit de la lui retirer le jour où il le trouve mal assuré ; la nation est juge de ses intérêts, elle en est maîtresse ; en lui retirant l'administration, elle retire les biens qui y ont été affectés. Personne ne peut

contester que l'Etat n'ait un droit absolu sur tous les services publics, qu'il puisse les organiser comme bon lui semble. Et lorsque l'Eglise avait acquis, aliéné, emprunté, donné à ferme, elle avait en cela agi comme le ferait de nos jours toute administration de l'Etat. Si les actes passés sur ces biens étaient des actes de propriétaire, cela ne voulait nullement dire qu'elle en eût la propriété.

Telle était la thèse des partisans de l'appropriation des biens du clergé : l'Assemblée constituante la fit sienne par le décret célèbre du 2 novembre 1789. Mais en se reconnaissant propriétaire des édifices du culte, elle assurait désormais à chaque curé un traitement minimum de 1.200 livres.

Cependant, bien que cette dernière disposition fasse partie du décret de confiscation, on ne saurait y voir, à notre avis, comme nombre d'auteurs le proclament, une indemnité.

A ceux qui le prétendent, on pourrait tout d'abord objecter que l'indemnité eût été dérisoire ; qu'ensuite, dans l'esprit des constituants, l'assemblée en se reconnaissant propriétaire des biens ecclésiastiques ne créait pas un droit nouveau, mais constatait un droit préexistant. Dès lors, comment peut-on parler d'une indemnité ? on n'indemnise que les personnes expropriées et ce n'était pas le cas.

L'Eglise restait, pour la Constituante, un service public d'utilité nationale ; il fallait par conséquent assurer l'existence de ses membres comme celle de tout fonctionnaire : on leur donnait donc un traitement ; s'il avait été reconnu comme compensation, c'eût été l'abandon et la négation de toutes ses théories.

En s'appropriant les biens ecclésiastiques, l'Etat s'appropriait par là même les édifices du culte ; si nous avons

fait cet exposé et reproduit cette discussion, c'est pour mieux faire comprendre comment les édifices du culte sont devenus propriété de l'Etat, comment aussi il eût été aisé de faire une disjonction dans la motion de Mirabeau pour les sauver de cet accaparement à notre avis injustifié. S'il était légitime de reprendre les biens-fonds dont les revenus étaient destinés aux œuvres d'assistance, la nation ayant un droit absolu sur toute richesse affectée à un service public, on ne pouvait en dire autant des édifices du culte : ceux-ci ne sont d'aucune source de revenus ; ils n'ont de valeur que par la destination pour laquelle ils ont été créés, c'est-à-dire pour la célébration des offices religieux.

L'Etat doit être neutre ; pourquoi la nation composée de citoyens de religions différentes posséderait-elle les édifices de tous les cultes.

Et ne voit-on pas de suite quelle source de conflits sera cette nouvelle situation ? Quelle peine aussi pour les fidèles ?

En effet, l'Etat propriétaire des églises pourra les vendre, les louer à qui lui plaira, et ces monuments objet de tant de vénération, que de si belles traditions recommandaient au respect pourront se voir et seront bientôt livrés à la circulation commerciale. Pourquoi n'en avoir pas laissé l'Eglise propriétaire ?

On peut s'étonner que pas un membre du clergé ne songea en 1789 à parler en leur faveur et le regretter, car l'Assemblée constituante était animée d'un souffle vraiment libéral et la proposition n'eût certainement pas été sans quelque chance de succès.

CHAPITRE III

LES ÉDIFICES DU CULTE SOUS LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE.

Si l'Assemblée constituante avait fait preuve de quelque modération pendant la discussion des biens ecclésiastiques, il n'en fut malheureusement pas de même durant toute la période qui suivit. La constitution civile du clergé du 12 juillet 1790, fut le premier signal d'une ère pénible pour l'Eglise ; des prêtres on voulait faire de simples fonctionnaires ; c'était, comme l'a justement dit M. Chénon, « l'absorption de l'Eglise par l'Etat ». Rien n'était plus contraire au principe de libre exercice du culte.

Le clergé alors se divise ; les uns, assermentés, prêtent serment à la nouvelle constitution, d'autres, et c'est le plus grand nombre, le refusent ; on les appelle « les insermentés ». L'Assemblée législative prendra bientôt contre eux les mesures les plus dures : ils seront déportés.

Pendant ce temps, que deviennent les édifices du culte, les biens de l'Eglise ? On vend d'abord les édifices des paroisses supprimées, c'est l'objet du décret du 6 mai 1791 (1), puis tous les autres biens ecclésiastiques qui

(1) Décret du 6 mai 1791.

ART. 1. — Les églises et sacristies, parvis, tours et clochers des paroisses ou succursales supprimées, à l'exception des terrains et édifices qui auront été conservés pour oratoires ou chapelles de secours par décret de l'Assemblée nationale, seront vendus après le décret de suppression de la paroisse ou succursale dans la même forme et aux mêmes conditions que les biens nationaux. — Duvergier, p. 430.

jusque-là étaient encore restés à la disposition des fabriques sont repris successivement par les décrets du 19 août 1792 et du 13 brumaire an II.

Ces mesures ne sont que la préface de plus rigoureuses encore ; les édifices du culte vont recevoir une autre destination que celle à laquelle ils étaient affectés.

Le 15 brumaire an II, M. J. Chénier propose l'institution d'une religion laïque ; le 17, Gobel, évêque de Paris, entouré de ses vicaires, se démet de ses fonctions en pleine Convention ; la religion n'existe plus ; on proclame le culte de la raison et le 20 brumaire une grande fête est célébrée à Notre-Dame en l'honneur de la liberté. Une actrice remplace la statue de la Vierge, on lui rend des hommages comme à la divinité et on la ramène en triomphe au sein de la Convention où le président lui donne un baiser (1). Des bals et des banquets sont donnés à Saint-Eustache, à Saint-Gervais.

En province quelques villes avaient précédé ce mouvement dès le 31 octobre 1793 ; à Rochefort, Langelot transformait l'église paroissiale en temple de la vérité ; les autres suivent l'exemple de la capitale ; les églises sont transformées en temples de la raison ou en magasins et greniers ; on abat les clochers, on brûle les objets du culte. Et cela continue jusqu'à ce que Chaumette fasse prendre, le 5 frimaire (23 novembre 1793), à la Commune l'arrêt suivant : « Toutes les églises ou temples de toutes les religions et de tous cultes qui ont existé à Paris seront sur-le-champ fermés. Celui qui demandera l'ouverture soit d'un temple, soit d'une église, sera arrêté comme suspect. »

D'autres décrets semblables furent rendus dans toute la

(1) V. Chénon, *Histoire générale de Lavoisier et Laplace*, t. VIII, p. 500.

France, partout les églises sont fermées et nous arrivons ici au régime le plus rigoureux que nous puissions trouver, puisqu'à proprement parler, officiellement il n'existe plus d'édifices du culte. Ce régime dure toute l'année 1794 ; on ne peut même plus célébrer le culte en cachette ; le faire est un délit. Beaucoup d'églises sont alors vendues.

Mais bientôt l'on se fatigue d'une pareille tyrannie, et à la fin de la même année, nombreuses sont les demandes qui parviennent à la Convention sollicitant la liberté des cultes, et l'on finit par l'obtenir au début de 1795, le 3 ventôse an III (1). Ce décret marque ce que l'on a appelé le régime officiel de la séparation ; il est bon de remarquer que s'il admet la liberté des cultes, il ne rend pas les édifices qui y étaient jadis affectés.

Ce ne fut guère que trois mois après, et sous l'influence des évêques constitutionnels, que les églises non aliénées furent mises provisoirement à la disposition des communes « tant pour les assemblées ordonnées par la loi que pour l'exercice de leurs cultes » (2).

(1) Décret du 3 ventôse an III, sur l'exercice des cultes.

ART. 1^{er}. — Conformément à l'article 7 de la Déclaration des droits de l'homme, et à l'article 122 de la constitution, l'exercice d'aucun culte ne peut être troublé.

ART. 2. — La République n'en salarie aucun.

ART. 3. — Elle ne fournit aucun local ni pour l'exercice du culte, ni pour le logement des ministres.

ART. 4. — Les cérémonies de tout culte sont interdites hors de l'enceinte choisie pour leur exercice.

ART. 5. . .

Duvergier, t. VIII, 32.

(2) Décret du 11 prairial an III.

ART. 1^{er}. — Les citoyens des communes et sections de communes de la République auront provisoirement le libre usage des édifices non aliénés destinés originairement aux exercices d'un ou de plusieurs

Ce décret a une influence salutaire ; les églises se rouvrent partout. Notre-Dame ouvre ses portes le 15 août 1795 (1), et nous savons qu'au début de 1796, d'après un rapport de l'administration des domaines, plus de 32.000 églises étaient rouvertes.

Toutefois, il ne faudrait pas en conclure que seul le culte catholique pouvait s'y exercer librement comme jadis ; plusieurs cultes pouvaient se célébrer concurremment. C'est ainsi qu'en 1798, Notre-Dame est obligée de partager avec le culte catholique, celui de la théophilanthropie qui prenait la nef et l'orgue (2).

Comme on le voit, les églises ont retrouvé leur destination bien avant l'apparition de Bonaparte sur la scène

cultes et dont elles étaient en possession au premier jour de l'an II de la République. Ils pourront s'en servir sous la surveillance des autorités constituées tant pour les assemblées ordonnées par la loi que pour l'exercice de leurs cultes.

ART. 2. — Ces édifices seront remis à l'usage desdits citoyens dans l'état où ils se trouvent, à la charge de les entretenir et réparer, ainsi qu'ils verront sans aucune contribution forcée.

ART. 3. — Il ne sera accordé qu'un seul de ces édifices pour chacun des douze arrondissements de Paris, dans la prochaine décade au plus tard le directoire du département de Paris désignera ces douze édifices en préférant parmi les anciennes églises celles qu'il jugera le plus convenables eu égard à la centralité, à l'étendue et au meilleur état de conservation.

ART. 4. — Lorsque des citoyens de la même commune ou section de commune exerceront des cultes différents ou prétendus tels et qu'ils réclameront concurremment l'usage du même local, il leur sera commun et les municipalités, sous la surveillance des corps administratifs, fixeront pour chaque culte les jours et heures les plus convenables ainsi que les moyens de maintenir la décence et d'entretenir la paix et la concorde.

ART. 5...

(1) V. *Annuaire de la Religion*, t. I, p. 406.

(2) Chénon, *Hist. générale*.

politique. Cela ne l'empêchera pas de jouer un rôle de première importance en renouant les rapports entre l'Etat et la religion ; avec lui les édifices du culte vont trouver un régime légal qui aura sa base dans le Concordat de 1801.

Dans quel but le fit-il ? Sans nul doute, il croyait servir par là ses desseins politiques, car personnellement Napoléon professait en matière de croyance l'indifférence la plus absolue ; ses discours le montrent surabondamment. Revenu d'Italie et reçu par le Directoire, il range la religion parmi les préjugés que le peuple français avait eu à vaincre.

En Egypte, le 2 juillet 1798, il se vante d'être « l'ami des Musulmans et d'avoir détruit le pape qui disait qu'il fallait la guerre aux Musulmans » ; par contre, en 1800, il déclare au clergé de Milan « qu'il n'y a pas de nation sans morale et pas de morale sans religion ». A la vérité, il la considérait comme une force, comme un service public nécessaire, un rouage de la grande machine qu'il voulait créer. Toute sa pensée se résume dans cette boutade lancée à Bourrienne : « Vous verrez quel parti je saurai tirer des prêtres ».

Les pourparlers du Concordat furent assez mouvementés. Commencés en novembre 1800, entre Spina et Bernier, ils furent continués à Rome par Cacault, notre ambassadeur, et enfin terminés et conclus à Paris en juillet 1801 avec Consalvi, envoyé du Pape (1).

(1) Notre sujet ne nous permet pas de faire l'historique très intéressant du Concordat. — V. Card. Mathieu, *Le Concordat de 1801*, et Boulay de la Meurthe, *Documents sur la négociation du Concordat*, Paris, 1891.

CHAPITRE IV

LE RÉGIME CONCORDATAIRE (1).

SECTION I. — Propriété des édifices du culte.

Le régime concordataire marque le rétablissement officiel du culte en France.

Son application n'a guère duré plus d'un siècle ; il est en effet tombé avec la loi de séparation de la troisième République. Cependant il est indispensable de le bien connaître pour mieux comprendre le régime contemporain.

En ce qui nous intéresse, le Concordat stipulait, art. 12 : « Toutes les églises métropolitaines, cathédrales, paroissiales et autres non aliénées nécessaires au culte seront remises à la disposition des évêques » ; et l'article 75 des articles organiques : « Les édifices anciennement destinés au culte catholique, actuellement dans les mains de la nation, à raison d'un édifice par cure et succursale, seront mis à la disposition des évêques par arrêté du préfet du

(1) On serait peut-être tenté de penser qu'il est inutile d'étudier le régime concordataire dans ses détails puisqu'il vient d'être anéanti par la loi de séparation de 1905. Nous croyons qu'une telle opinion serait erronée. En ce qui nous concerne, en effet, la loi de 1905 consacrera les principes admis sous ce régime concordataire. Ils lui serviront de base. Lors de la discussion de la loi, beaucoup ont soulevé à nouveau cette question de principe de la propriété des édifices du culte ; pour ne pas y revenir, nous l'étudions ici en détail, faisant valoir tous les arguments qu'il était possible d'invoquer en faveur de tel ou tel mode.

Pour les autres questions, telles que celles de la domanialité ou de la jouissance, il n'est pas plus inutile de les esquisser afin de faire mieux ressortir la comparaison entre le régime antérieur et le régime actuel.

département. Une expédition de ces arrêtés sera adressée au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes. »

Que signifient ces deux articles ?

Ils sont rédigés de telle manière qu'après leur lecture on ne saurait dire si c'est le clergé ou la nation qui sont propriétaires desdits édifices. Cette rédaction défectueuse prête à bien des interprétations et a donné lieu tant en doctrine qu'en jurisprudence à des solutions diverses. Ajoutons cependant de suite que la jurisprudence est aujourd'hui unanime à donner la même solution.

On pouvait reconnaître aux édifices du culte trois sortes de propriétaires : l'Etat, la fabrique, la commune.

Sans parler de l'importance politique qu'il y avait à choisir l'un de ces trois modes, on n'est pas sans voir immédiatement les conséquences juridiques que ce choix pouvait entraîner.

La solution donnée n'étant pas la même pour tous les édifices et variant suivant leur qualité ou l'époque et le mode de construction, nous étudierons pour plus de clarté dans trois paragraphes différents, les églises cathédrales, les églises paroissiales antérieures au Concordat, les églises paroissiales postérieures au Concordat, nous consacrerons enfin un quatrième paragraphe aux objets mobiliers garnissant les édifices.

I. — Des églises métropolitaines et cathédrales.

Tout le monde est d'accord pour reconnaître que les églises métropolitaines et cathédrales appartiennent à l'Etat (1).

(1) V. Vuillefroy, p. 309 ; Gaudry, *Législation des cultes*, t. II, p. 497.

On en peut donner deux raisons : d'abord ces édifices sont affectés à une circonscription : le diocèse qui n'a pas de représentation civile ; on ne pourrait, d'autre part, en reconnaître la fabrique ou la commune propriétaire puisque ce genre d'édifice n'était pas seulement destiné à un service paroissial ou communal, mais à un service embrassant plusieurs paroisses, plusieurs communes. Il y avait enfin une autre raison, tous ces monuments ont pour la plupart un intérêt artistique tel qu'il est du devoir de l'Etat de les ranger au nombre des monuments nationaux.

En les mettant à la disposition des évêques l'Etat leur en concède la jouissance.

Mais bien qu'il soit propriétaire, il ne pourvoit aux dépenses de construction, reconstruction et réparation de l'édifice qu'en cas d'insuffisance des revenus de la fabrique.

II. — Des églises paroissiales antérieures au Concordat.

Si l'on est d'accord sur la propriété des églises métropolitaines et cathédrales, il n'en est pas de même pour les églises paroissiales rendues au culte en vertu du Concordat. Les uns veulent en attribuer la propriété à l'Etat, d'autres aux fabriques, d'autres enfin aux communes.

Les termes mêmes des articles 12 et 75 de la loi du 18 germinal de l'an X, loin d'éclairer la question, ne semblent que l'avoir embrouillée.

Aux trois hypothèses possibles correspondent trois théories. Nous allons les examiner successivement et voir celle qui pratiquement a triomphé.

1. — *Les églises paroissiales appartiennent à l'Etat.* — On ne peut, disent les partisans de cette première théorie, admettre que l'Etat se dessaisisse tacitement de ses droits ;

or, depuis le décret du 2 novembre 1789, aucune disposition législative n'a attribué la propriété des édifices du culte soit aux communes, soit aux fabriques. D'autre part, l'article 75 de la loi de l'an X dit formellement : « Les édifices anciennement destinés au culte actuellement dans les mains de la nation », cela ne prouve-t-il pas surabondamment que l'Etat se considère toujours comme propriétaire. Quel intérêt aurait-il eu d'ailleurs à abdiquer ses droits ?

Sans doute, il existe bien un décret du 11 prairial an III (1), qui permet provisoirement aux communes d'user librement des édifices du culte, mais ce ne sont pas là des termes formels qui dépouillent une personne de ses droits ; on en a seulement concédé l'usage, la jouissance, et cela est si vrai qu'on a trouvé l'utilité de le répéter dans les arrêtés des 7 nivôse et 2 pluviôse de l'an VII (2). Ces arrêtés étaient inutiles si la propriété des communes avait été déjà reconnue.

Il y a bien aussi un avis du Conseil d'Etat du 2 pluviôse an XIII qui tranche la question en faveur des communes, et l'on sait que sous l'Empire les avis du Conseil d'Etat ont force de loi lorsqu'ils ont été approuvés, mais à condition qu'ils aient été insérés au *Bulletin des lois* ; or cette condition essentielle n'a pas été remplie, donc cet avis n'a que la valeur d'une décision de jurisprudence ; on peut

(1) V. *suprà*.

(2) *Arrêté du 2 nivôse an VIII*. « Les citoyens des communes qui étaient en possession, au premier jour de l'an II, d'édifices originellement destinés à l'exercice d'un culte continueront à en user librement sous la surveillance des autorités constituées. » — *Arrêté du 2 pluviôse an VIII*. « Les édifices remis par l'arrêté du 7 nivôse à la disposition des citoyens pour l'exercice des cultes et qui antérieurement à l'époque de cet arrêté... »

l'invoquer comme argument d'autorité, mais on ne peut s'en servir comme d'un texte légal.

Rigoureusement donc, l'Etat ne s'est jamais départi des principes qu'il avait posés en 1789 ; il a simplement concédé aux communes et aux fabriques un droit d'usage et de jouissance très large, un droit *sui generis* très onéreux d'ailleurs.

En conséquence, l'Etat seul a qualité pour intenter les actions pétitoires immobilières et y défendre. Il peut disposer d'une église pourvu qu'il fournisse au culte un autre édifice convenable.

Cette théorie a été particulièrement soutenue par M. Appert (1).

II. — *Les églises paroissiales sont propriété des fabriques.* — Les partisans de cette seconde théorie soutiennent que les églises paroissiales sont et doivent être la propriété des fabriques.

A l'appui de leur thèse ils font d'abord valoir des considérations générales contre celle qui compte le plus grand nombre d'adeptes et qui considère les édifices paroissiaux comme propriété des communes.

Si le pouvoir municipal, disent-ils, a la mission de veiller aux intérêts de la commune et de donner aux habitants tout ce qui peut leur être utile dans l'ordre politique, civil ou matériel, on ne saurait contester que tout ce qui touche à la conscience est en dehors de ses droits, que par conséquent les intérêts religieux de ses habitants ne peuvent en rien le regarder et que le seul pouvoir compétent en la matière ne peut être que le pouvoir ecclésiastique

(1) *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1877, p. 739.

représenté par la fabrique ; le pouvoir municipal n'a qu'à faire respecter dans la commune la liberté des cultes et là se borne tout son rôle. D'ailleurs les habitants de la commune peuvent être en majorité étrangers au culte catholique ; le conseil municipal peut en être formé exclusivement. Ne serait-il pas dès lors profondément illogique de lui reconnaître des droits sur les églises ?

Si, passant de ces considérations générales, nous abordons l'examen des textes, nous constatons d'abord que le décret du 11 prairial an III n'a nullement donné la propriété aux communes et que l'avis du Conseil d'Etat de pluviôse an XIII, qui rendait les communes propriétaires, ne pouvait avoir force de loi puisqu'il n'avait jamais été inséré au *Bulletin des lois*. Est-ce donc que l'Etat serait resté le seul propriétaire ? Que dit d'abord l'article 12 de la loi de l'an X ? Il remet les églises à la disposition des évêques et l'article 75 ajoute ces églises « qui sont actuellement dans les mains de la nation ». Qu'est-ce que cela veut dire, sinon que les églises sur lesquelles l'Etat seul avait jusque-là un droit de propriété sont désormais replacées dans leur situation antérieure. Quant à l'expression « mettre à la disposition », peut-on soutenir qu'elle signifie simplement en concéder l'usage. Était-ce cela que signifiait le décret du 2 novembre 1789 qui statuait que les biens ecclésiastiques étaient à la disposition de la nation ? on ne pouvait nier que par cette expression la nation s'en était reconnue propriétaire ; pourquoi n'en serait-il pas de même ici ? mettre à la disposition, c'est abandonner d'une façon absolue ses droits sur une chose pour laisser une autre personne en disposer à son gré ; en mettant les édifices du culte à la disposition des évêques, le Concordat leur en laissait la propriété ; mais les évêques étaient dé-

signés là comme les représentants du culte catholique, et comme au point de vue temporel, celui-ci a son organisation dans chaque paroisse qui est la fabrique, on peut dire en définitive que c'est la fabrique qui est propriétaire (1).

Si depuis le Concordat l'on voulait arguer de l'autorité d'un arrêté du 7 ventôse an XI (2), qui ordonne aux communes de s'assembler pour délibérer sur l'acquisition d'un édifice du culte au cas de besoin, qui les en reconnaîtrait, par conséquent, implicitement propriétaires ; ce serait à tort. Cela veut dire simplement que le pouvoir municipal doit désormais pourvoir aux intérêts matériels du culte lorsque ceux-ci n'existent pas, et sans doute s'il construit lui-même l'église, on devra l'en reconnaître propriétaire, mais on ne pourrait en conclure de là qu'il est propriétaire des églises paroissiales antérieures au Concordat. Ne trouvons-nous pas d'ailleurs une constatation officielle du droit des fabriques sur les églises dans l'article premier du décret du 30 mai 1806 : « Les églises, dit-il, et presbytères qui, par suite de l'organisation ecclésiastique seront supprimés, font partie des biens restitués aux fabriques et sont réunis

(1) N'y avait-il pas aussi corrélation entre les articles 12 et 13 du Concordat, et si l'Eglise promettait dans l'article 13 de ne pas troubler les acquéreurs de biens ecclésiastiques, n'était-ce pas en échange de la remise des églises faite dans l'article 12 ? Ces deux articles n'étaient-ils pas les termes d'une transaction ? Ne pouvait-on pas en induire que les fabriques étaient propriétaires ?

(2) *Arrêté du 7 ventôse an XI :*

ART. 1^{er}. — En conséquence de l'article 72 de la loi du 18 germinal an X, les conseils municipaux s'assembleront avant le 1^{er} floréal et délibéreront sur les dispositions qui seraient à prendre par la commune :

1^o Pour l'acquisition, la location ou la réparation du bâtiment destiné au culte ;

2^o Pour l'établissement ou la réparation du presbytère .

à celles des cures et succursales dans l'arrondissement desquelles ils seront situés. Ils pourront être échangés, loués ou aliénés au profit des églises et des presbytères de chefs-lieux. » Si la loi reconnaît aux fabriques un droit sur les églises supprimées, c'est qu'elle leur suppose un droit antérieur préexistant, le droit qu'elles avaient sous l'ancien régime, où on pouvait les considérer comme propriétaires des églises ; ne serait-il pas bizarre de reconnaître aux fabriques un droit sur les églises supprimées et de ne leur en reconnaître aucun sur celles qui existent ?

Enfin, à qui incombent les charges ? aux fabriques, les communes n'y contribuent, pourrait-on dire, qu'à titre de secours. Or, en droit, celui qui supporte les grosses réparations n'est-il pas toujours considéré comme propriétaire ?

Ce système a reçu une application en Savoie où les tribunaux ont reconnu le droit préexistant des fabriques. Avant l'annexion, la plupart des églises étaient la propriété des fabriques. La Cour d'appel de Chambéry a décidé en 1866 (1) que les églises paroissiales sont la propriété exclusive des paroisses représentées par les conseils de fabrique et que les communes n'y peuvent prétendre aucun droit, même de nue propriété, alors même qu'elles auraient participé à l'achat du terrain sur lequel les églises ont été bâties ainsi qu'aux frais de construction. La commune qui a ainsi concouru à la construction d'une église paroissiale est réputée n'avoir agi qu'avec les fonds et pour le compte de la paroisse.

Depuis l'annexion de la Savoie à la France, un jugement du tribunal de Chambéry (2) a décidé qu'en Savoie, sous l'empire des lois sardes, les églises et leurs dépendances

(1) Cour d'appel de Chambéry, 30 mai 1866.

(2) 4 février 1880.

appartenaient aux fabriques et non aux communes et que l'annexion de la Savoie au territoire français n'a porté aucune atteinte au droit acquis des fabriques.

N'y a-t-il pas une analogie frappante entre ce qu'était la France avant 1789 et la Savoie avant l'annexion ? Dans ces deux pays les églises étaient jadis propriété des fabriques. Elles avaient donc un droit préexistant, et si on le reconnaît en Savoie, pourquoi ne pas le reconnaître en France ?

Telle est la thèse soutenue.

Toujours combattue par le Conseil d'Etat, cette théorie a trouvé pendant quelque temps un appui dans la jurisprudence civile de la Cour de cassation ; le 6 décembre 1836 elle rendait un arrêt ainsi conçu : « Considérant que l'Etat, en vertu de l'article 75 de la loi de germinal an X, a remis soit à l'évêque, soit à la fabrique de la commune l'église sans attacher à cette remise ni condition ni réserve, que dès lors l'église est devenue propriété de la fabrique... » Mais en 1840 elle était déjà loin d'être aussi affirmative et disait « qu'il résulte des dispositions des lois précitées que la propriété absolue n'est exclusivement attribuée ni aux communes ni aux fabriques et que les édifices consacrés au culte sont plus spécialement confiés à la surveillance des fabriques qui ont la faculté et le devoir de les défendre contre tout envahissement (1) ». Depuis longtemps maintenant la Cour de cassation considère les édifices du culte communaux comme propriétés communales.

(1) Cette opinion mixte et peu satisfaisante a cependant trouvé un défenseur dans la personne de M. Gaudry, t. II, p. 510.

III. — *Les églises paroissiales sont la propriété des communes.* — Cette dernière théorie est aujourd'hui la seule admise par le Conseil d'Etat, les tribunaux, les Cours d'appel et la Cour de cassation (1).

Il était bien certain en effet que le décret du 11 prairial et les arrêtés de nivôse et pluviôse an VIII n'avaient conféré jadis aux communes qu'un droit d'usage sur les églises. Mais quant à soutenir comme on l'a fait que la mise des édifices du culte à la disposition des évêques, conférerait aux fabriques un droit de propriété, que le décret de 1806 supposait ce droit, qu'il y avait corrélation intime entre les articles 12 et 13 du Concordat, rien n'était plus contestable. L'expression mettre à la disposition n'avait certainement pas dans l'esprit des rédacteurs du Concordat le sens d'abandon, et il serait puéril dans une discussion de ce genre de s'en tenir aux termes sans chercher le sens qu'ils renferment. La corrélation que l'on prête aux deux articles 12 et 13 est purement gratuite ; ces deux articles se suivent sans doute, mais si l'on avait voulu y faire rentrer les termes d'une compensation, on les eût assurément rédigés d'autre manière. L'article 13 par lequel l'Eglise s'engage à ne pas troubler des droits acquis n'est pour ainsi dire qu'un acte de concession et de reconnaissance en faveur de la nation qui solennellement s'engage à rétablir officiellement le culte et les relations avec la papauté ; on ne saurait donc y voir les termes d'une transaction. Quant à l'interprétation du décret de 1806,

(1) V. la jurisprudence très abondante de M. Aucoc, le défenseur le plus connu de cette théorie, *Revue critique de législation et de jurisprudence*.

loin d'être une preuve en faveur de la propriété des fabriques, il semble bien en être la négation. Si la propriété des fabriques avait été reconnue, pourquoi donc en aurait-on parlé dans ce décret ?

L'on ne pouvait donc considérer les fabriques comme propriétaires.

Allait-on reconnaître ce droit à l'Etat ? Si nous ne trouvions aucune décision par laquelle il se fût légalement dessaisi, nous ne pourrions le lui contester, mais cette décision existe. Quelle est-elle ? Peut-on dire, comme l'ont fait certains auteurs (1), que le Concordat a consolidé et transformé en un véritable droit de propriété pour les communes le décret de prairial an III et ceux de nivôse et pluviôse an VIII ? Tel n'est pas notre avis et le reproche le plus catégorique que l'on puisse faire au Concordat est d'avoir dans le vague de ses termes laissé cette importante question dans la plus parfaite indécision. Nous en avons pour preuve les deux rapports du ministre des finances et du ministre de l'intérieur au Conseil d'Etat que M. Aucoc nous cite dans la revue : *L'Ecole des communes* (2).

(1) V. Dubief et Gottofrey, *Rép. Béquet*, t. IX, 257.

(2) Voici d'abord le rapport du ministre des finances : « Sire, l'article 72, section III, titre IV de la loi du 18 germinal de l'an X, relative à l'organisation des cultes, contient les dispositions suivantes : « Les presbytères et jardins attenants non aliénés seront rendus aux curés et desservants des succursales ; à défaut de ces presbytères, les conseils généraux des communes sont autorisés à leur procurer un logement et jardin. » L'article 75, section IV, porte que les édifices anciennement destinés au culte catholique actuellement dans les mains de la nation à raison d'un édifice par cure et succursale seront mis à la disposition des évêques par arrêté des préfets des départements.

Ces dispositions ont donné lieu à la question de savoir si les églises et presbytères rendus sont devenus la propriété des communes où ils sont situés, ou si au contraire cette propriété résidait toujours dans les mains de la nation. L'opinion du ministre des cultes est que les com-

Le débat soulevé fut solutionné par un avis du Conseil d'Etat du 2 pluviôse an XIII ainsi conçu : « Le Con-

munes ayant anciennement fourni les édifices servant d'églises et de presbytères doivent être considérées comme propriétaires de ces édifices et tenues en conséquence de toutes les réparations et contributions. La loi du 24 août 1793 en confirmant celles des 2 novembre 1789 et 6 mai 1791 a établi que les meubles et immeubles des communes seraient régis, administrés ou vendus comme les autres biens nationaux, attendu que la République se chargeait d'acquitter les dettes de ces communes. Cette loi n'ayant pas été rapportée, il en résulterait que soit que l'on considère toutes les églises comme des biens ecclésiastiques, soit comme propriétés communales, ces églises sont des propriétés nationales dont l'abandon temporaire ne change ni le titre ni la nature et qu'ainsi toutes les fois que l'affectation qui en a été faite au culte vient à cesser par un motif quelconque, l'aliénation ou la faculté de disposer desdites églises ne peut appartenir qu'au gouvernement ; c'est en effet un droit inhérent à sa qualité de propriétaire dont il ne peut jamais être dépouillé par la jouissance qu'il en a accordée.

Mais si l'on envisage l'état actuel de la législation, on est fondé à penser que les églises et presbytères sont rentrés dans la classe des propriétés communales, puisque par arrêté du gouvernement du 7 ventôse an XI chaque commune est appelée à proposer par son conseil municipal et à fournir les moyens d'acquisition, de location ou de réparation des églises paroissiales et succursales. Ce qui vient à l'appui de cette opinion, c'est l'arrêté du 7 thermidor an XI qui en rendant à leur destination primitive les biens et rentes des fabriques non aliénés veut qu'ils soient administrés dans la forme particulière aux biens communaux. Ces dispositions indiquent positivement la nature des objets restitués, et semblent leur imprimer leur caractère de propriétés communales et comme l'église de chaque fabrique en est nécessairement la propriété première et essentielle, on pourrait en inférer que cette église est véritablement une propriété communale, et cela avec d'autant plus de raison que les communes sont tenues de toutes les charges et que les conseils municipaux fixent les fonds pour cette partie de leurs dépenses communales. Au surplus, comme il n'existe aucune loi assez positive pour trancher la difficulté, je pense qu'il y a lieu de la soumettre au Conseil d'Etat. Je pense également que le Conseil doit aussi être consulté sur la question de savoir si, d'après l'arrêté du 7 thermidor an XI relatif à la restitution des biens de fabriques, on doit comprendre dans cette restitution les églises non employées à la propriété desquelles

seil d'Etat qui d'après le renvoi fait par Sa Majesté l'Empereur a entendu les rapports de la section des finances et de l'intérieur tendant à faire décider par Sa Majesté impériale la question de savoir si les communes sont devenues propriétaires des églises et presbytères qui leur ont été abandonnés en exécution de la loi du 18 germinal de l'an X,

« Est d'avis que lesdits églises et presbytères doivent être considérés comme propriétés communales. »

Cet avis est la base de la doctrine communément enseignée ; base très discutée, car si tout le monde en reconnaît l'existence, beaucoup d'auteurs en méconnaissent la portée légale et ne veulent y voir qu'un argument d'autorité. Si cet avis en effet a bien été approuvé par l'empereur, il n'a pas été inséré au *Bulletin des Lois*, n'a pas été porté à la connaissance du public, n'a pas reçu les formalités de la promulgation. Est-ce une raison pour lui refuser l'autorité légale ? Nullement, car en lisant l'avis du 25 prairial an XIII, nous voyons que cette formalité de l'insertion au *Bulletin des Lois* n'est pas absolument nécessaire ; on y lit que « quant à ceux (les avis et décrets) qui ne sont point insérés au *Bulletin des Lois* ou qui n'y sont indiqués que par leur titre, ils sont obligatoires du jour qu'il en est donné connaissance aux personnes qu'ils concernent par

quelques fabriques prétendent. Diverses communes qui sollicitent l'autorisation nécessaire pour la démolition d'églises qui tombent en ruines et pour en employer les matériaux aux réparations d'autres églises qu'elles ont obtenues soit de la libéralité de ceux qui les avaient acquises, soit du gouvernement, attendent impatiemment la solution de ces questions.

Signé : GAUDIN. »

Il y avait aussi un rapport du ministre de l'intérieur, mais il n'a pu être retrouvé. Aucoc, *Revue de l'Ecole des communes*, 1854, p. 197.

publication, affiche, notification ou signification ou envois faits ou ordonnés par les fonctionnaires publics chargés de l'exécution ».

L'avis de pluviôse rentre dans cette catégorie, il n'a pas été inséré au *Bulletin*, mais il en a été donné connaissance par l'intermédiaire des préfets et de l'administration des Domaines, ainsi que ces deux administrations en avaient reçu l'ordre (1).

Il y a donc une décision légale par laquelle l'Etat s'est dessaisi en faveur des communes de la propriété des églises paroissiales qu'il détenait depuis le décret du 2 novembre 1789.

Telle est la théorie communément admise et qui reçoit aujourd'hui l'adhésion de tous les juristes.

Est-elle pour cela à l'abri de toute critique? Nous ne le pensons pas, et juridiquement, elle nous paraît très contestable.

On peut d'abord soutenir en effet que l'avis de pluviôse an XIII est entaché du vice radical d'inconstitutionnalité, car, d'après la constitution du 22 frimaire an VIII, les consuls étaient chargés de promulguer les lois et ils ne pouvaient donner mission au Conseil d'Etat de développer le sens des lois au point d'y ajouter.

Ensuite n'était-il pas vain d'appuyer la force législative de l'avis de pluviôse an XIII, sur celui de prairial qui lui était postérieur. L'avis de pluviôse, lorsqu'il a paru, ne pouvait avoir que la valeur d'une autorité et devait la garder, à moins de faire rétroagir le décret de prairial, ce qui n'a pas eu lieu.

Malgré toutes les critiques qu'on lui a adressées, le sys-

(1) V. les deux lettres reproduites par M. Aucoc dans *l'Ecole des communes*, p. 178.

tème de M. Appert n'était donc pas si éloigné de la vérité. Reconnaitrons-nous donc avec cet auteur la propriété de l'Etat ? Si juridiquement nous croyons sa théorie juste, peut-être est-il préférable qu'elle n'ait pas reçu d'application.

Les communes ne sont-elles pas à même, beaucoup mieux que l'Etat, de défendre les intérêts de toute sorte qui concernent ces édifices ? N'a-t-on pas retiré à l'Etat une charge dont il se fût sans doute fort mal acquitté ?

Pratiquement donc nous nous rallions à la théorie qui veut que les églises paroissiales rendues en vertu de la loi du 18 germinal de l'an X soient propriétés communales.

III. — Eglises paroissiales construites depuis le Concordat.

Pour cette dernière catégorie d'édifices, rien de plus simple, on leur applique le droit commun ; par conséquent est propriétaire celui qui a construit : fabrique ou commune (1).

Si l'église a été construite à frais communs par la fabrique et la commune, de ces deux établissements est propriétaire celui auquel le sol appartenait en vertu de la règle bien connue formulée dans l'article 552 du Code civil. On peut se demander alors, si la commune étant propriétaire et l'église venant à être désaffectée, la fabrique aurait droit à une indemnité ; les opinions sont partagées. Il nous semble équitable de répondre par l'affirmative,

(1) Sous le régime concordataire, y a-t-il eu des édifices du culte qui ne soient la propriété ni de l'Etat, ni des communes, ni des fabriques ? On en peut citer un exemple : l'église construite sur la colline Montmartre en vertu des lois des 24 et 31 juillet 1873 qui déclarent cette construction d'utilité publique et qui, l'affectant à l'exercice du culte catholique à perpétuité, ont reconnu qu'elle serait la propriété incommutable des archevêques de Paris. — V. Dalloz, *Cultes*, p. 546.

car si la fabrique a construit dans l'intérêt de la commune, elle l'a fait surtout dans un but particulier qui était l'exercice du culte, et celui-ci venant à disparaître, les fonds qu'elle avait affectés n'ont plus leur destination.

Cette question aura bientôt son importance comme nous le verrons dans la suite.

IV. — Objets mobiliers garnissant les édifices du culte.

Parmi les objets mobiliers qui se trouvent dans l'édifice du culte, nous devons distinguer d'une part ceux qui pour ainsi dire s'incorporent à l'édifice ; d'autre part ceux qui peuvent en être considérés comme indépendants.

Nous rangerons dans la première catégorie, conformément aux articles 524 et 525 du Code civil, les objets qui à raison de leur nature deviennent immeubles par destination et ceux qui sont censés y avoir été attachés à perpétuelle demeure ; citons comme exemples : les autels fixes, les boiseries, les stalles, la chaire, les tribunes, les orgues, tous les objets scellés aux murs : niches, statues, tableaux, etc. Une petite discussion s'est élevée au sujet des cloches et des horloges. Doit-on les considérer comme meubles ou immeubles par destination ; les avis sont partagés pour les cloches ; la Cour de Rouen (1) se conformant aux décisions des ministres, précédemment rendues, pense qu'on doit les considérer comme meubles si elles sont installées dans un clocher au moyen d'une charpente isolée et sans adhérence à la maçonnerie. Cette distinction nous paraît bien subtile, et comme nous ne pensons pas que l'énumération de l'article 524 soit limitative, nous croyons qu'il serait préférable de les considérer comme

(1) Arrêt du 23 avril 1866.

immeubles par destination. M. Gaudry est de cet avis (1). « Nous pensons, dit-il, que les cloches doivent toujours être considérées comme unies et incorporées à l'édifice ; elles font partie du clocher, comme le clocher fait partie de l'église et elles sont fixées sur des charpentes en bois faisant corps avec le bâtiment (2). » Nous pensons de même pour les horloges. Ces dernières sont d'ailleurs d'utilité commune.

Tous ces objets mobiliers suivent donc la propriété de l'édifice, seront par conséquent le plus souvent propriétés communales.

A côté de cette première catégorie, nous en trouvons une seconde composée d'objets qui, bien que destinés au culte, ont un caractère exclusivement mobilier et tel qu'on ne pourrait les comprendre dans l'article 524 ; ce sont les vases sacrés, les encensoirs, les croix, les chaises, etc. Pour eux des sous-distinctions sont encore nécessaires.

Ceux qui se trouvaient dans les édifices au moment du Concordat seraient propriété de l'Etat, car, dit-on, il n'a donné aux communes que la propriété des immeubles et non celle des meubles. Ceux acquis depuis le Concordat appartiendraient soit aux communes, soit aux fabriques, suivant que l'une ou l'autre les ont fournis. On ne saurait trop, à notre avis, s'élever contre cette théorie ; outre qu'elle peut être la source de contestations perpétuelles, ces objets mobiliers étant souvent en fait confondus, il est

(1) Gaudry, t. II, 516.

(2) La jurisprudence du Conseil d'Etat décide que les cloches sont immeubles par destination du jour où elles sont installées dans le clocher ; par conséquent lorsqu'un legs est fait à une fabrique pour acquisition d'une cloche, ce sera la commune et non la fabrique qu'il faudra autoriser à accepter le legs.

peu probable qu'elle ait été dans l'esprit des rédacteurs de l'avis de pluviôse an XIII. Si les textes n'ont pas mentionné les objets mobiliers, c'est sans aucun doute par oubli ; n'aurait-il pas été bizarre de transférer la propriété des édifices aux communes sans leur donner les quelques objets nécessaires au service du culte qui s'y trouvaient ?

Il existe sur ce sujet une circulaire ministérielle de 1882 où l'on voit : « que les objets qui garnissaient les édifices religieux au moment du Concordat, comme ceux qui sont venus s'y joindre par voie d'acquisition, de donation ou de prêt, qu'ils soient la propriété des communes, de l'Etat ou des fabriques, sont confiés par le décret du 30 décembre 1809 à la garde du conseil de fabrique dont la responsabilité collective est assurée administrativement par l'article 5 de l'ordonnance du 12 janvier 1825 et judiciairement par les dispositions du Code civil (art. 1383, 1992, 2121) ».

Ces objets ne doivent être sans doute que ceux présentant un intérêt artistique. Sur eux seulement l'Etat se réserverait un droit de propriété. Ce qui tendrait à le prouver, c'est que d'une part les décisions judiciaires intervenues jusqu'alors n'ont trait qu'à ces sortes d'objets (1) ; d'autre part qu'une loi de 1887 qui ordonne le classement des objets mobiliers appartenant à l'Etat, aux départements, aux fabriques et aux communes ne vise que ceux dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt national.

Nous pensons donc que les objets mobiliers qui se trouvaient au moment du Concordat dans les églises ren-

(1) Trib. Nantua, 3 août 1870 ; Cour de Lyon, 19 décembre 1873. — Il s'agissait de l'aliénation par la fabrique d'un tableau d'Eug. Delacroix, donné à l'église par le gouvernement. — Trib. Seine, 22 juin 1876 ; Cour d'appel, 12 juillet 1879 au sujet de la vente des tapisseries par la fabrique de l'église Saint-Gervais.

dues aux communes sont devenus propriété des communes, exception faite de ceux présentant un intérêt artistique particulier.

SECTION II. — Les édifices du culte font partie du domaine public.

Si parmi ces édifices quelques-uns sont à l'Etat et la plupart aux communes, est-ce à dire que l'Etat et les communes ont sur eux un droit de propriété absolue, pouvant à tout moment en disposer comme bon leur semble ? Nullement ; s'il en avait été ainsi, de quelle sécurité aurait joui le culte ? Il fallait une règle qui les mit à l'abri de toute vexation du pouvoir auquel ils appartenaient.

Outre qu'ils étaient déjà préservés par le fait de l'affectation, ils trouvèrent une nouvelle garantie dans la domanialité publique dont on leur fit l'application.

Et cependant les églises possédaient-elles les caractères qui permettent de ranger leur propriété dans le domaine public. Mais d'abord quels sont ces caractères ? Disons-nous, avec M. Gaudry, qu'ils se trouvent dans la perpétuité et la généralité de l'affectation ?

Quel est donc le critérium de la perpétuité ? et quant à la généralité, ne repose-t-elle pas, comme l'a justement fait remarquer M. Ducrocq, sur une confusion entre l'affectation à un service public et l'affectation à la jouissance générale et directe du public ? Avec un tel système, combien de monuments seraient classés dans le domaine public, alors qu'en réalité ils se trouvent dans le domaine privé.

Admettons-nous alors avec M. Troplong qu'on reconnaît une dépendance du domaine public au caractère mo-

numental de l'édifice ; ne serait-ce pas tomber dans le domaine de l'arbitraire le plus parfait ?

D'après M. Ducrocq, les caractères du domaine public ressortent des textes mêmes du Code ; l'article 538 dit *in fine* : « généralement toutes les portions du territoire français qui ne sont pas susceptibles d'une propriété privée, sont considérées comme des dépendances du domaine public ». Cet article, pense-t-il, amène une distinction entre l'affectation d'une chose à la jouissance commune et l'affectation à un service public ; la jouissance commune serait un élément caractéristique du domaine public, mais il n'est pas le seul ; il faut en outre, d'après les termes mêmes de l'article, que ce soit une portion du territoire français insusceptible de propriété privée ; trois conditions sont donc nécessaires à moins d'un texte législatif pour classer quoi que ce soit dans le domaine public, et l'énumération limitative contenue dans l'article 540 en est la preuve. Ce raisonnement posé, les édifices peuvent-ils faire partie du domaine public ? Evidemment non ; s'ils présentent un des éléments intrinsèques du domaine public, à savoir l'affectation à la jouissance commune, les deux autres éléments leur font complètement défaut. Et cependant M. Ducrocq range les églises dans le domaine public. C'est qu'il a cru trouver en effet la disposition législative exceptionnelle qui permet de les considérer comme en faisant partie.

Cette disposition ne serait autre que l'article 12 du Concordat qui dit que « les églises seront remises à la disposition des évêques » ; n'est-ce pas les replacer dans la situation où elles se trouvaient sous l'ancien régime où elles étaient inaliénables et imprescriptibles, n'est-ce pas en conséquence les mettre hors du commerce ?

De nombreux auteurs l'ont suivi dans ce raisonnement et ont adopté le même système.

Il n'a pas été cependant sans soulever de violentes protestations, entre autres celle de M. Bathie (1). « Il est vraiment extraordinaire, dit ce dernier, qu'après avoir refusé aux édifices les caractères du domaine public, ces jurisconsultes se rendent si facilement à l'argument du mot « remises », qui impliquerait un retour à l'ancien droit. Mais la distinction admise autrefois reposait sur une distinction qui n'existe plus dans nos lois entre les *res humani juris* et les *res divini juris*. On ne peut pas, quant aux églises restituées, faire une inaliénabilité et une imprescriptibilité qui tenaient dans l'ancien droit à une distinction aujourd'hui abrogée. »

On aperçoit de suite la conséquence fâcheuse de ce raisonnement qui est de replacer les édifices dans le domaine privé ; mais on ne peut nier que ce ne soit une conséquence logique. Elle vient du rigorisme même de la définition de la domanialité publique tirée des textes du Code.

Est-il donc nécessaire de s'en tenir à ces textes défectueux en la matière ? M. Hauriou, dans une note de son traité (2), a très justement fait remarquer combien cette méthode était mauvaise, et hardiment il a donné une définition beaucoup plus large et s'adaptant à tous les besoins.

Les dépendances du domaine public, dit-il, sont des propriétés administratives rendues inaliénables et imprescriptibles par leur destination d'utilité publique et leur affectation. » Ces deux éléments caractéristiques, nous les

(1) V. t. V, p. 318. — M. Berthélemy se rallie à l'opinion de M. Bathie, V. *Traité*.

(2) Hauriou, *Traité de droit administratif*, p. 609.

trouvons dans les édifices du culte qui sont destinés à un service public et qui ont reçu une affectation spéciale.

Comme les églises sont tantôt propriété de l'Etat, tantôt propriété des communes, suivant les cas, elles feront partie du domaine public national ou du domaine public communal. Il ne faut pas oublier cependant que certaines églises, très rares il est vrai, n'appartiennent ni à l'Etat, ni aux communes, mais aux fabriques. Ce sont celles construites par ces établissements depuis le Concordat ou celles de la Savoie qui ont gardé le régime antérieur à l'annexion. Doit-on les considérer aussi comme dépendances du domaine public, et de quel domaine font-elles partie? Les églises même construites par les fabriques doivent être considérées comme faisant partie du domaine public, car elles rentrent aussi dans notre définition. Mais plus embarrassante est la question de savoir dans quel domaine nous les classerons. M. Ducrocq les range dans le domaine public communal (1). Avec MM. Dubief et Gottofray, nous n'en voyons ni la raison, ni l'utilité (2). Si le Code reconnaît un domaine public, il n'a jamais adopté la classification arbitraire en trois domaines distincts. Les églises possédées par les fabriques resteront donc leur propriété tout en présentant les caractères du domaine public.

Tous les édifices du culte régulièrement affectés, églises métropolitaines, cathédrales, paroissiales (3), sont donc sous le régime concordataire des dépendances du domaine public.

Quelles en sont les conséquences?

(1) *Des églises*, p. 25; Conférence faite à Angoulême, 1866.

(2) Béquet, *Répert.*, IX, 258.

(3) On ne saurait comprendre dans cette énumération les simples chapelles.

Elles sont trop connues pour que nous nous attardions à les énumérer en détail. La principale est de mettre tous ces édifices hors du commerce, de les rendre inaliénables et imprescriptibles ; ils ne peuvent être d'aucune manière grevés de servitudes : les particuliers ne sauraient exercer utilement contre eux des actions possessoires ; les constructions adossées aux murs des églises depuis plus de trente ans peuvent être démolies.

Ce principe de la domanialité publique pour les édifices du culte est une de leurs sauvegardes ; n'oublions pas toutefois qu'il ne subsiste avec toutes ses conséquences que tant que l'église est régulièrement affectée au culte ; désaffecté l'édifice redevient simple propriété de l'Etat, de la commune ou de la fabrique (1).

SECTION III. — Jouissance des édifices du culte.

Nous savons quels sont les propriétaires des édifices du culte ; il nous reste à examiner par l'intermédiaire de quelle personnalité, les fidèles pourront exercer leur droit de jouissance sur ces édifices, quels seront leurs droits, quelles seront leurs charges vis-à-vis de l'Etat ou de la commune.

Les fidèles sont représentés par la fabrique qui a reçu dès lors le soin « de veiller à la conservation et à l'entre-

(1) Il ne faudrait pas conclure de là que sous le régime concordataire le gouvernement, en désaffectant une église, pouvait supprimer le lieu du culte, dans une paroisse. D'après l'article 97 des articles organiques, il résulte qu'il s'engageait à fournir un édifice par paroisse ; si donc, il désaffectait une église, c'était à charge d'en redonner une autre.

tien des temples » (1). Cependant la fabrique n'aura en aucune manière la jouissance de l'édifice tant que cet édifice n'aura pas été régulièrement affecté au culte et la jouissance cessera de même lorsque l'édifice sera désaffecté. Avant donc d'étudier la nature du droit de la fabrique, nous allons donner quelques explications sommaires sur l'affectation et la désaffectation.

I. — Affectation et désaffectation.

L'affectation est l'acte par lequel l'autorité dispose de la jouissance d'un bien au profit d'une personne morale et en vue d'un service public ; la désaffectation est l'acte par lequel l'autorité retire à la personne morale les droits qu'elle lui avait conférés.

Pour le plus grand nombre des églises métropolitaines, cathédrales, paroissiales, celles antérieures au Concordat et « remises à la disposition des évêques » en vertu de l'article 12 de la loi du 18 germinal de l'an X, l'affectation au culte résulte de ce texte même ; pour celles moins nombreuses construites depuis le Concordat, l'affectation résulte d'une délibération du conseil municipal ou du conseil de fabrique, suivant les cas, ainsi que du décret d'érection du lieu du culte ; la délibération du conseil municipal en cette matière est, d'après la loi de 1884, dispensée de l'approbation de l'autorité supérieure.

La désaffectation est loin d'être aussi simple ; quels seront ces modes ?

Plusieurs opinions ont été émises à ce sujet. Une première consiste à réclamer pour la désaffectation d'une église, le concours des pouvoirs civil et religieux puisque,

(1) Loi du 18 germinal de l'an X, art. 76.

dit-on, la plupart des églises ont été affectées au culte en vertu du Concordat qui n'était qu'une entente entre ces deux pouvoirs (1).

Une seconde théorie, qui eut un moment la faveur du Conseil d'Etat (2), voudrait pour cet acte l'intervention du pouvoir législatif.

Mais cette opinion pas plus que la première, n'a prévalu. La jurisprudence du Conseil d'Etat a fini par admettre qu'un simple décret suffisait pour désaffecter un édifice consacré au culte ; en cela le Conseil consacrait la thèse du ministre des cultes qui, en 1885, lors de la désaffectation de l'église Sainte-Geneviève à Paris, soutenait « que tous les actes d'affectation ou de désaffectation concernant les édifices affectés à des services publics font l'objet de simples décrets, qu'il n'est pas besoin d'une loi en pareille matière ; c'est l'administration qui agit, car c'est un acte administratif que de désaffecter d'un service pour l'affecter à un autre service public, un domaine appartenant à l'Etat ».

Cette solution était regrettable ; bien que ce soit évidemment là un acte purement administratif, il n'en est pas moins vrai que son importance est telle et que trop de citoyens y sont intéressés pour laisser pareil pouvoir à l'exécutif. L'intervention du pouvoir législatif n'eût-elle pas été d'une puissante garantie ?

Cependant, il faut remarquer que la désaffectation d'une église remise en vertu de la loi de germinal an X, ne peut

(1) Besson, *Rev. des institutions et du droit*, sept. 1885. — Thèse soutenue, mais sans succès, à l'appui d'un pourvoi formé devant le Conseil d'Etat contre un décret du 21 janvier 1886 prononçant la désaffectation de l'église Saint-Martin à Marseille.

(2) Avis de la section de l'intérieur, 5 décembre 1882.

jamais être l'œuvre de l'autorité municipale ; la jurisprudence est en ce sens constante ; la propriété des communes en la matière n'étant censée reconnue que sous réserve de l'affectation que l'Etat a prononcée et qui ne peut en conséquence être modifiée que par lui.

Pour les édifices du culte postérieurs au Concordat, les conseils municipaux ont le droit de prononcer la désaffectation totale ou partielle, mais cette désaffectation doit être prononcée dans la même forme que les affectations.

II. — Le droit des fabriques (1).

Si l'on admet communément que la fabrique, personne morale, peut être propriétaire de certains biens, qu'elle peut en conséquence avoir les droits de disposition les plus absolus sur eux, on est moins explicite en ce qui concerne ses droits vis-à-vis de l'édifice du culte. Il est bien certain cependant qu'elle en a. Quelle est leur nature ?

De nombreux auteurs ont soutenu que la fabrique était usufruitière ; si nous comparons les droits de la fabrique avec ceux de l'usufruitier, nous constatons en effet qu'il existe entre les deux des analogies. Comme l'usufruitier, elle jouit d'une chose dont un autre a la propriété, à charge d'en conserver la substance et de ne s'en servir que suivant sa destination ; elle n'a que le droit d'en user, d'en retirer certains produits ; de même que l'usufruitier enfin elle doit faire les réparations d'entretien sans jamais en être indemnisée.

(1) Nous n'avons pas à étudier ici en détails l'organisation des fabriques ; nous n'envisageons cette étude que dans le cadre restreint qui nous intéresse. Pour plus de détails, V. *Répert. Béquet* ; Dalloz, au mot *Cultes*.

Et cependant, nous trouvons des causes de dissemblance telles qu'on ne saurait assimiler la fabrique à un usufruitier. Il existe tout d'abord entre les deux des différences quant à l'origine et à la nature du droit ; l'usufruit naît généralement d'un acte de droit civil, un contrat par exemple ; le droit des fabriques naît d'un acte de droit public, d'une affectation ; l'usufruit peut être supprimé par l'un des modes énumérés aux articles 617 et 618 du Code civil ; il peut être cédé ; le droit des fabriques est de sa nature perpétuel ; il ne peut être anéanti que par un acte spécial, la désaffectation de l'édifice ; à ces différences, s'en joignent d'autres beaucoup plus importantes : tandis que l'usufruitier n'est obligé envers le nu-propriétaire qu'aux réparations d'entretien, les fabriques doivent les faire toutes sans exception ; tandis que l'usufruitier ne peut donner à bail pour plus de neuf années (art. 595), la fabrique a le droit de faire des concessions de durée illimitée. L'article 72 leur donne même le droit dans certains cas déterminés de concéder à perpétuité la propriété d'un banc ou d'une chapelle. Enfin de l'article 1^{er} du décret de 1809 qui leur ordonne « de veiller à l'entretien et à la conservation du temple », découle pour elles un droit beaucoup plus large que celui reconnu à l'usufruitier quant à l'exercice des actions : la fabrique doit s'opposer, au besoin vis-à-vis de la commune elle-même, à ce que l'édifice du culte soit détourné de sa destination qui est l'exercice du culte ; elle doit empêcher par tous les moyens, principalement par un recours en justice, les usurpations dont il pourrait être menacé. Ces droits peuvent-ils être comparés à ceux reconnus par l'article 614 à l'usufruitier ? Si elle ne possédait que ces derniers, l'article 1^{er} du décret de 1809 ne serait-il pas inutile ?

On ne saurait donc comparer la fabrique à un usufruitier ; ses droits ne rentrent dans aucune catégorie déterminée ; leur nature est spéciale *sui generis*, elle a été déterminée par des dispositions législatives particulières.

C'est l'avis de M. Ducrocq (1) : « Les églises, dit-il, échappent par leur nature légale aussi bien aux règles de la propriété privée qu'à celles de l'usufruit. Dépendances du domaine public communal, elles ne peuvent qu'être l'objet d'une mission de conservation et de surveillance dans l'intérêt public, mission qu'il appartient à la commune et à la fabrique d'exercer parallèlement dans une mesure égale. »

Cette théorie est aujourd'hui admise assez communément (2) ; elle seule justifie l'exercice d'actions réelles par la fabrique seule et non munie d'autorisation.

Ces actions, toujours d'après la même théorie, peuvent être aussi intentées par la commune propriétaire, ou par la fabrique et la commune conjointement. Il existe cependant un arrêt de Cour d'appel (3) qui a refusé aux communes le droit d'agir, déclarant qu'il n'appartenait qu'aux fabriques. Mais cet arrêt est resté seul sans écho dans la jurisprudence et la doctrine.

En étudiant la nature du droit des fabriques, nous avons vu par le fait même quels étaient leurs attributs ; il ne nous reste plus qu'à dire quelques mots de leurs charges.

Ces charges, puisque nous ne les envisagerons que par rapport aux édifices, ne peuvent être que les réparations. De quelle manière les fabriques en sont-elles tenues ?

(1) T. II, n° 1405.

(2) V. Dufour, *Dr. adm.*, t. VI ; Blanche, *Dict. gén. d'adm.*, au mot : *Fabriques* ; Dalloz, *Suppl.*, p. 547.

(3) Nancy, 31 mai 1827.

On doit à ce sujet faire une distinction entre le régime de 1809 et celui de la loi de 1884 ; sous le régime de 1809 les charges des fabriques sont moins lourdes en ce sens que la commune, en vertu de l'article 92 du décret, supplée s'il y a lieu à tous les besoins du culte ; sous le régime de la loi de 1884 au contraire la commune ne subvient qu'aux grosses réparations et seulement au cas où les ressources de la fabrique ne sont pas suffisantes.

APPENDICE

I. — *Presbytères.*

Les presbytères sont des immeubles spécialement affectés au logement des curés ou desservants.

Leur existence qui datait de l'ancien régime subsista un temps au décret de 1789 : en effet, par les décrets des 18-23 octobre et 20-25 décembre 1790 (1), on laissait aux curés les presbytères et les jardins y attenant, mais ce ne fut pas pour longtemps, la loi du 3 ventôse an III (art. 3) les supprima complètement. Beaucoup furent mis en vente.

La loi du 18 germinal de l'an X en rétablissant le culte et en remettant les églises à la disposition des évêques, prit en même temps des mesures (article 72) pour que les presbytères non aliénés fussent rendus aux curés. Les communes qui n'en possédaient pas étaient autorisées à leur en procurer.

Quelle fut dès lors leur situation ? Qui en avait la propriété ?

Comme pour les églises paroissiales, nous sommes obligé de distinguer, et un seul cas retiendra notre attention.

Nous pouvons écarter tout d'abord tout sujet de discus-

(1) Duvergier, t. I, p. 471.

sion relativement aux presbytères construits depuis le Concordat ; suivant qu'ils ont été édifiés exclusivement par les fabriques ou les communes, ils sont la propriété des unes ou des autres ; lorsque le presbytère a été construit à frais communs, la fabrique doit généralement s'engager à en abandonner la propriété à la commune ; s'il n'y a pas de stipulation en la matière, on appliquera simplement la règle *superficies solo cedit*. Et comme généralement le terrain aura été fourni par la commune, c'est elle qui en définitive restera propriétaire. Pas de discussion non plus pour les presbytères des paroisses supprimées qui en vertu du décret de 1806 font partie des biens restitués aux fabriques.

Il ne nous reste donc en définitive qu'à examiner la situation faite aux presbytères rendus en vertu de la loi de germinal an X. Qui en est propriétaire, la fabrique ou la commune ?

Le débat reste en effet ainsi limité, et l'on ne saurait s'attarder à discuter l'opinion de Mgr Affre qui attribue la propriété des presbytères aux curés (1), les biens des cures ayant fait l'objet de dispositions et réglementations spéciales, particulièrement du décret du 6 novembre 1813.

En faveur des fabriques, on a d'abord fait valoir les textes mêmes des articles organiques. Que dit l'article 72 ? « Que les presbytères et jardins y attenants seront rendus aux curés. » Cette stipulation n'exclut-elle pas la propriété des communes ? Evidemment l'on ne pouvait parler des fabriques puisqu'elles n'étaient pas encore instituées ; mais on les trouvera bientôt tacitement reconnues comme propriétaires dans l'ordonnance du 3 mars 1825, puisque prévoyant le cas où le presbytère devrait être mis en loca-

(1) V. *Traité de la propriété des biens ecclésiastiques*.

tion, elle dit que « le produit de cette location appartient dra à la fabrique si le presbytère et ses dépendances ils ont été remis en exécution de la loi du 18 germinal de l'an X, de l'arrêté du 7 thermidor an XI et des décrets des 30 mai et 31 juillet 1806. » Comment donc, dit M. Gaudry (1), contester légalement aux fabriques la propriété des presbytères si ce n'est par des motifs de convenance administrative, toujours variables lorsqu'ils ne sont pas fondés sur la loi et dès lors toujours contestables ?

Tel n'a pas été l'avis de la grande majorité de la doctrine et du Conseil d'Etat, et contre l'opinion précédente ils ont fait valoir la force légale des avis de nivôse et pluviôse an XIII qui ont reconnu aux communes la propriété des presbytères.

Régulièrement donc, les grosses réparations devraient être à la charge de la commune ; cependant, par une atténuation spéciale de la loi de 1884, elle n'y est tenue que subsidiairement si la fabrique ne dispose pas des ressources nécessaires. Les communes pourront même, mais avec l'autorisation nécessaire, distraire les parties superflues du presbytère pour les affecter à un autre service (2). Quant à l'exercice des actions, il appartient concurremment à la commune et à la fabrique.

Propriété des communes, les presbytères ne font pas partie du domaine public, car ils ne sont pas affectés à la jouissance de tous, ils sont donc prescriptibles et aliénables. Nous n'insistons pas sur ces principes qui sont aujourd'hui universellement admis.

Mais une question sous ce régime concordataire reste

(1) T. II, p. 530.

(2) Ordonn. du 3 mars 1825.

plus délicate, c'est celle des droits du curé ou desservant sur le presbytère. Doit-on le considérer comme un usufruitier, lui en appliquer les règles ? Il semble que ce soit l'opinion de M. Gaudry qui dit que « le curé a le droit de jouir de son presbytère de la manière la plus étendue, qu'il peut même louer tout ou partie de la maison ou du jardin » (1). Cette opinion n'est que la conséquence d'une mauvaise interprétation de l'article 6 du décret du 6 novembre 1843 qui reconnaît aux curés un droit d'usufruit sur certains biens ; mais ces biens sont ceux de la mense curiale et non ceux des biens communaux. M. Ducrocq pense « qu'il n'y a là qu'une affectation administrative conçue en vue de l'intérêt général et non de l'intérêt du fonctionnaire ; elle n'emporte aucun démembrement même temporaire de la propriété, aucune attribution des droits d'habitation ou de jouissance au profit de l'affectataire » (2).

En cela, il dépasse la jurisprudence du Conseil d'Etat qui, adoptant les conclusions de M. Gomel, maître des requêtes, est d'avis « que les curés et desservants ne possèdent pas à proprement parler un droit d'usufruit sur les presbytères mis à leur disposition par les communes, qu'ils n'ont qu'un droit de jouissance spécial ; que leur droit est d'être logés dans l'édifice communal consacré à cet usage, que leur habitation ne doit pas être troublée, qu'ils ont une action contre tout acte d'un tiers qui compromettrait leur jouissance, mais que la commune propriétaire peut librement disposer de l'extérieur du presbytère et en décorer la façade à l'occasion des fêtes publiques ou apposer des affiches sur les murs de ce bâtiment (3) ».

(1) T. II, p. 533.

(2) T. VI, p. 254.

(3) Trib. des conflits, 25 décembre 1883, D. 85.3.57.

Le curé possède donc un droit d'usufruit spécial, réduit, pourrait-on dire; c'est ainsi qu'il ne pourra en aucune manière modifier les dispositions de l'immeuble, qu'il ne pourra en louer les parties inoccupées, qu'il n'aura le pouvoir de faire respecter sa maison comme le ferait un usufruitier; le maire pourra l'obliger à pavoiser, supporter des affiches sur les murs. Enfin, en cas de conflits entre commune et curé, c'est le tribunal administratif qui est seul compétent, car les droits du curé résultent d'une affectation administrative.

Ajoutons, pour terminer, que contre des dispositions vexatoires ou des empiétements du maire ou du conseil municipal le curé trouvera une protection efficace dans l'ordonnance du 3 mars 1825 modifiée par le décret du 25 mars 1852.

II. — *Palais épiscopaux.*

Ces édifices sont restés, depuis le décret du 2 novembre 1789, propriété de l'Etat.

Peut-être n'y aurait-il même jamais eu de discussion sur ce sujet si Mgr de Quélen, archevêque de Paris en 1837, n'avait prétendu à l'occasion d'un échange projeté entre la ville et l'Etat, et ayant pour objet les terrains de l'archevêché derrière Notre-Dame, que ces biens faisaient partie de ceux restitués à l'Eglise et appartenaient à l'archevêché. Ce fut alors que M. Affre, vicaire général, fit paraître son *Traité des biens ecclésiastiques* dont le but était évidemment de revendiquer au profit de l'Eglise les biens affectés à l'exercice du culte.

Le projet contesté par Mgr de Quélen, soumis à l'approbation des Chambres, donna lieu aux plus vives discussions qui eurent leur écho dans la presse et les livres.

Et pourtant la question était fort simple : Y avait-il ou non, depuis 1789, une disposition législative quelconque qui retirât à l'Etat la propriété des palais épiscopaux ?

On ne saurait la trouver dans le Concordat qui, s'il parle (article 12) des édifices du culte sans en attribuer à personne la propriété, laisse sous silence les lieux d'habitation destinés aux évêques. Bien au contraire, ne peut-on pas tirer argument en faveur de l'Etat des deux articles 71 et 72. L'article 71 autorise les conseils généraux des départements à procurer aux archevêques et évêques un logement convenable, tandis que l'article 72 « rend les presbytères aux curés » ; or, nombreux étaient les palais épiscopaux qui existaient à cette époque. Si donc, il n'a rien été statué à leur égard, c'est que l'Etat entendait garder sur eux son droit de propriété. D'ailleurs, si les uns ont été rendus à leur ancienne destination, d'autres ont été affectés à des services différents ; par là encore, l'Etat affirmait son libre droit de disposition. Il y a donc une différence essentielle entre les curés auxquels ont été remis les presbytères et les évêques pour lesquels aucune remise ni restitution n'est prévue. Les décrets de 1809, de 1813, l'ordonnance de 1825 ne disent rien des palais épiscopaux. On ne peut donc en contester légitimement la propriété à l'Etat.

Quant au droit de l'évêque sur ces immeubles, on ne saurait bien entendu leur reconnaître un droit d'usufruit ; on ne saurait même leur reconnaître le droit de jouissance spécial accordé aux curés. Les presbytères ont reçu une affectation spéciale en vertu du Concordat ; il n'en est pas de même des palais épiscopaux que les évêques ne peuvent habiter qu'en vertu d'une simple affectation administrative.

Si le décret de 1809 a imposé aux communes l'obliga-

tion de fournir un logement au curé ; il n'a nullement obligé les départements à en fournir un aux évêques, donc ceux-ci ne peuvent prétendre à aucun droit sur ces immeubles. C'est la thèse admise par le Conseil d'Etat (1).

De ce que le palais épiscopal est affecté administrativement à l'évêque, résulte que toute contestation à ce sujet devra être portée devant le tribunal administratif.

Propriétaire de l'immeuble épiscopal, l'Etat l'est aussi du mobilier qui le garnit et dont inventaire doit toujours être dressé à chaque mutation d'évêque.

III. — *Séminaires.*

Les séminaires sont des maisons d'éducation destinées à former les ecclésiastiques.

En 1789, ils devinrent propriété nationale. Cependant un décret des 12 juillet-24 août 1790 (2) statua qu'il serait conservé ou établi dans chaque diocèse, un séminaire pour la préparation des ordres ; beaucoup donc, bien que devenus propriété nationale, furent affectés à leur destination antérieure, mais cela ne dura pas.

La Convention rapporta bientôt cette mesure, et ainsi que tous les autres biens ecclésiastiques, les séminaires furent mis en vente.

Après le rétablissement du culte et la promulgation de la loi de germinal an X, qui autorisait les évêques à avoir un séminaire par diocèse, sous réserve de l'approbation du gouvernement, un arrêté du 20 prairial de la même année, rendit les séminaires non aliénés à leur ancienne destination (3). Ils n'en restaient pas moins propriétés

(1) V. Trib. des conflits, 14 avril 1883.

(2) Duvergier, t. I, p. 283.

(3) Duvergier, t. XIII, p. 460.

de l'Etat ; c'était une pure affectation administrative.

Quant aux diocèses moins heureux qui n'avaient pu recouvrer leurs anciennes maisons d'éducation, ils en reconstruisirent à nouveau, tantôt avec l'aide pécuniaire de l'Etat, tantôt avec celui des villes, tantôt et plus rarement avec celui exclusif des congrégations enseignantes, ce qui a créé une situation de propriété assez complexe.

Le plus grand nombre des séminaires est cependant propriété de l'Etat.

TITRE II

DROIT CONTEMPORAIN

CHAPITRE PREMIER

CHUTE DU RÉGIME CONCORDATAIRE.

LE RÉGIME SÉPARATISTE (1).

Il y a plus de quarante ans, dans un livre qui eut son heure de retentissement, Prévost-Paradol écrivait : « Deux faits également certains se présentent à la pensée aussitôt que l'on songe à la situation légale des cultes dans le sein de la société française : le premier, c'est que nous marchons vers la séparation complète des cultes et de l'Etat et qu'aucun changement considérable ne peut désormais se produire sans que cette séparation soit aussitôt tentée, sinon accomplie ; le second, c'est que cette tentative est aussi difficile qu'elle est inévitable et qu'elle doit avoir, si

(1) Sur cette importante question, de nombreux auteurs ont écrit ; il serait même difficile de donner une exacte bibliographie ; citons cependant : Le P. Maumus, *La crise religieuse* (Paris, Fasquelle, 1902, in-8°) ; A. Aulard, *Polémique et Histoire* (Paris, Cornély, 1904, in-12) ; Etienne Lamy, *La Politique du dernier pontificat et du dernier conclave* (*Le Correspondant*, numéro du 10 septembre 1903) ; P. J. de la

elle échoue, une influence décisive et probablement funeste sur le sort du gouvernement qui l'aura faite. » Puis après avoir dit combien il y aurait intérêt à ce qu'une telle ré-

Chesnaïs, *L'Eglise et les Etats, trois exemples de séparation* (Paris, Puges libres, 1904, in-12); P. Dabry, *Les catholiques républicains* (Paris, Chevalier et Rivière, 1904, in-12); G. Noblemaire, *Concordat ou Séparation* (Paris, Plon-Nourrit, 1904, in-12); A. Briand, *La séparation des Eglises et de l'Etat. Rapport présenté à la Chambre des députés* (J. off. Documents parlementaires, Chambre, 1904, t. II); G. Berry, *Une page d'histoire, la Séparation des Eglises et de l'Etat à la Chambre des députés* (Paris, Librairie universelle, 1905, in-12); Paul Grunebaum-Ballin, *La Séparation des Eglises et de l'Etat* (Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1905, in-12); Julien de Narfon, *Vers l'Eglise libre* (Paris, librairie mutuelle, 1905, in-12); Abbé Frémont, *Le conflit entre la République et l'Eglise* (Paris, Bloud, 1905, in-12); A. de Mun, *Contre la Séparation* (Paris, Poussielgue, 1905, in-12); H. des Houx, *Guerre au Papisme* (Paris, Juven, 1907, in-12); Paul Sabatier, *A propos de la Séparation des Eglises et de l'Etat* (Paris, Fischbacher, 1905, in-12); Henri Charriaut, *Après la séparation, enquête sur l'avenir des Eglises* (Paris, Alcan, 1905, in-12); *La Séparation des Eglises et de l'Etat* (Paris, bureau des Livres Entretiens, 1904-1905); *Une campagne du « Siècle »* (Paris, bureaux du Siècle, 1904-1905, in-8°); F. Despagnet, *La République et le Vatican* (Paris, Larose, 1906, in-12); Lhermitte et M. Véron, *La Séparation et ses conséquences* (Paris, La Clairière, 1906, in-18); F. Brunetière, *Questions actuelles* (Paris, Perrin, 1906, in-16); Le Livre Blanc du Saint-Siège, *La séparation des Eglises et de l'Etat en France, exposé et documents* (Paris, édition des Questions actuelles, 1906, in-12); J.-L. de Lanesan, *L'Etat et les Eglises en France depuis les origines jusqu'à la Séparation* (Paris, Alcan, 1906, in-12); Eug. Réveillaud, *La séparation des Eglises et de l'Etat* (Paris, Fischbacher, 1906, in-12); E. Faguet, *L'anticléricalisme* (Paris, Société française d'imprimerie et de librairie, 1906, in-12); Mgr Fuzet, *Les associations culturelles en Allemagne; législation et documents relatifs à l'attitude prise par le Saint-Siège et l'épiscopat* (Paris, Roger et Chernoviz, in-8°, 1906); Comte de Colleville, *Les dessous de la Séparation* (Paris, Librairie antisémite, 1906, in-12); Abbé Laberthonnière, *Le catholicisme et la société* (Paris, Giard et Brière, 1907, in-18); Lucien Crouzil, *Historique de l'idée de séparation des Eglises et de l'Etat* (*Bulletin de littérature ecclésiastique*, mai 1908).

forme fût faite lentement et sagement, il continuait : « Mais nous ne pouvons oublier que nous écrivons pour la France où une réforme ne s'est jamais accomplie de la sorte, où tout changement s'opère par de violentes secousses après une longue résistance. C'est notre façon d'aller, et bien des chutes nous ont avertis qu'elle n'est pas la meilleure ; mais il est fort douteux que nous en puissions changer. Il est donc trop probable que la séparation complète de l'Eglise et de l'Etat, après avoir été dédaignée comme une chimère par la plupart de nos hommes politiques, redoutée par l'Eglise et absolument condamnée par le pouvoir, s'accomplira au milieu d'une tempête, à la grande surprise de ceux-là mêmes qui auront frappé ce grand coup et qui dès le lendemain, confondus de leur propre audace, attendront comme tout le monde avec une poignante curiosité le résultat de cette obscure expérience.

Mieux vaudrait qu'elle fût commencée autrement et qu'elle ne ressemblât en rien à un acte de surprise et surtout à un acte d'hostilité contre la religion » (1).

Les faits ont en partie donné raison à Prévost-Paradol. La chute du régime concordataire fut en effet plutôt inattendue. Et bien que depuis longtemps, la lutte entre l'Etat et l'Eglise allât s'accroissant cependant, rien ne faisait prévoir cette brusque rupture. La plupart des grands hommes politiques la déclarant théoriquement souhaitable s'en étaient montrés pratiquement les adversaires irréductibles. Il a suffi d'un prétexte (2) pour amener un pareil événement.

(1) *La France Nouvelle*, ch. IX.

(2) Ce fut la protestation du Saint-Siège (28 avril 1904) contre la visite officielle faite à Rome au roi d'Italie par M. Loubet, président de la République française. Ajoutons à cela l'affaire des évêques de Laval et de Dijon.

Peut-être est-il encore délicat de dire si politiquement (nous ne saurions parler ici de question religieuse ou dogmatique) il y avait intérêt à consommer cette rupture.

Il est bien certain que la lutte sans cesse aggravée entre l'Etat et l'Eglise ne pouvait qu'être funeste à l'un et à l'autre et que la séparation était comme un remède dans la situation ; il vaut mieux s'ignorer que se battre.

Mais d'autre part on ne peut nier que dans les circonstances où elle a été faite, elle a pris le caractère d'un acte d'hostilité contre l'Eglise, ce qui, selon la remarque de Prevost-Paradol, ne pouvait qu'être fâcheux.

Cependant, issue d'événements regrettables, la loi de séparation a été discutée avec calme dans les Chambres ; de tous les partis, les membres du Parlement y ont collaboré et sa rédaction définitive se ressent peu de ses origines.

On a dit généralement qu'elle présentait pour l'Eglise beaucoup d'avantages et quelques inconvénients. L'autorité ecclésiastique n'a pas jugé de même puisqu'elle l'a refusée. Nous en verrons les conséquences.

Pour le moment occupons-nous seulement de la répercussion que pouvait avoir un tel événement sur notre sujet.

Avec le régime concordataire l'Etat, tout en conservant des droits acquis ou réputés tels, s'était créé des charges. Les droits acquis n'étaient autres que ses droits de propriété proclamés par la Révolution, consacrés par des décisions impériales ; les charges, c'était d'abord l'affectation dont étaient grevées toutes ces propriétés, l'entretien subsidiaire qu'il leur assurait, enfin un budget de plusieurs millions aux membres du clergé.

Sous un tel régime, on peut dire que les droits s'effa-

gaient, disparaissaient devant les charges. Et cependant la nation et tous les gouvernements qui l'avaient juridiquement personnifié avaient cru politique de le conserver. C'est que l'on considérait la religion à la fois comme un service et comme une force.

Mais on connaît l'évolution qui s'est faite dans les esprits ; ceux-ci peu à peu se sont habitués à penser que l'ingérence de l'Etat dans le domaine de la conscience ne pouvait qu'être nuisible. Les événements tendaient à le prouver. Imbu de ces idées, l'on conçut l'Eglise service privé ; c'était la séparation faite dans les esprits bien avant que dans la réalité. Cette dernière suivit bientôt.

Quelles étaient les conséquences de la transformation ? L'Etat n'assure plus le service ; il supprime donc les charges qu'il s'était imposées. Va-t-il se dépouiller de ses droits ? Non pas ; et cela non seulement parce qu'il est par sa nature, par son essence accapareur, mais parce qu'il ne veut reconnaître aucune corrélation entre les charges et ses droits ; et alors peut se produire ce fait très simple théoriquement qu'en supprimant le service l'Etat peut, s'il le veut, ruiner, anéantir presque la transformation en service privé. Le culte avait besoin d'argent, de lieux de réunions ; les édifices sont à l'Etat et c'est lui qui fournit les subsides, il peut reprendre les premiers, supprimer les seconds.

On ne peut nier que ce soit là un mode plutôt brutal et qu'il serait le fait d'un gouvernement despotique et tyrannique, mais cette séparation théorique peut néanmoins se réaliser ainsi. Sans doute l'Etat n'a aucun avantage à la faire telle ; politiquement, il risquerait plus d'y perdre que d'y gagner.

Cependant la chose est possible, et si nous l'envisageons,

c'est pour mieux faire ressortir les avantages qu'offrait pour l'Eglise le régime concordataire, les risques que lui faisait courir une séparation.

Il était difficile, en effet, de trouver un régime plus avantageux, non pas peut-être au point de vue moral, mais au point de vue matériel que le régime concordataire.

La question que nous traitons au cours de cette étude va être l'écueil de la loi de séparation, écueil sur lequel on manquera bientôt de s'échouer.

L'édifice du culte sera en effet, le pivot de la loi que l'on va discuter ; et du régime qu'on lui assignera sortira de cette œuvre législative une ère d'agitation ou de tranquillité.

Il ne faut pas oublier comment l'Etat a acquis ses droits sur les édifices du culte, comment à la faveur d'un grand acte, s'est glissée cette usurpation, cette erreur qui subsiste aujourd'hui et qui, on doit le dire, est une véritable anomalie dans nos temps modernes.

Comment comprendre que l'Etat neutre possède les édifices de tous les cultes ?

Et maintenant que l'occasion va se présenter pour lui de rendre ce qu'il n'a aucune raison valable de garder, il s'enfermera plus que jamais dans son intransigeance et son absolutisme. C'est qu'il croirait déroger en donnant cette partie morte de son patrimoine, mais sur laquelle il se sent des instincts de maître et de propriétaire. Va-t-il donc user de ses droits, va-t-il faire un pas de plus dans la conquête révolutionnaire ; en 1789, il a pris les édifices, va-t-il aujourd'hui chasser le culte pour en exploiter la propriété ?

C'est sans doute un droit pour lui, et nous verrons bientôt que le législateur commença par l'affirmer, mais que soudainement pris comme d'un remords de la voie malheureuse où il s'était engagé, il reviendra à des idées à la fois plus justes et plus libérales.

CHAPITRE II

LES ÉDIFICES DU CULTE DEVANT LES CHAMBRES.

Il n'est pas sans intérêt, avant d'examiner quelle situation la loi de 1905 a créée pour les édifices du culte, de considérer l'évolution qui s'est faite au sein même du Parlement ; on comprendra mieux ainsi les tendances inspiratrices de la nouvelle loi ; on saisira mieux aussi l'effort sincère de libéralisme que fit la Chambre. On peut dire que dans cette matière, comme d'ailleurs dans presque toute la loi de séparation, le Sénat ne joua qu'un rôle très secondaire.

Avec la chute du régime concordataire qu'allaient devenir les édifices du culte ? Qu'allaient statuer les nouveaux législateurs ?

Après un examen attentif de la question, on peut dire que trois solutions leur étaient offertes.

L'Etat et les communes pouvaient, comme propriétaires, tout d'abord reprendre leurs biens purement et simplement et retirer la jouissance à ceux qui jusque là l'avaient obtenue. Les édifices du culte ne seraient plus que des immeubles dont ils disposeraient comme de simples propriétés. Si l'Eglise voulait retrouver ses droits anciens d'usage et de jouissance, elle le pourrait ; mais n'étant plus reconnue par l'Etat, elle le ferait à titre particulier et en conséquence paierait un droit de location.

Ce premier système, s'il était de droit strict, n'en était

pas moins d'une rigueur excessive, et peut-être aurait-on pu lui appliquer la célèbre maxime « *summum jus, summa injuria* ». On laissait ainsi la plupart des édifices à la merci des conseils municipaux qui en disposeraient à leur volonté. N'était-il pas dangereux de leur mettre pareille arme entre les mains ? Les esprits étaient-ils véritablement assez calmes, touchant les questions religieuses, pour pouvoir les discuter avec sang-froid sans s'abandonner aux passions politiques ? Or cette discussion ne pouvait que revenir fréquemment et à tout propos, particulièrement pour les contrats de location. D'ailleurs le conseil municipal représentait-il la communauté des habitants qui avaient l'habitude de participer aux cérémonies de l'Eglise ? Certainement non, car les femmes n'y étaient pas comprises. Ce système avait en outre le défaut de manquer de souplesse d'adaptation, et ce n'était pas la moindre des critiques qu'on lui pouvait adresser. Si l'Etat et les communes se proclamaient propriétaires des édifices du culte, si la jurisprudence, après quelques hésitations, avait consacré cette théorie, il n'en était pas moins certain que les fidèles se considéraient dans les églises comme chez eux et que des habitudes séculaires ne leur avaient guère fait songer aux conséquences d'une théorie, que pour la plupart ils ignoraient, et dont on allait tout à coup leur rappeler avec brutalité les conséquences. N'était-ce pas froisser dans ce qu'elle a de plus intime le sentiment des populations, provoquer des troubles dans tout le pays, aller au-devant d'une agitation certaine ? En admettant même que la foi religieuse se fût affaiblie, on ne pouvait nier que les habitudes, les traditions s'étaient conservées et que plus d'un indifférent se serait peut-être ému d'un tel bouleversement.

Un second système plus libéral consistait à laisser gratuitement les édifices du culte à la disposition des fidèles ou à leur faire remettre une somme extrêmement modique, un franc par exemple ; mais l'Etat s'en réservant toujours la propriété comme une sorte de domaine éminent.

Ce second système avait l'avantage de ménager de la façon la plus absolue pour les fidèles la transition entre le régime concordataire et le régime séparatiste ; les églises restaient ouvertes à tous comme jadis, et rien pour ainsi dire n'était changé. La situation nouvelle n'était alors que la continuation d'un état de fait antérieur.

Enfin un troisième et dernier système se présentait ; c'était de donner, d'autres disaient de rendre la propriété des édifices du culte à l'Eglise ou mieux à ses représentants. L'Etat, les communes se dépouilleraient de tous leurs droits et corrélativement de toutes leurs charges.

En faveur de ce dernier système, l'on pouvait invoquer les avantages d'une séparation peut-être plus complète en ce sens que l'Etat et les communes n'auraient plus jamais à intervenir dans la question des édifices. Ils se trouvaient tous deux exonérés de charges très lourdes au cas où de grosses réparations auraient lieu d'être faites et où les fidèles n'auraient pas les ressources suffisantes pour les effectuer. Enfin, n'était-ce pas une compensation, une satisfaction accordée aux catholiques qui tout à coup auraient à faire face à des frais multiples et à combler eux-mêmes le vide d'un budget de près de quarante millions ?

Lorsque le gouvernement apporta son projet de loi, beaucoup d'autres émanant des membres du Parlement avaient été antérieurement déposés et tous examinaient avec soin la question des édifices.

Les projets Ernest Roche (26 octobre 1902), de Pressensé

(7 avril 1903), Hubbard (26 mai 1903), se prononçaient en faveur du premier système que nous avons étudié, c'est-à-dire la location et quelques-uns même la location obligatoire.

Le projet Réveillaud du 25 juin 1903 demandait (titre III, article 11) « que les édifices du culte fussent laissés à la disposition d'associations formées pour l'exercice du culte moyennant une redevance annuelle de un franc par édifice, les frais d'entretien et de grosses réparations restant à la charge des associations ».

Enfin, les projets Flourens, Grosjean et Berthoulat demandaient la concession gratuite des édifices du culte aux associations sur leur simple demande et sous la seule condition de ne pas les détourner de leur affectation religieuse.

Au moment où le gouvernement déposa son projet de loi touchant la Séparation, personne n'avait encore proposé le troisième système ; il ne le fut que plus tard au cours de la discussion.

Tels étaient les divers systèmes proposés lorsque la commission de la Chambre se mit à l'œuvre et lorsque son rapporteur déposa l'important travail qui servit de base aux discussions du Parlement.

Disons tout de suite que le gouvernement se solidarisa bientôt d'une façon étroite avec la commission et en toutes matières se prononça comme elle.

Le projet déposé par la commission (1) traitait la question des édifices du culte au titre III, quatre articles, les articles 10, 11, 12 et 13 réglaient leur avenir. Nous les citons intégralement pour que l'on se rende compte de ce

(1) V. *J. off.*, *Doc. parl.*, 1904, II, p. 254.

qu'il restera des idées de la commission lors du vote de la loi.

ART. 10. — Les édifices antérieurs au Concordat servant à l'exercice des cultes ou au logement de leurs ministres, cathédrales, églises, chapelles de secours, temples, synagogues, archevêchés, évêchés, presbytères, séminaires ainsi que leurs dépendances immobilières et les objets mobiliers qui les garnissaient au moment où lesdits édifices ont été mis à la disposition des cultes sont et demeurent propriété de l'Etat, des départements ou des communes qui devront en laisser la jouissance gratuite pendant deux années à partir de la promulgation de la présente loi, aux établissements ecclésiastiques, puis aux associations formées pour l'exercice du culte dans les anciennes circonscriptions des établissements ecclésiastiques supprimés.

L'Etat, les départements et les communes seront soumis à la même obligation en ce qui concerne les édifices postérieurs au Concordat dont ils seraient propriétaires, y compris les Facultés de théologie protestante.

ART. 11. — A l'expiration du délai ci-dessus fixé, l'Etat, les départements et les communes devront consentir aux associations, pour une durée n'excédant pas dix ans, la location des cathédrales, églises, chapelles de secours, temples et synagogues ainsi que les objets mobiliers qui les garnissent.

Le loyer ne sera pas supérieur à 10 p. 100 du revenu annuel moyen des établissements supprimés, ledit revenu calculé d'après les résultats des cinq dernières années antérieures à la promulgation de la présente loi, déduction

faite des recettes supprimées par la loi du 28 décembre 1904.

Les réparations locatives et d'entretien, ainsi que les frais d'assurance seront à la charge des établissements ou des associations.

En cas d'inexécution de ces prescriptions, la location sera résiliable.

Les associations locataires ne pourront se prévaloir contre l'Etat et les communes des dispositions des articles 1720 et 1721 du Code civil.

Elles pourront demander la résiliation du bail dans le cas où le bailleur se refuserait à exécuter les grosses réparations indispensables pour assurer la jouissance de l'immeuble.

ART. 12. — A l'expiration des périodes de 7 et 12 ans ci-dessus prévues, l'Etat, les départements et les communes auront la libre disposition soit pour la location, soit pour la vente, des biens mobiliers et immobiliers leur appartenant.

Il en sera de même, après la période de jouissance gratuite, pour tous les biens dont la location aux associations formées pour l'exercice d'un culte n'est pas obligatoire ou n'aura pas été réalisée dans un délai d'un an à partir de la promulgation de la présente loi.

Toutefois aucun acte de location ou d'aliénation desdits biens ne pourra être consenti avant les trois dernières années du bail en cours.

ART. 13. — Les édifices du culte dont les établissements ecclésiastiques seraient propriétaires seront, avec les objets mobiliers les garnissant, attribués aux associations dans les conditions déterminées par le titre II.

Comme on le voit, la commission adoptait au fond la solution la plus rigoureuse, celle de droit strict ; cependant il convient d'ajouter qu'elle y avait apporté quelques tempéraments : d'une part celui de la jouissance gratuite pendant deux années, d'autre part celui de la location obligatoire pendant dix ou cinq ans, suivant que les édifices étaient proprement consacrés au culte ou à ses ministres et cette location obligatoire ne devait pas dépasser un certain taux.

La période directe qui devait suivre la promulgation de la loi semblait donc ménagée, mais le projet n'en méritait pas moins de sérieuses critiques. Avec lui, l'édifice du culte devenait en effet dans l'avenir véritablement la chose de l'Etat et des communes qui pourront un jour louer ou vendre suivant la majorité de leurs représentants.

Louer, n'était-ce pas tenir sans cesse en éveil des partis qui se créeraient sur et pour cette question dont on ferait peut-être un terrain électoral ?

Vendre, même avec le consentement d'une majorité, n'était-ce pas mépriser les sentiments profondément respectables d'une minorité ?

A côté de ces dispositions générales peu favorables, nous en trouvons d'autres non moins clémentes, peut-être plus insidieuses dans la finale de l'article 11. Il y est dit, d'abord, que les associations locataires ne pourront se prévaloir contre l'Etat et les communes des dispositions des articles 1720 et 1721 du Code civil ; or l'article 1720 dit « que le bailleur est tenu de délivrer la chose en bon état de réparations de toute espèce. Il doit y faire pendant la durée du bail toutes les réparations qui peuvent devenir nécessaires autres que les locatives ». Ainsi l'association qui loue un édifice du culte peut être, dès le début,

contrainte, si elle veut le conserver, à des réparations très onéreuses. N'est-ce pas conséquemment l'empêcher parfois d'en prendre possession ? Puis au cours du bail, les grosses réparations qui légalement sont à la charge du bailleur ne peuvent ici lui incomber ; on ne saurait se prévaloir contre lui de l'article 1720. Il nous paraît difficile d'appuyer cette argumentation d'un bon raisonnement.

Par contre les grosses réparations ne sont pas non plus d'une façon absolue à la charge du locataire, en ce sens que celui-ci pourra demander la résiliation du bail, si le bailleur ne consent pas à titre amiable à subvenir à ces frais.

Il y avait là tout un système hybride de dispositions anormales peu favorables aux locataires, comme d'ailleurs aux propriétaires ; les locataires sans ressources, sachant d'avance qu'ils devront abandonner l'édifice, ayant tout avantage à en user le plus longtemps possible sans y faire des grosses réparations et les propriétaires étant obligés de recevoir un immeuble déprécié qui grèvera leur budget tout à coup d'une manière fort onéreuse, sans avantages bien appréciables puisqu'il leur sera sans doute difficile d'en tirer par la suite de gros revenus.

Toutefois l'on respectait la propriété des édifices appartenant aux fabriques (art. 13). Mais ils étaient peu nombreux, à peine 1000 dans toute la France, selon les déclarations du ministre des cultes.

Malgré ces adoucissements et ces atténuations (1), le régime ainsi conçu par la commission n'en restait pas moins un régime peu libéral et contenant en lui-même un vice radical : la précarité.

(1) Plusieurs parlementaires en avaient demandé la suppression. V. amendement Allard, 8 juin 1905, *J. off.*, p. 2109.

Trois membres proclamèrent nettement ce vice et en des amendements différents demandèrent l'application du système final que nous avons examiné au début de ce chapitre, c'est-à-dire le transfert de la propriété des églises aux associations cultuelles. Ce furent : MM. Dansette, Auffray et Augagneur.

Le premier fit remarquer que le système de la commission serait la source de contestations perpétuelles, qu'en le votant, on méconnaîtrait la destination sacrée des édifices. « Les églises, disait-il, ont été bâties dans un but déterminé exclusif quelle que soit leur architecture. Elles résument dans leurs murs la mentalité des âges disparus, elle sont un lambeau de notre histoire nationale, elles sont un lieu de prières et de recueillement où s'accomplissent les actes principaux de la vie domestique depuis le baptême des enfants jusqu'aux suprêmes devoirs rendus à ceux qui ne sont plus et dont la disparition a laissé dans nos âmes la désolation et la douleur. Un gouvernement se grandit lui-même à respecter ces choses pieuses et nobles. La politique n'est pas une science de formules et de vérités mathématiques ; elle est faite par des hommes et pour des hommes ; elle a le devoir de tenir compte du sentiment public même lorsque comme c'est le cas aujourd'hui, les gouvernants estiment que ce sentiment ne repose que sur des erreurs et des préjugés (1). »

M. Auffray soutint que la plupart des églises actuelles dataient de l'ancien régime où elles avaient été construites avec l'argent des fabriques, c'est-à-dire des fidèles ; que parmi les églises vendues lors de la Révolution beaucoup avaient été rendues même avant l'an IV, par leurs acqué-

(1) 8 juin 1905, *J. off.*, *Débats parlementaires*, p. 2143.

reurs à l'effet d'une destination spéciale : l'exercice du culte ; que depuis le Concordat enfin, la plus grosse partie des réparations avait été exécutée non par les communes ou l'Etat, mais par les fabriques ; qu'en conséquence il serait juste de leur rendre un bien sur lequel elles avaient tant dépensé (1).

Quant à M. Augagneur, il fit valoir en faveur de son amendement des considérations d'ordre pratique ; pour lui, ces édifices n'étaient capables que de créer des charges pour les communes et l'Etat, surtout avec la location obligatoire. Quels revenus pourrait-on jamais tirer de pareils immeubles ? N'étaient-ils pas impropres à toute autre chose qu'à l'exercice du culte ? qu'étaient devenues, dans les villes où il en existe, les églises désaffectées ? Des granges pour la plupart. Ce qu'il faut, disait-il, avant tout, c'était éviter des charges aux communes, et il ajoutait que dans les conditions proposées c'était « un métier de dupe que d'être propriétaire ».

Toutefois le système de M. Augagneur ne s'étendait qu'aux édifices du culte proprement dit et ne s'appliquait nullement aux presbytères, palais épiscopaux et séminaires dont l'Etat ou les communes reprenaient immédiatement possession. Il est aussi bon d'ajouter que cette première partie de sa disposition était singulièrement atténuée sinon contredite par une seconde partie dont les tendances libérales prêtaient à discussion.

Malgré la défense éloquente dont ils furent successivement l'objet, les amendements Dansette, Auffray et Augagneur furent repoussés (2).

(1) 8 juin 1905, *J. off.*, p. 2115.

(2) Le 29 novembre 1905, M. l'amiral de Cuverville reprit au Sénat un amendement semblable, mais il fut repoussé à une grosse majorité.

L'on pouvait croire alors que le vice radical dont la loi était atteinte allait subsister, lorsque à la fin de la journée du 8 juin 1905, un véritable coup de théâtre se produisit. M. Flandin monta à la tribune et avec un rare talent fit saisir la faute que l'on allait commettre. La Révolution, disait-il, avait fait une erreur grave en cette matière ; il était prudent de ne pas la renouveler. Il ne fallait pas oublier que l'article relatif aux édifices du culte était « la pierre de touche » de toute la loi de séparation et que de lui dépendrait le jugement que l'on porterait sur cette œuvre. Il fit remarquer que conserver ce vice de précarité c'était ruiner des milliers d'ouvriers qui vivent de l'Eglise : les peintres verriers, les mosaïstes, les menuisiers d'art, les facteurs d'orgue, les fondeurs de cloche, etc. Comment en effet, avec une location aussi précaire, les associations cultuelles oseraient-elles faire face à des dépenses qui risqueront sans cesse d'être perdues ? Et il terminait son discours en disant : « A l'heure actuelle, Messieurs, la question qui tient le plus étroitement au cœur des masses religieuses, la question qui, je puis le dire, les angoisse profondément, c'est celle que vous discutez en ce moment, c'est la question des édifices du culte. Vous pouvez demander aux croyants tous les sacrifices, hormis un seul, hormis celui de la vieille église, qui à leurs yeux se confond avec leur foi. Vous ne la leur arracherez pas sans risquer de les détacher violemment de la République. J'en sais même beaucoup, parmi ceux qui depuis longtemps ont désappris le chemin de l'église, qui ne verraient pas sans un sentiment pénible troubler des habitudes séculaires et profondément respectables (1). »

(1) 8 juin 1905, *J. off.*, p. 2122.

Comme conclusion, M. Flandin proposait de louer les édifices du culte aux associations cultuelles par baux emphytéotiques de 99 ans moyennant un franc.

Il ne demandait pas le transfert de propriété, mais pratiquement les conséquences de sa proposition étaient semblables.

Le remarquable discours de M. Flandin émut la Chambre et elle prit son amendement en considération (1).

On ne saurait trop insister sur l'importance de cet événement, car c'était le renversement absolu du système de la commission, l'amélioration de la loi de séparation. Dès lors on entrait dans une nouvelle phase empreinte de libéralisme.

Le lendemain 9 juin, la commission revenait avec un nouveau texte ; elle avait abandonné sa première rédaction, mais n'avait pas cependant adopté la proposition de bail emphytéotique faite par M. Flandin.

Son système était, à notre avis, encore préférable ; il consistait dans la concession de jouissance perpétuelle et gratuite de tous les édifices affectés au culte.

Après avoir stipulé dans l'article 10 que les édifices du culte restaient la propriété de l'Etat, des départements et des communes, l'article 11 disait désormais : Les « édifices servant à l'exercice public du culte ainsi que les objets mobiliers les garnissant seront laissés gratuitement à la disposition des établissements publics du culte, puis des associations appelées à les remplacer auxquelles les biens de ces établissements auront été attribués par application des dispositions du titre II. »

Le principe nouvellement consacré devait désormais

(1) L'amendement fut adopté par 295 voix contre 276.

subsister, et l'on ne peut que s'en féliciter. C'était l'abandon total de toutes les idées anciennes.

On assurait la paix des consciences ; plus de discussions ni de questions électorales à propos des églises ; les âmes pieuses ne verraient plus ces augustes monuments qu'elles révèrent tomber entre des mains impies, servir de lieux de plaisir comme on l'avait fait prévoir. On respectait la tradition qui veut que ces monuments aient une destination spéciale. On consacrait en quelque sorte la perpétuité de cette tradition.

CHAPITRE III

LES ÉDIFICES DU CULTE SOUS LA LOI DE 1905 (1).

Dans notre précédent chapitre, nous avons donné un rapide aperçu de l'évolution des idées parlementaires touchant cette question vitale des édifices du culte ; nous avons vu quelle situation générale serait faite à l'ensemble des églises de France, mais nous n'avons étudié que la question de principe.

La loi votée, il nous reste à rechercher d'abord, si cette situation était celle qui devait s'appliquer à tous les édifices, ensuite quelles étaient les règles de jouissance, les causes de cessation de cette jouissance ou même de désaffectation. Puis à côté des édifices du culte proprement dits que jusqu'ici nous avons seuls envisagés, nous aurons encore à examiner la condition très spéciale faite par la loi de séparation aux édifices destinés au logement ou à l'éducation des ministres du culte ; nous voulons parler des archevêchés, presbytères, séminaires.

Enfin, nous consacrerons, pour terminer, une courte étude aux dispositions de la loi relatives aux édifices présentant un intérêt artistique ou historique.

Pour plus de clarté chacune de ces questions sera traitée dans des sections différentes.

(1) Loi du 9 décembre 1905. — V. *Texte*, p. 223.

SECTION I. — Les édifices affectés au culte.

I. — La propriété.

La rédaction même de l'article 12 concernant la propriété, laisse subsister la distinction que nous avons déjà faite entre les édifices du culte antérieurs au Concordat et ceux qui lui sont postérieurs.

Cette distinction n'était pas inutile et la loi de 1905 aura au moins le mérite d'avoir clairement défini qui était propriétaire des édifices du culte ; il est bon de remarquer, en effet, bien que cela puisse paraître étrange, que c'est là le premier texte législatif en la matière. Pour les édifices antérieurs au Concordat la solution adoptée est celle qui depuis de longues années était admise par la jurisprudence. Dans notre titre I, nous avons examiné déjà sur quels textes se fondait cette jurisprudence et combien cette base nous avait paru fragile. Nous n'y reviendrons pas ici.

Les édifices du culte antérieurs à la loi du 18 germinal de l'an X sont donc et demeurent propriété de l'Etat, des départements et des communes suivant les distinctions que nous avons déjà faites.

N'y avait-il pas lieu cependant d'éviter une telle généralisation et n'aurait-il pas été juste, profitant d'une œuvre législative nouvelle, de faire une situation spéciale à certains édifices antérieurs au Concordat.

Certaines églises, par exemple, lors de la vente des biens du clergé, avaient été rachetées par des particuliers, puis rendues à la commune, mais sous une affectation expresse au culte.

M. Tiger, dans son étude sur les édifices du culte de la

Sarthe, nous en donne plusieurs exemples, entre autres une délibération du 14 brumaire an IV, qui s'exprime dans les termes suivants :

« Nous, habitants de la commune de Songi-le-Ganelon, désirons que le culte soit observé dans la ci-devant église de la dite commune, et sur ce, et en conséquence, le citoyen René Lamare, adjudicataire de ladite église, la cède et abandonne auxdits habitants pour la célébration de leur culte.

« Fait et arrêté à la maison commune dudit Songi.

Signé : R. FORTI, J. BELIN, etc. »

Assez nombreuses sont des églises dans le même cas. Puisque les pouvoirs publics ne reconnaissent plus de culte, n'aurait-il pas été équitable de rendre ces édifices aux représentants mêmes du culte, d'en céder à nouveau la propriété ?

Sans doute, le principe admis était, comme nous l'avons déjà vu celui de la jouissance perpétuelle au profit des associations cultuelles, mais il n'en était pas moins vrai que dans certains cas que nous étudierons plus loin, l'église pouvait être désaffectée. En la rendant au culte, n'eût-ce pas été la meilleure manière de faire sûrement respecter et pour toujours la volonté du donateur ?

Néanmoins, on ne fit rien à cet égard.

Devait-on comprendre aussi dans l'article 12 les églises qui, au moment du Concordat, étaient propriétés privées et furent ensuite rendues soit à la fabrique, soit à la commune pour être affectées au culte ?

A cette question posée par M. Gayraud (1), le ministre répondit que ce serait là une question d'espèces :

En conséquence, les particuliers qui croiraient avoir des

(1) *J. off.*, p. 2117.

droits sur une église peuvent les faire valoir devant les tribunaux.

Tous les édifices du culte antérieurs au Concordat sont donc considérés comme propriétés de l'Etat, des départements ou des communes, et cela sans tenir compte des impenses parfois considérables qui ont pu être faites par les fidèles.

Quant aux édifices du culte postérieurs au Concordat, ils peuvent appartenir, suivant les cas, à l'Etat, aux communes ou à la fabrique suivant que ce sont les uns ou les autres qui ont reçu ou fourni le terrain et construit. Ceux qui appartenaient aux fabriques seront transférés, suivant les règles de l'article IV, aux associations cultuelles (1).

S'il y a contestation sur la propriété, comme la loi de 1905 ne dit rien à ce sujet, il faudra résoudre la question d'après les règles du droit commun, c'est-à-dire d'abord d'après les titres et à défaut par tous les autres modes de preuve, principalement les délibérations des conseils de fabrique ou des conseils municipaux. En aucun cas en effet il n'y a présomption de propriété.

Un autre point délicat touchant la propriété des églises restait à régler ; c'était celui de l'application de l'article 552 aux édifices construits à frais communs. Peu soutenue à la Chambre, cette question fut plus développée au Sénat, en particulier par M. Riou (2).

Voici comment se posait le problème :

(1) Il existe cependant des églises qui appartenaient aux fabriques et dont celles-ci vont perdre la propriété ; ce sont celles qui leur avaient été données en vertu du décret de 1806. On peut en effet les considérer comme une dotation de la part de l'Etat, or d'après l'article 5, « ceux des biens qui proviennent de l'Etat et qui ne sont pas grevés d'une fondation pieuse feront retour à l'Etat. »

(2) Chambre, 13 juin 1905, *J. off.*, 2180 ; Sénat, 29 nov. 1905.

Dans un grand nombre de communes, les églises ont été construites avec l'argent de la fabrique ou des particuliers ; mais sur un terrain communal où légalement en vertu de l'article 552, la propriété du sol emporte la propriété du dessus, ces églises bien que construites avec l'argent des fidèles deviennent propriétés communales.

L'application stricte des règles du Code n'était-elle pas ici injuste puisque la propriété du dessus était de beaucoup supérieure à la propriété du dessous ?

M. Riou fit remarquer sur ce point la situation exceptionnelle de certains diocèses comme le diocèse d'Orléans où beaucoup d'églises avaient été construites par les fabriques (1), où une seule récemment édiflée, l'église Saint-

(1) On pouvait ajouter aussi les travaux de reconstruction par lesquels l'Etat, les départements ou les communes n'avaient contribué que dans une faible part. Voici les chiffres que M. Tiger a recueillis pour la Sarthe.

I. — *Subventions de l'Etat pour reconstruction et réparations comparées à celles fournies par les habitants.*

Nom des communes	Subvention de l'Etat	Subvention des habitants
Arthézé	5.400	32.015
St-Denis-d'Orgues	6.000	63.301
Laigné	10.000	108.043
Fresnay	12.000	77.658
Parennes	5.000	87.350
Pouillet	6.500	58.926
Yvrèle Polin.	6.000	42.361
Parcé.	10.000	142.000
Sablé.	45.000	680.000
St-Pavin-au-Mans	10.000	240.000

II. — *Subventions du département.*

Pour tout le département :

en 1838.	3.000
1850.	3.000
1871.	6.000

Ces sommes ne furent pas toujours dépensées.

Paterne, avait coûté aux fidèles plus de 1.900.000 francs ; aussi M. Riou proposait-il que dans tous les cas prévus par les articles 552 et suivants, les associations cultuelles eussent le droit de rédimier au moyen d'annuités à longs termes les subventions en nature ou en argent qui leur avaient été faites avant la promulgation de la loi par l'Etat, les départements ou les communes pour la construction d'édifices servant au culte ou au logement de ses ministres.

Le système de M. Riou, équitable en soi, avait le malheur de rouvrir une question sur laquelle on était bien décidé de ne plus revenir. Si l'on permettait en effet le rachat des terrains sur lesquels les églises modernes venaient d'être construites, qui empêcherait les fidèles de racheter le sol sur lequel avaient été bâties toutes les au-

III. — Subventions des communes.

Noms	Subvention de la commune	Subvention des habitants
Coulié	rien	20.000
Laigné	»	108.043
St-Denis-d'Orgues	»	63.301
Pont-de-Genne	100	25.000
Parennes	paie l'assurance	87.350
Fresnay	maître-autel	89.075
Pouillet	rien	58.926
Marolles-les-Brault	»	20.000
St-Patré	»	16.315
Luché	»	16.600
Souigné-sur-Sarthe	»	16.198
Conflans	800	13.000
St-Jean-de-la-Motte	rien	45.930
Louplande	945	70.000
Parcé	2.000	142.000
Vallon	rien	14.100
St-Victour	»	20.000
St-Pavin	30.000	240.000
St-Benoist-du-Mans	rien	129.000

tres églises. Rien assurément, et c'était cela que l'on ne voulait pas, car c'eût été la destruction de tous les principes consacrés depuis près de cent ans par la jurisprudence.

D'ailleurs, il faut bien dire qu'avec la concession de jouissance gratuite et indéfinie des édifices du culte accordée aux associations cultuelles, la question perdait beaucoup de son intérêt ; elle en retrouvait cependant, comme nous le verrons plus loin en ce qui concerne les presbytères, palais épiscopaux et séminaires, dont l'Etat, les départements ou les communes devaient bientôt reprendre possession.

Par 181 voix contre 31 la proposition de M. Riou fut repoussée.

Plus intéressante était encore peut-être la question des églises des pays annexés. Elle retint quelque temps l'attention de la Chambre.

Le projet de la commission ne disait rien touchant la propriété de ces édifices (1), et pourtant elle n'avait pas été sans susciter quelque controverse puisqu'il y avait désaccord entre la jurisprudence civile et le Conseil d'Etat.

A qui appartenaient les églises de Savoie et du comté de Nice lors de la séparation, à qui devaient-elles appartenir ?

Pour bien comprendre la question, il est nécessaire de faire un court exposé historique.

Avant 1789, il n'est pas douteux que les édifices du culte de ces contrées, non seulement les églises et les presbytères, mais même les cimetières appartenaient aux fabriques. Survient la Révolution française, et la Savoie, enthous-

(1) Ce fut M. Fernand David qui, sous forme d'amendement, fit établir un article à ce sujet.

siaste de nos idées, demande son annexion à la France ; elle est proclamée en 1792.

Le 26 octobre de la même année, l'assemblée des Allobroges décrète la nationalisation des biens du clergé.

Cependant comme en France, en vertu de la loi du 18 germinal de l'an X, les églises sont rendues à leur ancienne destination cultuelle et l'avis du Conseil d'Etat de l'an XIII qui attribuait la propriété des églises aux communes s'est appliqué sans nul doute aussi à la Savoie.

Mais avec la chute de l'Empire le duc de Savoie reprend ses Etats et les lois françaises sont abrogées. Pourtant rien de spécial n'est alors dit touchant les édifices du culte ; il faut attendre les lettres patentes du 5 avril 1825 et la décision solennelle du Sénat de Savoie du 22 août 1825 pour voir réapparaître officiellement le droit des fabriques.

Les fabriques sont alors reconnues propriétaires des églises, des presbytères et des cimetières.

En 1860, la Savoie est de nouveau annexée à la France, de même le Comté de Nice. Mais la convention diplomatique du 23 août 1860, article 7, stipulait le maintien intégral au profit de tous les établissements publics de leurs droits de propriété.

On ne faisait en cela que consacrer un principe de droit traditionnellement admis qui interdit de porter atteinte aux droits acquis.

Mais justement parce que l'on parlait de droits acquis, la question fut vivement discutée : Devait-on respecter le droit des fabriques proclamé solennellement en 1825 ? Devait-on les considérer au contraire comme une violation des principes révolutionnaires et que ceux-ci, avec la disparition de la royauté temporaire, avaient repris toutes leurs forces ?

En faveur de la première thèse éloquemment soutenue à la Chambre par M. Groussau (1) se prononçaient la plupart des décisions judiciaires (2).

Voici en particulier ce que disait le tribunal de Chambéry dans un jugement du 4 février 1880 : « Attendu enfin que l'annexion de la Savoie à la France a trouvé les fabriques propriétaires des églises et de leurs dépendances, que rien n'établit qu'elles aient été dépouillées alors d'un droit de propriété incontestable, le fait de l'annexion n'ayant pu porter atteinte à des droits légitimement acquis ; qu'aucune disposition législative n'est d'ailleurs intervenue alors en ce qui concerne les fabriques et qu'on doit en conclure que si pour l'avenir, les lois françaises sur cette matière doivent servir de règles, les droits acquis ont dû rester à l'abri de ces dispositions. Qu'il doit d'autant plus en être ainsi que si en France, les églises et leurs dépendances sont généralement considérées comme appartenant aux communes, c'est moins en vertu d'un texte de loi précis qu'en vertu d'une jurisprudence constante du Conseil d'Etat, jurisprudence basée sur ce que la propriété des églises avait été attribuée aux communes avant le Concordat, circonstance qui ne peut être invoquée en ce qui concerne les fabriques sous les lois sardes... (3) »

L'article 7 de la convention de 1860 n'était-il pas en faveur de cette théorie ? Et le ministre de l'intérieur, par une lettre en date du 25 février 1894, adressée au préfet de Savoie, n'avait-il pas reconnu le maintien intégral de tous les droits antérieurs aux établissements publics ?

Donc propriétaires avant 1860 des édifices du culte, les

(1) *J. off.*, 14 juin 1905.

(2) Trib. de Chambéry, 4 février 1880, 9 avril 1898, 14 mars 1902.

(3) D. 80.3.82.

fabriques n'avaient pas depuis cessé de l'être. On devait en conséquence leur faire simplement l'application de l'article 4 qui transférait les biens des fabriques aux associations.

Si, au contraire, l'on consacrait le principe proposé qui assimilait les édifices de la Savoie, à tous les édifices du culte français, ne pouvait-on pas dire qu'il y avait expropriation sans indemnité, la pire des injustices ?

Toutes autres étaient les prétentions des députés de la Savoie, particulièrement de MM. F. David et Empereur.

Ils soutenaient que l'assemblée des Allobroges en 1792, avait librement décrété la nationalisation des biens du clergé, que tous les décrets et avis du Conseil d'Etat pendant la période révolutionnaire s'étaient, aussi bien que le Concordat et l'avis de pluviôse an XIII, parfaitement appliqués à la Savoie, en ce qui concernait les édifices du culte ; que ceux-ci par conséquent, étaient bien devenus propriétés communales ; que nous n'avions nullement à tenir compte de la législation sarde qui, en 1825, avait violé les principes de la législation française, lesquels, par le fait de la seconde annexion, étaient réapparus *ipso facto*. Pour eux, la période écoulée entre 1814 et 1860 n'existait pas.

Il en eût été sans doute tout autrement si la Savoie ne s'était trouvée française de 1792 à 1814.

D'ailleurs, l'article 7 de la convention de 1860 que l'on invoquait en faveur des droits acquis des établissements publics semblait être limitatif à cet égard. Voici, en effet, ce que disait un avis du Conseil d'Etat de 1896. « Il résulte des termes de l'article 7 que cet article a eu exclusivement en vue les biens susceptibles de revenus qui appartenaient aux collèges et établissements publics jouissant de sub-

ventions et de bourses de l'Etat et qu'il n'a été fait de réserves en faveur des fabriques ou mensues curiales des nouveaux départements, ni dans ledit article 7, ni dans l'article 3 relatif aux établissements ecclésiastiques, ni dans aucune autre disposition de ladite convention. » Et le même avis du Conseil d'Etat en conséquence se prononçait en faveur de la propriété des édifices du culte par les communes.

Il y avait aussi une disposition générale, celle du sénatus-consulte du 14 juin 1860, qui déclarait qu'à partir du 1^{er} janvier 1861 les lois françaises devraient être exécutoires en Savoie et à Nice.

Depuis longtemps déjà le gouvernement contre les décisions judiciaires suivait l'interprétation du Conseil d'Etat, et M. Darlan, garde des sceaux, l'avait notifié aux préfets par une circulaire. « Je n'ai pas besoin, disait-il, Monsieur le préfet, d'insister auprès de vous sur l'importance de cet avis qui, adopté par le gouvernement, tranche définitivement en faveur des communes le litige qui existait au sujet des anciens édifices paroissiaux et des cimetières. »

Ainsi donc, bien avant la discussion de la loi de séparation, il était reconnu par le gouvernement que les églises de Savoie et du comté de Nice étaient propriétés communales. Les législateurs de 1905 ont consacré cette thèse.

Reste à savoir si cette solution était conforme au droit et à l'équité. Il est bien certain que la base de notre législation sur les édifices du culte s'était appliquée jadis à la Savoie lors de sa première annexion et que si l'on prend pour point de départ les principes révolutionnaires ; c'est la législation sarde qui a violé des droits acquis en 1825.

Mais l'assemblée des Allobroges en 1792 n'avait-elle pas violé elle-même des droits beaucoup plus anciens, ceux de propriété des fabriques sur les édifices du culte, propriété parfaitement reconnue sous l'ancien régime ? Si donc nous voulons rechercher une erreur, c'est là qu'il faut remonter.

Telles furent les solutions apportées par la loi de 1905 aux différentes questions relatives à la propriété des édifices du culte.

Il ne nous reste plus maintenant, avant de terminer, ce paragraphe, qu'à examiner si cette propriété restera dans l'avenir comme sous le régime concordataire dans le domaine public.

Au premier abord l'on serait peut-être tenté de le croire ; le législateur n'a rien spécifié expressément et les édifices sont toujours affectés à un service et d'une manière indéterminée quant au temps.

Cependant, si l'on réfléchit que le but même de la loi de séparation est de ne plus reconnaître le culte comme un service public, que d'autre part l'affectation à un service public est pour la jurisprudence le critère de la domanialité publique, on sera bien forcé de reconnaître que les édifices du culte par là même ne rentrent plus dans le domaine public de l'Etat, des départements ou des communes (1).

Telle était bien d'ailleurs l'intention des Chambres. Le rapport présenté au nom de la commission s'exprimait ainsi : « On s'est abstenu de prescrire pour ces édifices aucune règle d'inaliénabilité. Les monuments historiques demeureront soumis à leur régime particulier à ce point de vue comme à tous les autres. Mais pour ceux qui ne sont point classés à ce titre, ils font par le fait de l'article 2

(1) Il faut cependant faire une exception pour les monuments classés en vertu de la loi de 1887.

partie du domaine privé, et les déclarer inaliénables eût été créer sans raison sérieuse une législation spéciale à leur égard.

« Il y avait au contraire intérêt à les maintenir dans les limites du droit commun, car l'Etat, les départements et les communes pourront ainsi, selon leur libre volonté, les céder aux associations cultuelles (1).

Il est bon de remarquer cependant qu'au moment où ces lignes furent écrites, le régime proposé était celui de la location. Il était donc incontestable dans ces conditions que faire rentrer les édifices du culte dans le domaine privé présentait au moins l'avantage pour les associations cultuelles de pouvoir s'en rendre acquéreurs.

Maintenant que ce régime de location a disparu, le fait pour les églises d'être rentré dans le domaine privé ne perd pas encore de son intérêt.

Si en effet, on admet en principe la jouissance perpétuelle des édifices du culte au profit des associations cultuelles, il n'en existe pas moins des causes de désaffectation. Désaffectée, l'église redevient la chose de la commune qui pourra dans la suite en disposer, par conséquent la vendre à une association cultuelle s'il s'en constitue.

N'oublions pas toutefois que ce faible avantage est compensé par bien des inconvénients ; l'église peut désormais être prescrite, des servitudes peuvent être acquises à son encontre.

L'association cultuelle agira donc sagement en se montrant plus vigilante que la fabrique de jadis pour surveiller et maintenir ses droits, et cela à l'encontre même de la commune.

(1) V. Chambre, *Doc. parl.*, 1904, t. II, p. 295.

II. — Jouissance et charges.

La jouissance des édifices du culte (1) est réglée par l'article 13 de la loi de 1905 et par l'article 27 du règlement d'administration publique du 16 mars 1906.

L'article 13 stipule que « les édifices servant à l'exercice public des cultes, ainsi que les objets mobiliers les garnissant, seront laissés gratuitement à la disposition des établissements publics du culte, puis des associations appelées à les remplacer auxquelles les biens de ces établissements auront été attribuées par application des dispositions du titre II ».

L'article 27 du règlement du 16 mars 1906 énonce le mode d'entrée en jouissance. « L'entrée en jouissance par les associations cultuelles des édifices du culte mentionnés dans les articles 13, 14 et 15 de la loi sus-visée est constatée par un procès-verbal administratif dressé soit par le préfet pour l'Etat et les départements, soit par le maire pour les communes; contradictoirement avec les représentants des associations ou eux dûment appelés. »

C'est donc d'après la loi de 1905, l'association cultuelle qui doit avoir la jouissance de l'édifice du culte ; nous nous trouvons par ce fait même obligés incidemment, avant d'aller plus loin, à en parler ; cependant nous nous abstenons sur cette question de détails inutiles. La réglementation des associations cultuelles qui occupe tout le titre IV de la loi de 1905 est extrêmement minutieuse et pourrait à elle seule faire l'objet de tout un travail. Mais elle ne nous intéresse qu'en partie et d'ailleurs pour le

(1) Lorsque la loi parle de jouissance d'édifices du culte, elle ne comprend bien entendu que ceux qui appartiennent à l'Etat, aux départements et aux communes.

culte catholique elle n'aura jamais eu l'occasion de fonctionner. Nous nous en tiendrons donc aux simples considérations générales qui peuvent être utiles à notre sujet.

Et d'abord qui dit « association cultuelle » ne veut pas dire « association religieuse ».

Un groupe de personnes peut se constituer en association pour atteindre un but quelconque de propagande religieuse. Elle n'aura pour cela qu'à se conformer aux prescriptions de la loi de 1901.

Tel n'est pas le fait de l'association cultuelle dont le but et l'objet se trouvent limitativement déterminés par le législateur de 1905. On pourrait la définir ainsi : « Un groupement de personnes à nombre déterminé par la loi, dont le but est de pourvoir d'une façon efficace à l'exercice direct du culte, c'est-à-dire à l'entretien d'un local, de ministres et d'objets destinés à ce culte, lequel doit être public et à la disposition de ceux qui veulent le pratiquer. »

En principe, l'association cultuelle est soumise à la loi du 1^{er} juillet 1901 ; l'article 48 le dit expressément. « Les associations formées pour subvenir aux frais, à l'entretien et à l'exercice public d'un culte devront être constituées conformément aux articles 5 et suivants du titre premier de la loi du 19 juillet 1901. Elles seront en outre soumises aux prescriptions de la présente loi. »

Les associations cultuelles sont donc à la fois sous l'empire de règles générales et de règles spéciales que l'on peut ainsi résumer. Tout d'abord, elles ont un objet limité : l'exercice du culte ; elles sont soumises à l'obligation d'une déclaration préalable, laquelle doit déterminer les limites territoriales dans lesquelles cette association doit fonctionner (1) ; le nombre de leurs membres, et c'est là une de

(1) Article 31 du règlement, 16 mars 1906.

leurs particularités, est déterminé suivant les cas (article 19) (1).

Ces associations peuvent, dans les formes déterminées par l'article 7 du décret du 16 août 1904, constituer des unions ayant une administration ou une direction centrale.

Mais par contre, les associations cultuelles doivent tenir un état de leurs recettes et de leurs dépenses sur lequel s'exerce le contrôle financier de l'administration de l'enregistrement et de l'inspection des finances.

Ce rapide examen permet de constater que l'association cultuelle n'est pas une association pleinement libre et qu'elle a des limites au delà desquelles elle ne saurait se mouvoir.

C'est elle qui doit remplacer la fabrique ; comme elle, elle aura la jouissance des immeubles affectés à l'exercice public du culte et elle aura cette jouissance théoriquement d'une manière indéfinie.

Dès lors, il est intéressant d'étudier quelle sera sa condition juridique vis-à-vis du propriétaire, que ce soit l'Etat, le département ou la commune, afin de savoir quelles règles devront lui être appliquées, s'il s'en forme, au cas de conflit.

Ces rapports entre l'association cultuelle et le propriétaire sont d'autant plus intéressants à définir que la loi s'est abstenue de nous donner tout renseignement à cet égard, bien que le sujet soit dans l'occasion particulièrement délicat.

Qu'est-ce en effet qu'un propriétaire qui n'aura jamais

(1) Dans les communes de moins de 10.000 habitants de 7 personnes ; dans celles de 10.000 à 20.000 de 15 personnes ; dans les communes dont le nombre est supérieur à 20.000 de 25 personnes.

en principe le droit d'user de sa propriété, qui n'en aura ni les charges, ni les avantages ?

D'autre part, dans quel cadre faire rentrer une personne morale ayant toutes les charges non seulement de la jouissance, mais même de la propriété sans en avoir tous les bénéfices ?

Sans doute, nous pouvons concevoir un propriétaire abdiquant tous les avantages de la propriété et s'exonérant par équivalence de toutes les charges. Il reste propriétaire pour recueillir la propriété au cas d'extinction du titulaire de la jouissance et en droit nous lui appliquerons, sauf conventions, spéciales les règles de la propriété.

C'est la situation de l'Etat, des départements, des communes, propriétaires des édifices du culte.

Mais dans quelle catégorie de droit ferons-nous rentrer l'association cultuelle ? est-elle usufruitière ? Il semble qu'au premier abord on soit tenté de répondre affirmativement. L'association cultuelle a en effet le droit de jouir de la chose dont un autre a la propriété, à charge d'en conserver la substance. Elle paraît donc répondre aux conditions élémentaires fixées par l'article 578.

Et cependant, l'on aurait tort de ne s'en tenir qu'à la définition.

Si nous poursuivons en effet un peu plus avant la lecture du Code, nous remarquons que « l'usufruitier a le droit de jouir de toute espèce de fruits soit naturels, soit industriels, soit civils que peut produire l'objet dont il a l'usufruit » (art. 582).

Ici, nous nous trouvons en contradiction flagrante avec la loi de séparation : l'association doit d'après cette dernière avoir un objet exclusivement cultuel, elle ne pourra donc en aucun cas exploiter le local dont elle jouit, en

tirer un revenu quelconque en le louant ; l'association cultuelle ne peut non plus céder son droit même à titre gratuit, et ici encore nous nous trouvons en opposition avec l'article 595.

Quant aux obligations de l'association cultuelle, elle s ne sont pas non plus les mêmes que celles de l'usufruitier. L'association cultuelle est tenue, comme nous allons le voir, des grosses réparations, l'usufruitier n'a à sa charge que les réparations d'entretien (art. 603). Enfin l'usufruit a un terme ; la jouissance de l'association cultuelle est en principe indéfinie et les quelques causes possibles de retrait ne rentrent nullement dans l'énumération limitative des articles 617 et 618.

Pour toutes ces raisons, il nous est impossible de considérer l'association cultuelle comme usufruitière.

Son droit se rapproche au contraire beaucoup plus de celui de l'usager.

Nous croyons, en effet, que le critère du droit d'usage est d'être personnel, c'est-à-dire d'être attaché à la personne qui en jouit et à elle seule, sans pouvoir être transmis d'une manière quelconque et par un mode quelconque.

« L'usager, dit l'article 631, ne peut céder, ni louer son droit à un autre. »

Ne retrouvons-nous pas là l'une des conditions restrictives de jouissance auxquelles sont soumises les associations cultuelles ?

Il n'en reste pas moins vrai que le droit d'usage n'est pas un droit perpétuel et que, dans la plupart des cas, il suit les règles de l'usufruit. On ne saurait donc lui assimiler le droit de l'association cultuelle.

Celui-ci reste donc un droit *sui generis* pour les règles

duquel il faudra se reporter à la loi de 1905, tout en lui appliquant cependant les règles de l'usage lorsqu'il peut rentrer dans ce cadre.

Pour entrer en jouissance de l'édifice du culte, l'association cultuelle possède évidemment une action réelle ; au cas de trouble, elle pourra de même exercer une action pour se faire maintenir dans la jouissance à laquelle elle a droit. Ces actions devront être exercées devant le tribunal du lieu où se trouve l'édifice.

Corrélativement à la jouissance perpétuelle, l'association cultuelle supporte des charges ; elles sont particulièrement onéreuses.

La première et la plus importante consiste à effectuer toutes les réparations, non seulement les réparations d'entretien, mais même les grosses réparations.

Il y a là une aggravation considérable sur l'ancien système, et M. Bérenger au Sénat s'efforça de démontrer que les associations cultuelles se trouveraient dans l'impossibilité de parer à ces charges, qu'il était nécessaire en conséquence de maintenir l'application de l'article 136, § 12, de la loi municipale de 1884 (1). Et M. Bérenger, comme base de sa démonstration, s'appuyait sur cette idée que l'association cultuelle n'était qu'usufruitière et qu'il était logique de lui appliquer les règles de l'usufruit. Nous avons déjà vu pour notre part qu'une telle assimilation était impossible.

La commission et le Sénat repoussèrent la proposition de M. Bérenger en considérant que l'association cultuelle se rapprochait beaucoup plus de l'emphytéote que de l'usufruitier ; qu'il y avait lieu de lui appliquer les règles de

(1) Sénat, 30 novembre 1905, *J. off.*, 1616.

l'emphytéose telles qu'elles sont définies par la loi du 25 juin 1902, article 8.

On saisit fort bien l'idée du Parlement. Considérant que les propriétaires : Etat, communes, ne tireraient aucun avantage de la propriété, il ne voulait à aucun prix leur en faire supporter les charges.

Ce que l'on comprend moins, c'est l'interdiction formelle faite (article 19 *in fine*) à l'Etat, aux départements et aux communes d'allouer une subvention quelconque aux associations cultuelles.

Pourquoi donc empêcher une commune, si elle le désire, de contribuer pour une part à la réparation d'une église ?

N'y allait-il même pas souvent de son intérêt ? Qu'arrivera-t-il en effet si l'association cultuelle est dans l'impossibilité de faire face aux dépenses parfois considérables des grosses réparations ?

Elle laissera tomber de vétusté l'édifice du culte, et en conséquence, celui-ci devra être désaffecté ; mais de quelle valeur sera pour la commune une propriété en ruines ? N'eût-il pas été plus sage de laisser au moins la commune libre de participer si bon lui semblait aux réparations d'un édifice qui lui appartient ?

Forcée de pourvoir elle-même aux grosses réparations, l'association cultuelle devra en plus soumettre un mois au moins avant l'exécution les projets de travaux au préfet ou au maire suivant que l'édifice du culte appartient à l'Etat, au département ou à la commune. Les travaux enfin devront être exécutés de manière à ne préjudicier sous aucun rapport aux édifices (art. 28 du décret du 16 mars 1906).

En outre des réparations, les associations cultuelles sont tenues d'assurer les édifices du culte. Remarquons

que la prime d'assurance peut parfois s'élever à un chiffre respectable puisqu'elle dépend de l'importance de l'immeuble.

Enfin la finale de l'article 13 stipule que les associations cultuelles sont tenues « des autres charges afférentes aux édifices et aux meubles les garnissant ».

Qu'a voulu dire le législateur ? Qu'a-t-il voulu cacher sous le vague de cette expression ? Il semble, en effet, qu'il eût été difficile d'être plus imprécis.

A-t-on voulu viser par là les frais qui, ordinairement, à raison de la chose, peuvent incomber au propriétaire et qui ici incombent à celui qui en a la jouissance ? Cela est assurément possible.

Il y a cependant une chose de certaine et qui résulte du débat parlementaire (1), c'est que dans ces mots, autres charges, on a compris les impôts et taxes diverses.

Ajoutons tout de suite que, néanmoins, par une disposition de faveur, les édifices du culte continueront à être exemptés de l'impôt foncier et de l'impôt des portes et fenêtres (art. 24) (2).

En résumé, si la jouissance perpétuelle des édifices du culte au profit des associations cultuelles peut être considérée comme une faveur, on ne peut nier qu'elle est largement contrebalancée par les charges auxquelles le législateur l'a assujettie, charges qui se trouvent aggravées par les causes de désaffectation que nous allons maintenant étudier.

(1) V. Chambre, *J. off.*, 2516.

(2) Cette disposition ne s'applique pas aux édifices du culte qui sont la propriété des fabriques. On a continué à ceux dont la propriété appartenait à l'Etat le régime de faveur qui était appliqué aux monuments affectés à un service public.

·III. — Désaffectation des édifices du culte.

Retrait de jouissance.

Pour des raisons que nous verrons postérieurement, nous réunissons dans un même paragraphe l'étude de ces deux questions.

Nous savons jusqu'ici qu'en principe les associations cultuelles ont la jouissance gratuite et perpétuelle des édifices du culte. N'y avait-il pas lieu cependant de prévoir des cas exceptionnels où cette jouissance pourrait cesser ?

Tout le monde fut d'accord sur ce point.

On ne pouvait nier en effet qu'il y eût des circonstances comme celles d'un abus de jouissance ou d'un défaut absolu d'entretien, où il y eût nécessité pour les pouvoirs publics, envisagés soit comme gardiens de l'ordre, soit comme propriétaires, de reprendre la jouissance qu'ils avaient concédée.

Deux sortes de mesures qui diffèrent par la gravité de leurs modes et de leurs conséquences ont été dans ce but laissés par la loi de 1905 à la disposition du pouvoir exécutif. Ce sont : la cessation de jouissance et la désaffectation.

La cessation de jouissance n'est que le retrait momentané de cette jouissance pour l'association cultuelle qui l'exerçait. L'édifice du culte reste toujours affecté au culte.

La désaffectation, au contraire, est l'acte par lequel les pouvoirs publics retirent à l'édifice sa propre destination.

Après la désaffectation, l'édifice du culte, redevenu libre propriété de l'Etat ou de la commune, est à leur disposition.

Sauf quelques exceptions, les causes du retrait de jouissance et celles de désaffectation sont les mêmes ; seuls

les modes et les conséquences différent. Présentant des caractères communs, nous les avons réunis sous une même rubrique, mais néanmoins pour plus de clarté nous les étudierons séparément.

Cessation de jouissance.

La loi de 1905, à l'article 13, n'énumère pas moins de cinq cas qui peuvent donner lieu au retrait de jouissance ou à la désaffectation ; nous les donnerons dans le même ordre :

1° Si l'association bénéficiaire est dissoute.

La dissolution pour une association n'est autre chose que la mort, et une personne morte à aucun titre ne peut posséder, cela est évidemment certain. Mais n'oublions pas que si la dissolution peut être volontaire, c'est-à-dire que si la majorité des membres constituant la dite association ont voté sa désagrégation, cette dissolution peut aussi être imposée, alors elle sera judiciaire. Les tribunaux sont en effet compétents pour connaître des infractions, commises par les associations cultuelles, aux règles formulées dans les articles 18 à 22 et peuvent à titre de peine prononcer leur dissolution.

2° Si en dehors des cas de force majeure, le culte cesse d'être célébré pendant plus de six mois consécutifs.

Le but de la loi était de n'affecter les édifices au culte qu'autant que cela était utile ; mais ce texte, bien que précisé par M. Ribot (1) qui fit excepter le cas de force majeure, peut encore donner lieu à controverse. Qu'est-ce en effet que la célébration du culte ?

Beaucoup ne sont pas d'accord sur la question. Stricte-

(1) Chambre, 9 juin 1905, *J. off.*, p. 2147.

ment, il semble bien que l'on ne doive entendre par là que la célébration des offices qui requièrent l'emploi d'objets du culte ; rigoureusement donc l'enseignement religieux devrait en être exclu. Nous pensons cependant qu'une loi devant toujours être interprétée dans le sens le plus libéral, il serait équitable de comprendre dans la célébration du culte tout ce qui a trait au culte. Bien des églises de campagne où le clergé n'est pas toujours suffisant, ne servent qu'à l'enseignement religieux, rarement à la célébration des rites. Doit-on donc pour cela les considérer comme inutilisées ?

3° Si la conservation de l'édifice ou celle des objets mobiliers classés en vertu de la loi de 1887 et de l'article 16 de la présente loi, est compromise par l'insuffisance d'entretien et après mise en demeure dûment notifiée du conseil municipal ou à son défaut du préfet.

La rédaction primitive du texte ne parlait que d'édifices et objets mobiliers. M. Ribot fit remarquer combien serait injuste et sévère une telle sanction pour défaut d'entretien de simples objets mobiliers, parfois de peu d'importance, sans compter les vexations de toute sorte que cette mesure apporterait. A sa demande on ne comprit parmi les objets mobiliers que ceux classés en vertu de la loi de 1887 qui seuls présenteraient un intérêt.

D'ailleurs ce défaut d'entretien doit avoir été signalé à l'association cultuelle avant qu'on ne puisse lui retirer la jouissance. Il faut en effet, dit la loi, une mise en demeure préalable émanant du conseil municipal. Il est bien certain cependant que la mise en demeure sera notifiée par le maire mais après délibération du conseil municipal.

4° Si l'association cesse de remplir son objet ou si les édifices sont détournés de leur destination.

De la lecture des débats parlementaires et de la précision qui une fois de plus a été apportée à la rédaction de ce texte ; il résulte qu'un seul acte étranger au culte ne suffirait pas pour priver l'association cultuelle de la jouissance. Il faut que l'édifice du culte soit détourné de sa destination ; cela implique nettement l'idée d'une série d'actes irréguliers.

Enfin, pour que l'association cesse de remplir son objet, il faut qu'elle ne subvienne plus à l'entretien et l'exercice du culte. Tel serait le cas d'une association cultuelle qui emploierait l'église pour y tenir des conférences non religieuses ou des spectacles.

5° Si elle ne satisfait pas soit aux obligations de l'article 6 ou du dernier paragraphe du présent article, soit aux prescriptions relatives aux monuments historiques.

Les obligations de l'article 6 consistent pour l'association cultuelle à succéder au passif des anciens établissements ecclésiastiques. Elle doit payer les dettes de ces établissements ; si elle s'y refuse, ce sera le propriétaire Etat, département ou commune qui sera responsable des dettes contractées, mais l'association cultuelle perdra la jouissance de l'édifice du culte. Quant aux prescriptions du dernier paragraphe de l'article, ce sont les charges mêmes que nous avons déjà étudiées et qui sont le corollaire direct de la jouissance gratuite et perpétuelle : réparations de toute nature, frais d'assurance et charges afférentes à l'édifice. La loi ne dit pas si la cessation de jouissance résultera de la simple constatation. Devant ce silence, il semble naturel d'appliquer le droit commun, c'est-à-dire de faire au préalable une mise en demeure.

Tels sont les cinq cas visés par la loi et où la jouissance de l'édifice du culte peut être retirée à l'association cul-

tuelle ; mais ce retrait de jouissance ne pourra toujours émaner que du pouvoir exécutif, alors même que l'édifice du culte ne serait pas la propriété de l'Etat, mais celle des communes. Il faut un décret et ce décret étant simple, l'association cultuelle pourra se pourvoir contre lui devant le Conseil d'Etat. Celui-ci statuera au contentieux.

Suivant les règles générales, ce recours ne sera pas suspensif à moins que tel soit l'avis du Conseil d'Etat lui-même.

Donc la cessation de jouissance doit être prononcée par décret, et ce décret est susceptible d'un recours. Nous verrons que par là elle diffère profondément de la désaffectation.

Désaffectation (1). — Nous avons déjà dit sommairement ce que c'était que la désaffectation. Elle mérite une étude attentive.

Sous l'empire de la loi de 1905, c'est en effet une des questions les plus délicates et dont la solution, bien que très améliorée sur les projets primitifs, ne donne pas encore toute satisfaction.

La concession perpétuelle de jouissance des édifices du culte n'est un régime acceptable qu'à la condition expresse d'être à l'abri de tout acte arbitraire de l'exécutif. C'est là, semble-t-il, un principe que l'on peut poser et dont doit tenir compte tout législateur soucieux d'un régime libéral. Si l'église aujourd'hui donnée, peut être retirée demain pour un motif quelconque et par un simple décret comme sous le régime concordataire, de quelle garantie peut être une telle loi.

(1) Nous ne parlerons ici que de la désaffectation ; il n'y a en effet rien à dire sur l'affectation des édifices du culte ; elle résulte de la loi même de 1905.

Il est bon de remarquer que si, sous l'ancien régime des cultes, une église pouvait être désaffectée par simple décret, la commune ou l'Etat était obligé de fournir un autre local pour l'exercice du culte. Le Concordat dénoncé, telle n'est plus la situation ; l'édifice du culte désaffecté est purement et simplement retiré aux fidèles et rien ne leur est donné en équivalent.

On comprend donc tout l'intérêt que présentait, au moment du vote de la loi de séparation, la question de la désaffectation des édifices du culte.

Ne rien préciser en la matière, c'était ouvrir d'une manière certaine la porte à un régime d'arbitraire et de vexation ; c'était presque réduire à néant toute l'œuvre législative que l'on s'était efforcé de rendre libérale.

Et pourtant, dans le premier texte présenté par la commission, non seulement, il n'était rien précisé sur la matière, mais le mot de désaffectation n'était même pas prononcé (1).

La lacune était par trop évidente, et lors même de la discussion de la loi, la commission introduisit dans l'article 11 qui devait devenir l'article 13 le paragraphe suivant : « La désaffectation de ces immeubles ne pourra être prononcée que par décret rendu en Conseil d'Etat. »

Elle semblait par là opposer les cas de désaffectation aux cas de cessation de jouissance dont elle parlait au paragraphe précédent qui commençait ainsi : « La cessation de cette jouissance et s'il y a lieu son transfert seront prononcés sauf recours au Conseil d'Etat statuant au contentieux si... », venait alors l'énumération des cas.

Ainsi donc, d'après la commission, l'association cultuelle

(1) V. Chambre, *Doc. parl.*, t. II, p. 301.

avait un recours contre une décision de cessation de jouissance dont les cas étaient limitativement prévus, mais elle était absolument impuissante contre un décret prononçant la désaffectation de l'édifice, décret qui pouvait être rendu à tous moments, sans motifs déterminés ou, comme le disait M. Ribot (1), par des motifs dont le gouvernement serait seul juge. « Ici, ajoutait-il, nous sentons tous qu'il y a contradiction sinon dans la pensée de la commission, au moins dans les textes, entre les dispositions précédentes et la disposition nouvelle. Vous garantisiez d'une part à l'association cultuelle qu'elle ne pourra jamais être troublée dans sa jouissance tant qu'elle ne se mettra pas dans un des cas prévus par la loi et, d'autre part, vous donnez au gouvernement le droit de désaffecter l'immeuble à tout moment. » Et très justement M. Ribot, dans son discours, demandait que « tant que la jouissance durerait sans qu'on puisse arguer d'aucun grief, on n'y pût mettre fin arbitrairement, ni par retrait, ni par désaffectation ».

Sans doute, on ne pouvait nier qu'il y eût des cas où la désaffectation s'imposait, mais il fallait les préciser.

C'est alors que le rapporteur, voulant donner satisfaction aux légitimes réclamations de M. Ribot, proposa la rédaction suivante :

« La désaffectation de ces immeubles pourra, dans les cas ci-dessus prévus, être prononcée par décret rendu en Conseil d'Etat.

« En dehors de ces cas, elle ne pourra l'être que par une loi. »

On limitait ainsi l'arbitraire gouvernemental, puisque la désaffectation désormais ne pourrait être prononcée que

(1) Chambre, *J. off.*, p. 2147.

dans les cas précédemment énumérés ; cependant on rouvrirait encore une porte de sortie au moyen de la loi.

Pourquoi faire réapparaître le législateur dont l'intervention dans les moments de passion politique ne pourrait qu'être fâcheuse ?

Il n'y avait de cela aucune bonne raison. On argua du seul motif d'utilité publique, mais comme on proposait de substituer ce motif à ce dernier paragraphe, la commission et le gouvernement s'y refusèrent.

On avait donc considérablement atténué la faute primitive, mais on ne l'avait pas complètement supprimée.

En outre des cas prévus comme causes de cessation de jouissance et qui pouvaient devenir causes de désaffectation, on en ajouta deux autres :

Le premier visait les églises où le culte n'aurait pas été célébré pendant plus d'un an avant la présente loi et celles qui ne seraient pas réclamées par une association culturelle dans le délai de deux ans après sa promulgation.

De telles églises peuvent être désaffectées par simple décret, « il en est de même, ajoutait l'article 13, pour les édifices dont la désaffectation aura été demandée antérieurement au 1^{er} juin 1905 ».

Ces décrets ne seront susceptibles d'aucun recours devant le Conseil d'Etat.

Au cours des débats parlementaires relatifs à la désaffectation, une question de la plus haute importance fut soulevée, mais malgré sa gravité ne reçut pas la moindre solution.

Il s'agissait de savoir si, un édifice étant désaffecté, l'association culturelle, dont les droits de jouissance se trouveraient lésés, aurait droit à une indemnité.

La question soulevée par M. Ribot (1), ne reçut qu'une violente protestation de M. Augagneur, mais aucune réponse de la part de la commission ni du gouvernement.

Pourtant elle n'était pas sans intérêt et l'on peut s'étonner de la manière dont elle fut esquivée.

En droit strict l'association cultuelle qui perd la jouissance d'un édifice du culte a-t-elle droit ou non à une indemnité ?

A notre avis, la réponse ne pouvait être dans tous les cas semblable.

Il faut distinguer suivant que la désaffectation a été prononcée, par suite d'une faute de l'association cultuelle ou, au contraire, si cette désaffectation a été prononcée en dehors de toute faute de la part de la même association.

L'association cultuelle serait en faute si la désaffectation était prononcée en vertu de l'un des cinq cas nettement déterminés à l'article 13. De quel droit pourrait-elle alors réclamer une indemnité ? N'était-elle pas prévenue des conséquences ? Ne savait-elle pas qu'en commettant tel acte considéré comme faute par la loi, la jouissance pouvait lui être totalement retirée ?

On peut dire que, dans ces cas, l'édifice est affecté au culte, mais sous condition résolutoire ; la condition se réalisant, *ipso facto* l'édifice du culte peut être désaffecté. L'association cultuelle ressemble à une personne dont le contrat est affecté d'une modalité et dont l'exécution entraîne la dissolution, l'extinction du contrat. Dans ce cas donc, l'association cultuelle n'aurait pas lieu d'être indemnisée.

Tout autre, à notre avis, serait la solution de la question

(1) Chambre, *J. off.*, p. 2148.

si l'édifice du culte est désaffecté en dehors de toute faute de la part de l'association, particulièrement si la désaffectation résulte d'une loi dont le but ne serait qu'une expropriation pour cause d'utilité publique.

Quelle raison sérieuse est-il alors possible d'invoquer pour déroger au droit commun ?

L'association cultuelle avait un droit acquis à la jouissance de l'édifice ; si donc pour une raison de force majeure on porte atteinte à ce droit acquis, il y a lieu certainement de l'indemniser du tort ou du préjudice qu'on lui cause. Ce n'est là que l'application du droit commun des règles les plus élémentaires d'équité. En vain pourrait-on prétendre avec M. Augagneur qu'un propriétaire ne saurait s'exproprier lui-même. Ce que l'on doit indemniser ici, ce n'est pas le propriétaire, mais celui qui a la jouissance de la propriété, jouissance à laquelle il avait droit pour un temps indéterminé, s'il ne commettait aucune des fautes prévues par la loi ; son droit est assez conséquent pour qu'on ne puisse le supprimer sans une juste et préalable compensation.

SECTION II. — Edifices servant au logement ou à l'éducation des ministres du culte. — Presbytères. — Palais épiscopaux — Séminaires.

Ce sont les articles 12 et 14 de la loi de 1905 qui règlent le sort de ces édifices. Nous les étudions ici dans une section spéciale d'une part à cause de leur réglementation particulière, d'autre part pour mieux faire comprendre l'esprit qui a présidé à la confection de la loi de séparation (1).

(1) Notons qu'il ne s'agit ici, comme pour les églises, que des immeu-

Les auteurs de cette loi qui dans un mouvement libéral avaient assuré le libre exercice du culte dans les églises en en concédant la jouissance gratuite et perpétuelle, craignant peut-être pour des motifs politiques d'aller trop avant dans cette voie, crurent bon de limiter aux seuls édifices du culte proprement dit ce régime de faveur.

Pour tous les autres édifices qui ne sont que l'accessoire, pourrait-on dire, de l'exercice du culte, on en revient à l'application du système de droit strict, celui qui considère la propriété des communes ou de l'Etat sur ces édifices comme celle d'un simple particulier qui a le droit de s'en servir comme bon lui semble, en usant pour lui-même ou en tirant des revenus en les louant à d'autres.

A ce système rigoureux, il est juste cependant de dire que la loi apporte un tempérament destiné à faciliter la transition entre un régime vieux de cent ans et le régime nouveau. Ce tempérament consiste à laisser un certain nombre d'années variant suivant les immeubles, pendant lesquelles la jouissance gratuite est accordée aux établissements ecclésiastiques puis aux associations cultuelles destinées à les remplacer.

Notons aussi qu'en échange de cette maigre faveur le législateur n'a apporté aucun régime d'exception. Propriétaires, l'Etat et la commune supporteront les charges de la propriété comme tout propriétaire.

bles antérieurs au Concordat. Pour ceux qui lui sont postérieurs, la propriété en est déterminée par les règles du droit commun. Il n'est pas inutile de le faire remarquer, car dans beaucoup de diocèses, particulièrement celui d'Orléans, nombre de presbytères ont été construits depuis le Concordat par les fabriques et sont leur propriété. Nous verrons dans la suite que malheureusement par suite des circonstances, elles en seront dépouillées.

De vaines tentatives ont été faites particulièrement à la Chambre pour renverser le système de la commission dont les rigueurs se faisaient sentir d'une manière spéciale pour les presbytères.

I. — Presbytères.

Propriété. — Le plus grand nombre des presbytères appartient aux communes. Telle est la situation pour tous ceux qui sont antérieurs au Concordat. C'est l'article 12 qui édicte d'une manière formelle la règle, règle sur laquelle la jurisprudence avait jadis varié.

Pour ceux qui sont postérieurs au Concordat, ils se trouvent être en très grand nombre propriétés communales. Et cependant la commune n'a le plus souvent rien dépensé pour leur construction. Elle s'est généralement contentée de fournir le terrain sur lequel l'édifice a été bâti, et faisant l'application du droit commun de l'article 552 et de l'adage : *superficies solo cedit*, la jurisprudence et la loi lui attribuent la propriété.

Ici, nous nous heurtons, à notre avis, à une véritable injustice.

Si l'application de l'article 552 a sa raison d'être et peut se justifier pour les particuliers qui, construisant sur un terrain ne leur appartenant pas, savent d'avance quel sort peut les attendre, il n'en est nullement de même pour les personnes morales dont l'existence était en principe indéfiniment assurée par la loi qui n'avait en vue aucun terme d'extinction.

C'était le cas des établissements ecclésiastiques qui, construisant sous le régime concordataire un presbytère sur un terrain communal, ne pouvaient prévoir à brève échéance la reprise de ce terrain. Le Concordat les assurait d'une jouissance illimitée.

Dans ces conditions, on ne pouvait faire ici l'application du droit commun ; il y avait lieu, suivant une expression très juste, « de mettre le droit en harmonie avec l'équité (1) ».

La même question s'était posée pour les édifices du culte, et en l'étudiant, nous avons vu que si la solution était en principe fausse, par contre elle choquait moins les esprits puisque les fidèles continueraient à jouir comme par le passé de leurs églises.

Ici, nous sommes très loin de la même hypothèse et l'injustice de la solution légale est flagrante ; elle l'est d'autant plus que la construction de l'immeuble est plus récente. Il est facile de se le présenter par un simple exemple. Supposons un terrain communal d'une valeur de 5.000 francs sur lequel la fabrique construit avec ses propres deniers un immeuble d'une valeur de 20.000 et cela par exemple une année avant la loi de 1905. D'après la théorie légale, en 1911, la commune reprend le terrain et l'immeuble comme sa propre propriété et le loue comme tel sans donner la moindre indemnité à l'établissement ecclésiastique qui est ainsi purement et simplement dépouillé d'une somme de 20.000 francs.

On ne saurait trop s'élever contre un tel mépris des règles les plus élémentaires d'équité. La loi de séparation devait être une cessation de charges pour l'Etat et non une opération fructueuse.

La solution qui s'imposait était cependant fort simple : ou la commune reprenait le presbytère contre indemnité des impenses faites par la fabrique, ou bien la fabrique conservait la propriété de l'immeuble déduction faite de la valeur du terrain.

(1) Paul Constant, Chambre, 13 juin 1905, *J. off.*, p. 2178.

C'est en vue d'une telle solution et avec une plus large conception que MM. Ballande et Prache avaient déposé un amendement ainsi conçu : « Dans le cas où un édifice affecté au logement des ministres du culte aura été construit à la fois avec le concours de l'Etat, du département ou de la commune et à l'aide de souscriptions recueillies ou de fonds votés par l'établissement public bénéficiaire de l'affectation, l'association substituée audit établissement qui n'en aura pas été reconnue propriétaire aura le droit de demander la restitution du montant des souscriptions remises à l'établissement ecclésiastique supprimé et des fonds par lui votés.

« L'Etat, le département ou les communes auront, dans le cas contraire, droit à la restitution des subventions par eux affectées à la construction de l'édifice (1). »

Malgré l'argumentation très serrée dont cet amendement fut l'objet de la part de plusieurs membres du Parlement, le gouvernement et le rapporteur le repoussèrent sans donner aucune raison, et par 327 voix contre 240, il fut rejeté. Reprise au Sénat une motion semblable ne fut pas plus heureuse.

Le Parlement avait commis là une de ses plus grosses fautes, faute dont les conséquences et l'effet moral pouvaient être considérables puisqu'elle avait violé un principe auquel toute conscience est sensible, celui de l'équité.

En dehors des presbytères dont la propriété était ainsi légalement à la commune, il y en avait une autre catégorie non moins intéressante, c'étaient ceux donnés ou légués par des particuliers à la commune, mais avec affectation spé-

(1) Chambre, 13 juin 1905, *J. off.*, p. 2179.

ciale au logement gratuit du ministre du culte. Autrement dit, on se trouvait là en présence d'une donation ou d'un legs avec charges. Si donc la commune affectait cet immeuble à un autre usage qu'à celui du logement du ministre du culte, il y avait là inexécution des charges imposées par le donateur ou le légataire, et en conséquence, nul doute que le droit commun en cette circonstance ne pût s'appliquer.

Le donateur, le légataire ou ses descendants pourront donc, dans ce cas particulier, intenter devant les tribunaux l'action en révocation pour inexécution des charges.

Jouissance et charges. — En examinant la situation générale faite à la catégorie d'édifices que nous étudions, nous avons dit qu'un tempérament spécial leur avait été apporté ; il consiste dans une concession de jouissance gratuite, mais limitée.

Pour les presbytères, cette limitation de temps est fixée à cinq années. Au bout de ces cinq années, pendant lesquelles la jouissance de l'immeuble est laissée à l'association cultuelle (1), le propriétaire légal reprend la libre disposition de sa propriété.

Le système adopté par la loi était une amélioration du projet primitif de la commission qui n'avait prévu aucune période de transition et appliquait avec brutalité le système de la location. Néanmoins il est permis de se demander si, malgré son amélioration, il ne prêtait pas encore à la critique.

Puisque malgré les nombreuses impenses faites sur ces immeubles, dont la presque totalité était souvent l'œuvre

(1) L'association cultuelle n'aura toutefois la jouissance du presbytère qu'autant qu'elle aura accepté la succession de l'établissement public et que le ministre du culte résidera dans ce presbytère.

des fidèles, la loi avait consacré d'une manière irréductible le principe de la propriété au profit des communes, ne convenait-il pas du moins, en échange de cette sévérité, de se montrer plus large sur la question de jouissance ? Ne convenait-il pas de prolonger le temps de la gratuité ?

Si du moins on ne s'y résolvait, n'était-il pas juste de laisser aux associations cultuelles, à l'expiration du délai de jouissance, l'immeuble en question, moyennant paiement par elles d'une redevance, ne devait-on pas leur concéder un droit de prélocation ?

N'y avait-il pas lieu enfin, pour des raisons de décence, de prendre des dispositions spéciales touchant certains presbytères dont la mitoyenneté avec l'église était telle qu'elle semblait faire corps avec cette dernière, en être une dépendance intime ?

Autant de questions qui firent l'objet d'amendements divers mais qui furent tous repoussés (1).

On maintint même une disposition qui datait du régime concordataire et qui pouvait diminuer la jouissance de l'immeuble affecté au logement du ministre du culte, lorsque cet immeuble était par trop vaste.

En vertu d'une ordonnance de 1825 (2), la commune pouvait obtenir la mise à sa disposition des parties superflues du presbytère, à la condition toutefois de les employer à un autre service public ; mais cette distraction ne pouvait primitivement être obtenue que par un décret rendu en Conseil d'Etat après avis de l'évêque et du préfet. Plus tard il fut admis qu'au cas où l'autorité diocésaine ne

(1) V. Chambre, *J. off.*, 1905. — Amendements de Caraman, 2149 ; Lémire, 2151 ; Bertrand, 2175.

(2) V. *supra*.

ferait pas d'opposition, le préfet seul serait compétent pour statuer sur la matière (1).

La loi de séparation qui ne connaît plus l'autorité religieuse ne peut plus s'occuper de son avis, aussi dit-elle simplement, article 14, § 4, que « la distraction des parties superflues des presbytères laissés à la disposition des associations cultuelles, pourra pendant le délai prévu au paragraphe 1^{er} être prononcée par décret rendu en Conseil d'Etat ».

Mais si la jouissance gratuite du presbytère pendant les cinq années pouvait être restreinte, du moins l'association cultuelle y avait-elle un droit absolu, on ne pourrait, pour une raison quelconque, fût-ce même en l'indemnisant, l'en priver. On peut l'induire de ce fait que M. Dumont, après observation du ministre des cultes, retira son amendement qui demandait, au cas de besoin pressant pour les communes et moyennant indemnité, la reprise immédiate des presbytères (2).

Un cas spécial peut se présenter, c'est celui où la commune n'a pas de presbytère et qui servait en échange, en conséquence du régime concordataire et de la loi de 1884, article 136, § 11, une indemnité de logement.

La loi de séparation n'a pas voulu que certains ministres du culte fussent désavantagés, et les communes privées de presbytères devront servir l'indemnité de logement à l'association cultuelle pendant les cinq années de jouissance gratuite. L'article 14 est formel en ce sens. « Les indemnités de logement incombant actuellement aux communes à défaut de presbytères, par application de l'article 136 de la loi du 5 avril 1884, resteront à leur

(1) Décret du 25 mars 1852.

(2) V. *J. off.*, p. 2169.

charge pendant le délai de cinq ans. Elles cesseront de plein droit en cas de dissolution de l'association. »

Au droit de jouissance correspondent des charges; ces charges seront évidemment moins lourdes que pour les édifices du culte puisque le droit est moins conséquent.

L'article 14, § 2, édicte que « les établissements et associations sont soumis en ce qui concerne ces édifices aux obligations prévues par le dernier paragraphe de l'article 13. Toutefois, ils ne seront pas tenus des grosses réparations ».

Nous devons donc en conclure que l'association cultuelle sera tenue des réparations locatives, des frais d'assurance et des divers impôts qui peuvent grever l'immeuble.

Cessation de jouissance. Désaffectation. — Ici rien de particulier, l'article 14 renvoie à l'article 13; c'est dire que les causes et formes de désaffectation seront les mêmes que pour les édifices du culte proprement dits.

Ajoutons cependant que nous trouvons dans l'occasion une autre cause et forme de désaffectation. C'est le terme fixé par la loi; en effet, à l'expiration des cinq années, le presbytère est désaffecté de plein droit et la commune en reprend librement la jouissance.

A partir de ce moment, les communes peuvent louer les presbytères ou les affecter à un service communal, mais elles ne peuvent les laisser gratuitement à l'association cultuelle. L'article 19 stipule en effet d'une manière expresse pour les associations cultuelles qu'elles ne pourront, sous quelque forme que ce soit, recevoir des subventions de l'Etat, des départements ou des communes.

Si la commune abandonnait gratuitement le presbytère à l'association cultuelle, on pourrait considérer cet acte comme une subvention déguisée et comme telle il pour-

rait être attaqué par tout intéressé. Il en serait de même au cas où la location aurait été consentie à vil prix.

II. — Des archevêchés et évêchés.

Beaucoup moins nombreux que les presbytères, moins intéressants aussi puisqu'ils touchaient une classe du clergé qui était à même de se procurer plus facilement des ressources, les archevêchés et évêchés furent cependant compris dans certains amendements qui demandaient le droit de jouissance gratuite pour le logement des ministres.

La situation n'était cependant pas la même. La plupart de ces palais dataient de l'ancien régime et les fidèles n'avaient guère exécuté sur eux que des réparations d'entretien.

Leurs titulaires avaient donc moins de raisons de se prévaloir de droits spéciaux, et en vertu de ces mêmes considérations, la période de transition fut pour eux particulièrement moins longue. On réduisit, en effet, le temps de jouissance gratuite à deux années (art. 14).

Toutes les règles relatives aux charges, à la cessation de jouissance et à la désaffectation sont les mêmes que pour les presbytères, nous nous dispenserons donc de les répéter.

III. — Séminaires.

Le projet de la commission dans sa rédaction primitive ne parlait que de séminaires, sans dire ceux qu'il visait. Il y avait lieu de préciser. Nul n'ignore en effet que, parmi les séminaires, les uns appelés grands séminaires ont pour but la préparation directe au sacerdoce, d'autres connus sous le nom de petits séminaires, ne sont qu'un

lieu de préparation lointaine, ou mieux, des établissements d'éducation secondaire. Les premiers sont en grande majorité propriété de l'Etat (1). Les seconds, au contraire, s'ils sont parfois la propriété de départements ou de communes ne sont jamais la propriété de l'Etat et souvent au contraire, celle des établissements ecclésiastiques eux-mêmes.

Il fut bien entendu, lors de la discussion, que le législateur en parlant de séminaires n'avait en vue que les grands séminaires, et pour éviter toute erreur, on le spécifia nettement.

Les petits séminaires, eux, sont considérés comme des établissements libres d'éducation secondaire, et comme tels régis par les lois qui les concernent. Toutefois, à raison de la destination particulière de certains d'entre eux, il fut admis qu'ils pourraient être considérés comme établissements publics du culte, et qu'en conséquence on leur ferait l'application de l'article 4.

Pour ce qui concerne les grands séminaires, dont seule la loi se préoccupe à l'article 14, s'ils sont propriété des établissements publics eux-mêmes, leur sort sera toujours déterminé par le même article 4.

Si au contraire, et ce sera le cas le plus fréquent, d'après la note que nous avons donnée, ils sont la propriété des pouvoirs publics, alors ceux-ci, après en avoir laissé la

(1) A la séance du 13 juin 1905, le ministre des cultes donnait, en ce qui concerne la propriété des séminaires, la répartition suivante : « Sur les 87 grands séminaires existants, 48 appartiennent à l'Etat, 6 aux séminaires eux-mêmes qui, la Chambre le sait, sont des établissements publics investis de la personnalité civile ; 17 appartiennent pour partie à l'Etat et pour partie aux séminaires ; 5 aux départements, 5 à l'Etat et aux départements ; 2 à l'Etat et aux villes et les 4 derniers sont indivis ou communs, tantôt entre le département et le séminaire, tantôt entre la ville et le séminaire. »

jouissance gratuite un certain temps déterminé, en reprendront la libre disposition.

Cette période est de même durée que celle fixée pour les presbytères, c'est-à-dire de cinq ans.

Pendant ces cinq années, les associations cultuelles en auront la jouissance gratuite à condition d'en supporter les charges, moins les grosses réparations.

Mais n'oublions pas que la cessation de jouissance et même la désaffectation peuvent être prononcées suivant les règles formulées à l'article 13.

SECTION III. — Des immeubles et meubles affectés au culte et présentant un intérêt historique et artistique.

L'un des mérites de la loi de 1905 est d'avoir su prendre des mesures sérieuses dans l'intérêt des monuments et objets du culte présentant un caractère historique et artistique. Il y a là, particulièrement dans ce domaine religieux qui nous occupe, tout un patrimoine national qui fait la gloire de notre pays, son renom à l'étranger et que l'on ne saurait trop jalousement garder contre des atteintes malheureuses mais trop fréquentes d'exploiteurs qui, sans aucun souci des traditions, font de ces richesses la plus éhontée spéculation.

La loi de séparation, par des dispositions spéciales, a paré à ce qui aurait pu devenir un grave danger.

Beaucoup d'églises et quelquefois des plus pauvres renferment des objets de la plus haute valeur artistique, objets non classés et qui sont âprement convoités par de riches collectionneurs.

Au lendemain de la séparation, l'église dans la personne

de son curé, privée du budget que jusque-là lui fournissait l'Etat, se trouvant dans une situation précaire, parfois gênée, aurait été sans doute tentée de faire argent de ses richesses artistiques et cela d'autant plus facilement qu'on l'y inviterait fréquemment.

Elle eût probablement cédé difficilement à la tentation et la vente se serait faite le plus souvent dans des conditions déplorables.

Le vendeur aurait donc été lésé et le même acte se répétant dans maintes églises de France, la nation se serait vue bientôt dépouillée de ce qui était son patrimoine artistique, ces restes merveilleux du passé, témoins de l'ingéniosité de tant de générations disparues.

Il y avait donc un suprême intérêt et pour les détenteurs de ces objets et pour le pays lui-même à assurer leur conservation.

A côté de ces objets renfermés dans les églises, il y avait les églises mêmes qui font l'orgueil de si nombreuses villes.

Allait-on laisser ces monuments, souvenirs impérissables de l'histoire, à la merci des associations cultuelles qui, le plus souvent, malgré leur bonne volonté, seraient impuissantes à les entretenir ?

Cela n'était pas possible ; il y avait un devoir pour les pouvoirs publics de déroger à l'article 19, qui leur interdisait en principe d'allouer des subventions.

Beaucoup de ces monuments étaient déjà classés, mais n'était-il pas prudent d'étendre considérablement ce classement, si l'on ne voulait voir à bref délai plus d'une merveille tomber en ruine ?

Telles furent les considérations qui s'imposèrent lors

du vote de la loi de 1905 ; il faut savoir gré au législateur de les avoir envisagées.

L'ensemble des dispositions que nous allons maintenant rapidement étudier vise donc d'une part les édifices du culte, d'autre part, les objets mobiliers garnissant ces édifices, enfin les diverses sanctions que pourront recevoir les infractions aux règles édictées.

En ce qui concerne les édifices, beaucoup d'entre eux se trouvaient déjà classés, ils pouvaient donc, de ce fait, recevoir des subventions de l'Etat, mais leur nombre se trouvait encore très insuffisant ; il y avait lieu de l'augmenter. Aussi l'article 16 dit-il « qu'il sera procédé à un classement complémentaire », et ce classement pourra comprendre non seulement ceux qui appartiennent à l'Etat, aux départements et aux communes, mais même ceux qui seront la propriété des associations, les édifices qui, anciennement, appartenaient aux fabriques.

« Les immeubles, dit l'article 16, § 3, et les objets mobiliers attribués en vertu de la présente loi aux associations pourront être classés dans les mêmes conditions que s'ils appartenaient à des établissements publics. » On fera donc l'application de l'article 2 de la loi de 1887. Il requiert un arrêté du ministre, le consentement de l'établissement propriétaire et, s'il y a désaccord, un décret rendu en la forme des règlements d'administration publique.

Par ce fait qu'un édifice est classé, la loi veut lui assurer une protection spéciale qui a pour but de conserver son intégrité artistique et, pour cette raison, il ne pourra être fait auxdits monuments, aucun travail de réparation, restauration ou entretien, sans en référer et avoir préalablement obtenu l'autorisation du ministre des beaux-arts ; ces travaux, en outre, devront être exécutés sous la sur-

veillance de son administration. L'association qui aurait contrevenu à cette règle serait passible d'une amende de 16 à 1.500 francs.

Pour les objets mobiliers garnissant les édifices du culte, on agit autrement.

Comme il était impossible de procéder rapidement à un classement complémentaire immédiat, on prit le parti de faire en bloc un classement de tous les objets mobiliers qui, jusque-là, n'avaient pas encore été inscrits sur la liste dressée en vertu de la loi de 1887.

Mais ce classement bloc n'était qu'une mesure provisoire ; dans le délai de trois ans, à partir de l'application de la loi, le ministre des beaux-arts devait avoir procédé au classement définitif de ceux des objets qui au point de vue de l'histoire ou de l'art présentaient un intérêt suffisant. A l'expiration de ce délai, les autres objets seraient déclassés de plein droit.

Ces objets, de même que les immeubles par destination, sont inaliénables et imprescriptibles.

Toutefois la vente ou l'échange pourra en être autorisé par le ministre des beaux-arts, et dans ce cas, un droit de préemption est accordé : 1° aux associations cultuelles ; 2° aux communes ; 3° aux départements ; 4° aux musées et sociétés d'art et d'archéologie ; 5° à l'Etat, et dans ce cas le prix sera fixé par trois experts que désigneront le vendeur, l'acquéreur et le président du tribunal civil, et comme mesure de conservation suprême, afin d'éviter l'exode de ces objets d'art, si aucune des personnes ci-dessus visées ne fait usage de son droit de préemption la vente sera libre, mais alors l'article 17, § 3, stipule expressément qu'il sera interdit « à l'acheteur d'un objet classé de le transporter hors de France ».

Et pour donner effet aux mesures prises, la loi en réprime les atteintes d'une manière sévère.

Outre la pénalité dont nous avons déjà parlé à propos de la réparation des édifices classés, toutes infractions aux dispositions que nous venons d'énumérer ainsi que celles faites aux articles 4, 10, 11, 12 et 13 de la loi du 30 mars 1887 seront punies d'une amende de 100 à 10.000 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

CHAPITRE IV

LE RÉGIME ACTUEL DES ÉDIFICES DU CULTE.
LOIS DES 2 JANVIER 1907 ET 13 AVRIL 1908.

SECTION I. — L'Eglise refuse la loi de 1905. Conséquences.

Sans nous occuper ici des questions de parti, nous constaterons que, d'une manière générale, la loi de séparation de 1905 fut reconnue dans son ensemble comme libérale, « admirablement libérale », a dit un savant professeur (1).

On ne saurait trop se défendre sur une question aussi délicate d'opinions excessives, mais il est impossible de nier qu'en ce qui concerne les édifices du culte proprement dits, l'expression n'est pas exagérée.

On avait accordé aux catholiques le maximum de ce qu'ils pouvaient espérer.

Il est vrai qu'il n'en était pas tout à fait de même pour les édifices consacrés au logement ou à l'éducation des ministres, et nous avons déjà fait à leur sujet quelques réserves (2).

Mais ce qu'il importait avant tout, c'était d'assurer et de perpétuer le libre exercice du culte, et pour cela, une seule chose était nécessaire, l'ouverture comme par le passé des églises, leur jouissance indéfiniment assurée

(1) V. Berthélemy, *Traité*, p. 252.

(2) V. chapitre III.

aux fidèles et aux prêtres : cela, on l'avait fait et l'on avait par là respecté non seulement la conscience des catholiques, mais le souci de milliers de traditionalistes.

Que l'on jette un coup d'œil en arrière et que l'on compare les projets de loi et la loi même ; qui donc ne serait frappé du chemin parcouru et qui ne saurait reconnaître l'œuvre salubre de paix que fut ce travail législatif ?

L'édifice du culte avait été retiré, et cela d'une manière inespérée (1), pour ainsi dire du commerce des hommes, en ce sens qu'ils n'avaient plus aucune prise sur lui ; les conseils municipaux en particulier n'auraient pas, à des périodes plus ou moins éloignées, la perspective de discussions irritantes pour les esprits, blessantes pour certaines âmes. L'édifice du culte était presque redevenu la *res sacra* du passé, la chose à laquelle personne ne peut toucher et qui a reçu une fois pour toutes son régime spécial.

On avait demandé pour les catholiques la propriété des églises : la loi leur en accordait tous les éléments, tous les avantages, toutes les charges. Seul le titre leur manquait ; mais en vérité pouvait-on discuter sur un si petit inconvénient ? Sans doute, il y avait aussi des causes de cessation de jouissance, des causes possibles même de désaffectation, mais ne les avait-on pas limitativement énumérées ? N'étaient-elles pas, aux yeux des plus modérés, strictement nécessaires ?

Alors quel grief pouvait-on invoquer ?

Le seul peut-être était que la charge des grosses réparations grèverait lourdement les associations cultuelles au lendemain de la loi, qu'il eût été plus juste de laisser

(1) V. chapitre II.

les conseils municipaux y coopérer dans la mesure où ils le jugeraient nécessaire.

Mais ce seul point réservé, la loi présentait, en ce qui nous occupe, pour les catholiques tous les avantages qu'ils pouvaient et qu'ils étaient en droit d'attendre d'un régime nettement libéral.

Ils avaient donc grand intérêt à l'accepter et beaucoup, même des plus modérés pensèrent, après son vote, que l'Eglise s'y conformerait.

Des catholiques éminents d'ailleurs s'accordèrent à reconnaître qu'elle n'était nullement en contradiction avec les principes de l'Eglise, et les évêques réunis à Paris en synode le 31 mai 1905 déclarèrent, par 79 voix contre 21, que l'essai du nouveau régime pouvait être tenté (1).

Malgré l'avis des gens éclairés, juristes et prélats, l'opinion du pape fut contraire, et par l'encyclique « *Gravissimo officii munere* », du 10 août 1906, il rejeta l'application de la loi.

Fût-ce raison dogmatique ? fût-ce raison politique ? il nous importe peu d'en connaître les motifs ; nous nous contenterons de constater que les conséquences de cette décision ont été déplorables, et qu'avec un gouvernement violent, elles eussent pu devenir désastreuses.

Le pape refusait la formation d'associations cultuelles, or l'association cultuelle était la personne morale chargée de recueillir la jouissance de l'édifice du culte ; son inexistence entraînait donc la cessation de jouissance, la désaffectation possible, et un moment l'on eut l'angoisse de songer que la conséquence directe du refus par l'Eglise de s'accommoder de la loi de séparation, serait la fermeture des édifices du culte.

(1) V. Berthélemy, p. 259.

Et cependant, si telle était la logique, était-il raisonnable et de bonne politique de commettre un tel acte ? Était-il équitable de blesser des millions de consciences parce qu'un *non possumus* était tombé de la chaire romaine ? Mieux, devait-on rendre les catholiques responsables de ce qu'un membre des plus modérés du Parlement (1) appelait « la politique d'intransigeance du pape » ?

Le gouvernement comprit la situation, et pour prévenir tout conflit sur ce sujet, le ministre des cultes, à la veille du jour où la loi devait entrer en vigueur, lança une circulaire (2) pour spécifier quel serait le sort réservé au culte catholique qui ne s'en accommoderait pas et spécialement celui qui serait réservé aux édifices du culte.

Beaucoup avaient en effet pensé que la loi de 1905 non appliquée, l'organisation du culte devenait impossible ; l'objet de la circulaire était de les désabuser. Elle montrait nettement que la loi de séparation avait eu pour but d'accorder des avantages, que si les catholiques refusaient ces avantages, le libre exercice du culte n'en continuerait pas moins ; on lui donnerait d'autres bases : celles du droit commun dont bien des gens s'étaient prévalus, à savoir la liberté d'association ordinaire prévue par la loi de 1901, et la liberté de réunions tenues sur initiatives individuelles et régies par la loi de 1881. Encore n'appliquerait-on pas cette dernière dans toutes ses rigueurs.

Quant aux édifices du culte, ils resteraient comme par le passé à la disposition des prêtres et des fidèles.

En principe, ceux qui appartenaient à l'Etat, aux départements et aux communes à partir de ce jour devaient rentrer en leur possession légale ; ceux qui étaient la propriété

(1) V. Chambre, 31 décembre 1906, discours Ribot, *J. off*, p. 3391.

(2) Circulaire du 1^{er} décembre 1906.

des fabriques devaient être attribués provisoirement au séquestre, mais les uns et les autres devaient continuer à garder comme par le passé leur affectation au culte, car, rappelait la circulaire, seuls une loi ou un décret sont capables de les désaffecter : « Par cela même, ajoutait-elle, que l'affectation des édifices autrefois consacrés à l'exercice public du culte subsistera, il incombera soit au séquestre, soit à l'Etat ou aux communes non seulement de ne pas détourner ces édifices de leur destination en les faisant servir, ne fût-ce que d'une façon momentanée, à d'autres usages que le culte, mais encore de laisser le culte s'y exercer comme par le passé, pourvu qu'il y soit célébré dans des conditions légales. Il n'appartiendra pas à l'Etat et aux communes, sous prétexte qu'ils auront recouvré la possession des cathédrales, églises et chapelles, de disposer de ces édifices comme ils l'entendront et de les fermer à leur gré ; les chapelles, églises et cathédrales, à raison du maintien de leur destination antérieure qui s'imposera à l'Etat et aux communes comme une charge de la possession, devront rester ouvertes et l'accès continuera nécessairement à en être permis dans les conditions actuelles tant aux fidèles qu'aux membres du clergé pour y exercer le culte en se conformant, à défaut d'associations cultuelles, aux prescriptions de la loi du 30 juin 1881, telles qu'elles ont été commentées plus haut. »

Ainsi donc, une chose était acquise, certaine, c'est que l'inexécution de la loi de 1905 n'entraînerait nullement la fermeture des édifices consacrés au culte ; mais la circulaire n'avait en vue que le maintien du libre exercice du culte, elle le montrait fort bien dans une disposition moins libérale en visant les édifices qui n'étaient pas directement consacrés au culte, ceux qui servaient au

logement ou à l'éducation des ministres. Du moment que leurs possesseurs ne pouvaient justifier de la condition à laquelle l'article 14 subordonnait la continuation pendant un temps déterminé de l'usage gratuit, cet avantage devait cesser pour eux immédiatement et les communes devaient recouvrer, sans plus tarder, la possession légale de ces édifices.

Toutefois cette circulaire n'avait pour but que de prévenir des difficultés, apaiser des esprits surexcités. Si elle montrait quelles étaient les intentions du gouvernement, elle n'en était pas moins une mesure dilatoire et tout le monde comprenait qu'à un régime nouveau devaient correspondre des dispositions légales nouvelles.

Si l'association cultuelle n'existait plus, il n'en fallait pas moins pour l'édifice du culte un titulaire de la jouissance, avec lequel le propriétaire pût avoir des rapports. Quels seraient les droits de ce titulaire, dans quelles conditions s'établiraient-ils, quelles seraient ses charges, quelle serait la situation définitive pour les édifices non consacrés au culte ; autant de questions qui allaient être résolues dans une loi qui devait déterminer le nouveau régime du culte : la loi du 2 janvier 1907 complétée un an après par celle du 13 avril 1908.

Bien entendu ces deux lois ne s'occuperont que de la jouissance ou de l'usage des édifices du culte, toutes les autres questions restant définitivement réglées par la loi de 1905 qui continuera légalement à subsister.

SECTION II. — Loi du 2 janvier 1907.

Le projet de loi déposé par le gouvernement avait été précédé d'un autre signé par les socialistes Allard, De-

jeante, etc. (1). Ce projet, qui ne comportait que deux articles, était aussi clair que bref ; l'article 2 stipulait : « Les églises, archevêchés, évêchés, presbytères et leurs dépendances, les grands séminaires et autres immeubles autrefois affectés au culte qui, à la date du 11 décembre 1908, n'ont pas été réclamés par une association cultuelle, sont désaffectés de plein droit. Ils seront remis immédiatement en pleine possession et jouissance à l'Etat, aux départements et aux communes qui en sont les propriétaires. »

Disons tout de suite que ce projet ne fut pas pris en considération ; il n'est cependant pas inutile de le citer pour montrer la mentalité de certains de nos législateurs qui ne craignent pas de bouleverser d'un seul trait de plume les habitudes les plus vieilles et les plus respectables et les situations les plus délicates.

Délicate, cette situation l'était à l'excès ; n'était-il pas évident que tout régime proposé serait repoussé par l'Eglise qui n'admettrait pas l'imposition d'un système quel qu'il fût ou de la moindre formalité. Cette attitude de sa part n'était que la conséquence du fait que l'on n'avait pas voulu traiter du nouveau régime avec elle ; connaissant encore sa puissance, elle n'ignorait pas que le gouvernement ne pourrait lui imposer une loi par la force. C'était pour elle la revanche de l'offense dont elle se jugeait victime.

De leur côté, engagés au point où ils l'étaient après la loi de 1905, les pouvoirs publics ne pouvaient admettre une conciliation, une entente avec l'Eglise ; ils ne pouvaient, après une si longue résistance, entrer en conversation ; ils avaient, jusque-là, ignoré l'autorité ecclésiastique ; traiter

(1) V. Chambre, *J. off.*, *Doc. parl.*, 11 décembre 1906, p. 266.

maintenant avec elle, eût été reconnaître la situation spéciale dont elle se prévalait. Et sur ce point, le gouvernement était bien résolu à ne jamais céder.

De part et d'autre, on semblait donc marcher de plus en plus vers une impasse.

Comment, dans de telles conditions, faire une loi ?

Peu sans doute naquirent sous d'aussi mauvais auspices, et cependant il était impossible de n'en pas faire une, nous en avons donné plus haut les raisons.

Quel devait être dès lors le but du législateur ?

Telle est la question qui nous paraît s'imposer avant l'étude même de la loi.

Un premier point paraît certain, c'est qu'il fallait organiser le nouveau régime du culte avec le minimum de formalités, puisque chacune d'elles serait, à n'en pas douter, un nouvel écueil ; en outre, à supposer que ces formalités ne fussent pas observées, il fallait faire en sorte que les lieux du culte pussent être néanmoins d'un libre accès pour tous ceux qui voudraient y pénétrer, qu'ils restassent comme par le passé ouverts gratuitement et indéfiniment à tous. On ne pouvait, en effet, revenir sur le principe posé en 1905. Il était, avant tout, politique de ne rien changer à l'état de fait antérieur.

Mais ce n'était là qu'un des côtés de la question. Sous des apparences extérieures semblables, les liens intimes qui unissaient jadis les propriétaires : Etat, communes, aux attributaires de la jouissance, fabriques, restant toujours rompus, puisque la loi de 1905, malgré le régime libéral des rapports qui avait été institué, venait d'échouer, le but de la nouvelle loi était de faire une dernière tentative pour en renouer à nouveau. Dans les conditions où elle était faite, il apparaissait bien comme probable qu'elle

dût être vaine ; n'importe, il était du devoir du législateur de s'y essayer à nouveau et de son mieux.

La loi de 1907, comme toutes les lois de circonstances, est une loi courte.

En ce qui concerne les moyens d'assurer le libre exercice du culte, elle confirme ceux préconisés par la circulaire du 1^{er} décembre 1906, c'est-à-dire que les catholiques pourront avoir recours soit à la liberté d'association, soit à la liberté de réunions tenues sur initiatives individuelles.

Notons tout de suite que l'autorité ecclésiastique ayant condamné toute sorte d'association, le premier moyen est de nul effet ; quant au second, par application de la loi de 1881, les réunions du culte devaient être précédées de la déclaration préalable ; l'Eglise considérant ce procédé comme vexatoire refusa de s'y soumettre.

Il faut avouer que nombre de réunions se passaient depuis longtemps de cette formalité. Pourquoi dès lors l'exiger ? Beaucoup de députés, même des plus avancés, se prononcèrent contre. Aussi bientôt après, le législateur faisant un pas de plus dans la voie des concessions proclama-t-il que toute réunion publique, quel qu'en fût l'objet, pourrait être désormais tenue sans déclaration préalable (1).

Aujourd'hui donc, il n'est plus besoin d'aucune formalité. Mais arrivons au point le plus important de la loi, celui qui touche les édifices du culte. Comme dans notre chapitre précédent, nous examinerons d'abord ceux qui sont uniquement consacrés au culte, ensuite ceux destinés au logement ou à l'éducation des ministres.

(1) Loi du 28 mars 1907, art. 1.

I. — Édifices consacrés au culte.

C'est l'article 3 qui les régit (1). A première lecture, sa rédaction laisse subsister quelques doutes et la réflexion, si elle dissipe les doutes, n'en laisse pas moins une impression fâcheuse.

Tout d'abord est posé le principe que, sauf désaffectation, les édifices jusque là affectés à l'exercice du culte restent « à la disposition des fidèles et des ministres du culte pour la pratique de leur religion ».

Cependant ce principe proclamé dans le paragraphe 1^{er} semble être aussitôt battu en brèche par le paragraphe 2 ; celui-ci nous dit en effet textuellement que « la jouissance gratuite pourra en être accordée soit à des associations cultuelles constituées conformément aux articles 18 et 19 de la loi du 9 décembre 1905, soit à des associations formées en vertu des dispositions prescrites de la loi du 1^{er} juillet 1901 pour assurer la continuation de l'exercice public du culte, soit aux ministres du culte dont les noms devront être indiqués dans les déclarations prescrites par l'article 25 de la loi du 9 décembre 1905 ». Y a-t-il antithèse entre les deux paragraphes et le premier veut-il dire que l'édifice reste en tout état de cause théoriquement affecté à l'exercice du culte tandis que la jouissance pratique en sera concédée par des autorités différentes suivant les cas ?

On serait tenté, semble-t-il au premier abord, de donner une telle explication.

Tout autrement paraît l'avoir compris le législateur, et voici comment s'exprimait le ministre lui-même auteur

(1) Il s'applique aussi bien aux édifices qui furent la propriété des établissements ecclésiastiques qu'à ceux qui sont la propriété de l'Etat et des communes.

du projet. « Remarquez, disait-il, que la jouissance de l'édifice est en tout état cause de laissée aux fidèles par le paragraphe 1^{er} ; c'est une jouissance qu'ils ont à l'heure actuelle mais qui ne serait pas suffisante pour permettre d'accomplir un acte d'administration, de gestion que peut désirer le curé et, avec lui, la collectivité des fidèles, et c'est seulement pour rendre licites de tels actes que le maire intervient (1). »

Ainsi donc, cette jouissance aura pour but de procurer un titre juridique à l'occupant. Rien de plus. Cela dit, la loi en règle les formes et conditions : « La jouissance ci-dessus prévue des dits édifices et des meubles les garnissant sera attribuée, sous réserve des obligations énoncées par l'article 13 de la loi du 9 décembre 1905, au moyen d'un acte administratif dressé par le préfet pour les immeubles placés sous séquestre et ceux qui appartiennent à l'Etat ou aux départements, par le maire pour les immeubles qui sont la propriété des communes. »

Pour la forme de cet acte de jouissance on n'a pas voulu recourir aux complications notariales, l'acte administratif suffit, mais ce n'en est pas moins un contrat synallagmatique, et l'on ne saurait se contenter d'un acte unilatéral émanant du maire ou du préfet (2).

Mais remarquons tout de suite que la concession de ce contrat est le fait d'autorités locales. Nous sommes déjà loin de la loi de 1905 où la jouissance était imposée par la loi, était la même pour toutes les communes de France. Ici c'est un contrat analogue au fond à ceux que peuvent passer des particuliers, car il fut bien spécifié lors de la

(1) V. Chambre, 21 décembre 1906, Discours Briand, *J. off.*, p. 3407.

(2) Nous avons eu connaissance cependant d'actes unilatéraux passés dans plusieurs villes ou communes, en particulier à Melun.

discussion que le maire ou le préfet pourrait y faire rentrer telle ou telle disposition qu'il jugerait à propos pourvu que ces dispositions ne fussent pas illégales, qu'il pourrait en particulier y introduire des clauses résolutoires spéciales.

Notons aussi que la loi ne fixe aucune limite pour la durée de ce contrat de jouissance qui peut être très court ou très long suivant la volonté du conseil municipal ou du préfet, et qu'en échange de si peu d'avantages la loi impose à l'attributaire de la jouissance toutes les obligations énoncées par l'article 13, c'est-à-dire la charge de toutes les réparations grosses et petites, le paiement des primes d'assurance, etc.

Un tel contrat ne se traduirait en définitive pour celui qui le ferait que par des charges ; quel est donc le ministre qui dans ces conditions oserait le passer ?

Sans doute le maire avait intérêt à confier l'édifice au ministre du culte ou à la collectivité des fidèles, à se montrer bienveillant à leur égard puisque si la désaffectation était prononcée, il serait dans l'obligation d'en supporter toutes les charges, mais ce n'était pas une raison pour décider les ministres à contracter et en fait aucun contrat de ce genre ne fut passé (1).

(1) La rédaction du texte ne laissait pas de paraître quelque peu menaçante. « La jouissance, y était-il dit, *pourra* en être accordée. »

Est-ce donc que le maire ou le préfet pourront disposer au profit de telle association ou tel ministre qui leur agréera. Nullement. Les catholiques sont privilégiés et ils ont droit avant tous autres à cette jouissance. La déclaration du ministre des cultes à cet égard fut formelle à la Chambre. « S'il se forme, disait-il, une association de gens qui ont une arrière-pensée et si le curé désigné par le maire est un faux curé, il y a les affectataires, il y a les catholiques qui pourront faire ce qui est permis à tout citoyen dont les droits sont lésés, se pourvoir devant les tribunaux et plaider leur cause » (Discours du 21 déc. 1906). C'est

Dès lors, quelle est la situation des ministres du culte et de la collectivité des fidèles par rapport aux édifices.

Dépossédés désormais de tous les droits d'administration ou de disposition, ils tiennent les édifices du culte

d'ailleurs ce qui s'est passé, et nous en avons un exemple récent avec la cultuelle de Saint-Cyr-Laroche (Corrèze). Voici les faits : L'abbé Ceyrolles, desservant de Saint-Cyr-Laroche, ayant dû quitter cette paroisse en février 1907, le 18 mars suivant une association cultuelle s'y constitua sous la présidence d'un propriétaire M. Féral. Celui-ci obtint du maire un acte qui attribuait à l'association pour neuf ans, la jouissance des édifices du culte. L'association prit pour desservant d'abord l'abbé Belet, puis l'abbé Fatôme « prêtre vieux catholique ». Le 1^{er} décembre 1907, l'évêque de Tulle nomma un curé légitime, l'abbé Dumas qui, faute d'église, officia d'abord dans une grange. Le conseil municipal fut battu aux élections de 1908. C'est alors que l'abbé Dumas, curé de Saint-Cyr-Laroche et soixante et un de ses paroissiens, intentèrent un procès devant le tribunal civil de Brive à M. Féral, président de l'association cultuelle de Saint-Cyr, à M. Fatôme, curé schismatique, appelé dans cette commune par la cultuelle, et au maire de Saint-Cyr-Laroche pour faire rendre l'église communale au culte romain. Le tribunal, par un jugement en date du 9 janvier 1909, vient de lui donner raison. Après avoir dit que « la loi du 2 janvier 1907 n'est pas une œuvre de spoliation et de lutte, mais une loi essentiellement libérale, il ajoute : « Attendu en l'espèce, que la qualité de catholiques romains, que revendiquent Dumas et consorts, ne leur est pas contestée ; qu'au contraire Fatôme se dit lui-même ancien catholique, relevant de l'Eglise d'Utrecht et ne reconnaissant pas certains dogmes auxquels s'est soumise l'Eglise de Rome tels que l'Immaculée-Conception et l'infaillibilité pontificale, qu'on cherche vainement à équivoquer sur le mot catholique ; qu'être vieux catholique ce n'est pas être catholique romain ; que le tribunal n'a pas à rechercher si la confession ou secte à laquelle est affilié Fatôme est plus orthodoxe que la secte ou confession romaine... ; qu'il lui suffit de constater qu'il est en présence de deux religions distinctes, proclamant des dogmes différents, et que celle-là doit en fait être préférée, à qui les édifices du culte réclamés étaient autrefois affectés. » Par ces motifs, le tribunal a décidé que les clefs de l'Eglise devraient être remises à Dumas dans la huitaine et a condamné la cultuelle et la commune aux dépens. — V. *Le Temps*, 10 janvier 1909 et *Petit Temps*, 20 janvier 1909.

en vertu du paragraphe 1^{er} de l'article 5 et sont de simples occupants sans titre juridique. En conséquence, les ministres du culte ne peuvent percevoir aucune rétribution à raison de l'usage par des tiers de l'église ou des objets qui y sont contenus, car ils occupent l'église au même titre que les fidèles sans droit. Toutefois leur rôle d'occupant les oblige à la garde de l'édifice et ils devront veiller à ce qu'il n'y soit fait aucun préjudice.

Dans cet état, peut-on dire que la collectivité des fidèles et des ministres sont tenus de réparer l'édifice qu'ils occupent ?

En principe il semble bien que la réponse doive être négative, puisque la loi de 1907 fait dériver l'obligation des réparations du contrat de jouissance résultant de l'acte administratif et que ce contrat n'a jamais été passé ; mais indirectement, les fidèles n'en seront pas moins tenus de ces réparations comme par le passé, car la mise à la disposition n'en laisse pas moins subsister les causes anciennes de désaffectation. Le paragraphe 1^{er} de l'article 5 est formel : « A défaut d'associations cultuelles, les édifices affectés à l'exercice du culte ainsi que les meubles les garnissant, seront, *sauf désaffectation...* » Comme d'autre part, d'après l'article 6 de la même loi, les dispositions de la loi du 9 décembre 1905 en ce qu'elles n'ont pas de contraire à la présente loi sont maintenues, nous en concluons que « Si la conservation de l'édifice est compromise par insuffisance d'entretien », l'édifice peut être désaffecté, autrement dit que les fidèles en seront privés. Par conséquent s'ils y tiennent, ils devront en assumer les charges.

A notre avis donc il y a là pour eux une obligation non directe, mais indirecte. Ajoutons d'ailleurs que la plupart

des catholiques ont toujours repoussé la théorie de propriété consacrée par la loi de 1905 et se considérant propriétaires des édifices du culte il leur paraît naturel d'en assumer les charges.

Au reste nous aurons bientôt à revenir sur cette question des réparations avec la loi du 13 avril 1908.

Telle est la condition juridique des édifices du culte sous le régime actuel, condition fausse par excellence par suite de l'introduction du paragraphe relatif à la jouissance qui ne devait jamais être appliqué.

Il faut avouer que le législateur n'a pas, dans cette circonstance, fait preuve de tout le libéralisme que l'on pouvait attendre. En admettant que l'attitude de l'Eglise fut peu justifiée, n'eût-ce pas été de sa part un bel acte que d'éviter dans une telle loi tout ce qui pourrait avoir au moins l'apparence d'une mesquinerie. Pourquoi n'avoir pas confié un titre juridique aux ministres du culte ?

Toutefois, il faut se féliciter de ce que l'ensemble des catholiques n'ont pas trouvé de différence avec le régime antérieur. On leur avait annoncé la fermeture des églises et ces églises restent ouvertes : ils viennent y prier comme jadis et, on doit le dire, la séparation pour la masse n'a nullement, en apparence du moins, revêtu le caractère d'importance qu'on voulait lui attribuer (1).

II. — Des édifices consacrés au logement ou à l'éducation des ministres du culte.

Pour eux la loi de 1907 innove et cette innovation est particulièrement dure. On supprime purement et simplement la période de transition qui avait été laissée aux

(1) La loi de 1908 ne changera rien à ce régime ; comme nous le verrons, c'est une loi complémentaire.

ministres et pendant laquelle la jouissance leur était gratuitement abandonnée. L'Etat, les communes, dès la promulgation de la nouvelle loi, reprennent ces édifices (1), pour en disposer comme il leur plaira. Cette loi est donc pour eux une loi générale de désaffectation. Disons toutefois qu'elle ne s'applique qu'autant que nulle association cultuelle n'en aura fait la réclamation dans l'année qui a suivi le vote de la loi de 1905 (2). Mais nous ne le mentionnons que pour mémoire, puisque nous savons déjà qu'aucune association de ce genre ne s'est constituée.

Les presbytères, évêchés, archevêchés et séminaires sont donc rentrés dans la possession légale de l'Etat, des départements et des communes.

Pour ceux qui étaient la propriété d'établissements ecclésiastiques, et cela vise plus particulièrement certains presbytères et quelques séminaires, ils seront, conformément à l'article 2, attribués par décret aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance, situés dans les limites territoriales de la circonscription ecclésiastique intéressée. Ici la loi de 1908 viendra bientôt apporter des modifications.

Désormais propriétaires de ces édifices, l'Etat, les communes ou les départements pourront les louer ou en disposer pour des services publics.

La location des presbytères devra être approuvée par l'autorité préfectorale. L'intervention de cette dernière n'a pas pour but, comme l'a rappelé le ministre des cultes lui-même, dans une circulaire (3), de trancher par des règles fixes si le prix de la location est ou non suffisant, mais

(1) Par le fait même les indemnités de logement sont supprimées.

(2) Loi du 2 janvier 1907, article 1^{er}.

(3) Circulaire du 5 mai 1907. — V. *Lois nouvelles*.

bien d'éviter qu'un prix dérisoire n'eût nettement le caractère d'une subvention, car d'après la loi de 1905 toujours en vigueur, les communes ne peuvent subventionner aucun culte (art. 19).

Il y a là, à notre avis, de la part du législateur, un véritable excès de pouvoir. Pourquoi ne pas laisser une commune libre d'agir comme bon lui semble ; c'est elle qui en supportera les conséquences sur son budget communal. Le conseil municipal est mieux placé que toute autre autorité, pour être juge d'une telle question ; pourquoi donc ne pas appliquer ici la règle ordinaire qui veut que le Conseil municipal soit libre de louer ou non les biens communaux ?

Malgré la disposition légale, beaucoup de communes ont laissé aux ministres du culte l'usage gratuit des presbytères. La délibération de ces conseils municipaux s'est vue annulée par l'autorité préfectorale. Ceux-ci se sont alors pourvus devant le Conseil d'Etat qui vient récemment de statuer sur leur cas (1).

(1) Le pourvoi d'une de ces communes présentait un intérêt tout particulier : le conseil municipal de Brugnens (Gers), tout en décidant de laisser jusqu'à nouvel ordre la jouissance gratuite du presbytère au curé, avait demandé à la population de se prononcer par voie de referendum sur l'usage définitif qui serait fait de l'immeuble. Le préfet du Gers avait déclaré nulle cette délibération dans toutes ses parties, parce que, disait-il, la consultation des habitants par voie de referendum est illégale.

Cette question de légalité du referendum a donné lieu à des conclusions du commissaire du gouvernement Chardenet qui a fait remarquer qu'aux termes d'une circulaire du ministère de l'intérieur du 23 mars 1889 et des observations du même département dans une affaire soumise en 1905 au Conseil d'Etat, l'exercice du referendum serait contraire à notre système représentatif. Mais M. Chardenet a émis l'avis que cette opinion de l'administration supérieure peut être considérée comme trop absolue, car suivant lui, une distinction s'impose. Certes,

Se rangeant à l'avis du commissaire du gouvernement M. Chardenet, qui considérait cette délibération des conseils municipaux comme contraire aux lois de 1905 et de 1907, le Conseil d'Etat statuant au contentieux a, par un arrêt en date du 18 janvier 1909, rejeté le recours.

SECTION III. — Loi du 13 avril 1908 (1).

Cette loi récente est le complément de la précédente ; elle nous intéresse à un double point de vue que nous étudierons dans deux paragraphes différents : d'une part, elle légifère pour les édifices du culte qui étaient jadis la propriété des établissements ecclésiastiques, d'autre part, elle consacre un article spécial aux réparations dont la question paraissait jusqu'ici douteuse.

I. — Des édifices ayant appartenu aux établissements ecclésiastiques.

Lors du vote de la loi de 1907, il avait été stipulé que

c'est au conseil municipal seul qu'il appartient de régler les affaires de la commune, et il ne saurait se substituer aucune autre autorité, fût-ce celle de la majorité des électeurs. Mais il ne faut pas aller plus loin et on peut parfaitement admettre qu'un conseil municipal, tout en se réservant de statuer lui-même, procède préalablement, en vue de s'éclairer, à une consultation des électeurs. Le referendum constituerait dans ce cas une simple mesure d'instruction qui n'est prévue par aucune loi, mais n'est interdite par aucun texte. Ce ne serait alors qu'une variété des enquêtes de *commodo et incommodo*. Cependant, en fait, M. Chardenet a fait remarquer que, dans l'esprit du conseil municipal, il devait s'agir d'un referendum décisif, et conformément à ces conclusions le Conseil d'Etat a déclaré qu'en substituant à la décision qu'il lui appartenait de prendre lui-même pour le règlement d'une affaire d'intérêt communal, la décision des habitants, le conseil municipal a violé la loi (V. *Le Temps*, 20 janvier 1909).

(1) *J. off.*, 14 avril 1908, p. 2609.

« les biens des établissements ecclésiastiques qui n'avaient pas été réclamés par des associations constituées dans l'année qui avait suivi la promulgation de la loi du 9 décembre 1905 conformément aux dispositions de la dite loi, seraient attribués à titre définitif dès la promulgation de la présente loi aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance dans les conditions déterminées par l'article 9 sans préjudice des attributions à opérer par application des articles 7 et 8 en ce qui concernait les biens grevés d'une affectation étrangère à l'exercice du culte ».

En conséquence, les édifices du culte qui jusque-là étaient la propriété des fabriques, auraient dû régulièrement être attribués par décret aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance de la circonscription.

Toutefois l'article 5 de la même loi laissait à ces édifices leur destination antérieure.

La loi du 13 avril 1908 vient changer le futur propriétaire de ces édifices ainsi que du mobilier qui les garnissait.

Après avoir stipulé, article 1^{er}, § 1, à qui seraient attribués les biens des établissements ecclésiastiques, ce paragraphe termine en disant : « sauf les exceptions ci-après : 1° les édifices affectés au culte lors de la promulgation de la loi du 9 décembre 1905 et les meubles les garnissant deviendront la propriété des communes sur le territoire desquelles ils sont situés, s'ils n'ont pas été restitués ni revendiqués dans le délai légal ».

Ainsi donc ces édifices qui autrefois étaient propriété des fabriques sont devenus propriétés communales.

On peut se demander en effet à quoi, au cas de désaffectation, l'établissement de bienfaisance aurait pu utiliser l'édifice. D'autre part les réparations possibles et permises

auraient lourdement grevé cet établissement, tandis que la commune pouvait les supporter plus commodément. Enfin, n'était-ce pas la succession des habitants de la commune qui avait contribué à la construction de l'édifice, n'était-il pas naturel de le leur attribuer ?

Le texte mentionne que la commune en sera propriétaire « s'il n'a pas été restitué ou revendiqué ». Il se pourrait en effet qu'une église considérée comme propriété de la fabrique, fût en réalité celle d'un particulier. Le cas se présentera rarement sans doute, mais, s'il avait lieu, ce serait évidemment aux tribunaux à décider.

Dans un deuxième paragraphe, l'article s'occupe des meubles ayant appartenu aux établissements ecclésiastiques et garnissant les édifices postérieurs au Concordat qui sont la propriété de l'Etat, des départements et des communes. Il n'y avait lieu en effet que de parler des meubles garnissant ces derniers édifices, puisque ceux qui se trouvaient dans les églises antérieures au Concordat ont tous été déclarés propriété de l'Etat, des départements et des communes. Pour ces meubles, il est dit qu'« ils deviendront propriétaires desdits édifices s'ils n'ont pas été restitués ni revendiqués dans le délai légal ».

Aujourd'hui donc plus de discussion possible sur la question de propriété des édifices du culte et par suite de la loi de 1908, on peut dire qu'ils sont tous propriétés de l'Etat, des départements et des communes, ainsi que les meubles qui les garnissent.

Les quelques milliers d'églises qui étaient jadis la propriété des fabriques ont donc vécu.

La solution théorique de cette question est peut-être un peu brutale, mais il en fallait une et d'ailleurs en pratique elle a trouvé un palliatif dans ce fait que comme toutes les autres églises elles restent affectées au culte.

Cette partie de la loi de 1908 faisait perdre définitivement à l'Eglise les avantages que lui avait conservés la loi de 1905 ; par contre l'article 5 que nous allons maintenant étudier lui apportait une faible compensation.

II. — Réparations des édifices du culte.

Au cours de notre deuxième section, nous avons dit brièvement que les fidèles avec la nouvelle loi de 1907 n'étaient nullement tenus au moins théoriquement d'assumer la charge des grosses réparations. Bien que cela puisse paraître bizarre, ce n'en est pas moins logique.

Sous le régime concordataire et depuis la loi municipale de 1884, les communes étaient tenues d'effectuer les grosses réparations des édifices du culte sauf l'application préalable des revenus et ressources disponibles des fabriques à ces réparations. Pour les autres édifices communaux remarquons qu'ils sont toujours à la charge de la commune (Loi 5 avril 1884, article 136, § 12). La loi de 1905 qui abolissait le régime concordataire pour lui substituer le régime séparatiste, en échange de la jouissance perpétuelle des édifices du culte accordée aux associations cultuelles, abrogeait le paragraphe 12 de l'article 136 ; il ne l'abrogeait bien entendu qu'en ce qui pouvait être contraire à l'application de la présente loi. Il ne viendrait à l'esprit de personne de dire que les communes par suite de l'article 44 de la loi de 1905 ne sont plus tenues de réparer aucun édifice communal.

Mais la fabrique supprimée, aucun établissement ne l'a remplacé, l'association cultuelle ne s'est pas formée, aucune personnalité n'a eu la jouissance des édifices du culte, aucune ne pouvait donc en supporter les charges.

Sans doute la loi de 1907 laisse l'édifice à la collectivité

des fidèles, mais ceux-ci ne constituent nullement une personnalité juridique capable de droits ou de charges. Dès lors, l'édifice du culte n'est plus qu'un édifice communal auquel on doit appliquer les règles de la loi de 1884, l'abrogation du paragraphe 12 de l'article 136 étant considérée comme anéantie, puisqu'il n'y a plus ni fabrique, ni association cultuelle, ni représentant légal du culte. En conséquence, faisant application de la loi de 1884, la commune devrait être tenue des grosses réparations.

Beaucoup pensèrent alors que ce n'était pas possible, car en cela, il y avait violation d'une règle générale posée dans l'article 19 de la loi de 1905 qui interdit toute subvention de l'Etat ou des communes au culte.

Mais pour bien montrer qu'une telle pensée était erronée et que les allocations faites par les communes pour les réparations des édifices du culte ne revêtiraient nullement le caractère de subvention, le législateur inséra dans la loi du 13 avril 1908 un article ainsi conçu (article 5) :

« L'Etat, les départements et les communes pourront engager les dépenses nécessaires pour l'entretien et la conservation des édifices du culte dont la propriété leur est reconnue par la présente loi. »

La rédaction de ce texte encore une fois était malheureuse à cause de son ambiguïté. Il a donné lieu récemment à une interprétation qui crée un fâcheux précédent. Cette interprétation a été donnée par le garde des sceaux, ministre des cultes lui-même à propos d'une délibération du conseil municipal de Châteaudun.

Au cours de l'année 1908, ce conseil municipal avait pris une délibération tendant à ne prendre à la charge du budget communal les grosses réparations que d'une seule église sur trois (toutes trois classées comme monuments historiques) que compte la ville de Châteaudun.

Vivement critiquée comme illégale, par le *Journal des Débats*, cette mesure fut soumise par le maire lui-même au ministre des cultes, Celui-ci répondit par une consultation (1).

Il y expose tout d'abord que la loi de 1905 a abrogé le paragraphe 12 de l'article 136 de la loi du 5 avril 1884, qui prescrivait « l'application préalable des revenus et ressources disponibles des fabriques aux réparations de cette nature et que les communes demeurent tenues des grosses réparations concernant tous les édifices communaux y compris ceux de ces édifices qui sont affectés au culte ». On objecte, il est vrai, ajoute le ministre que l'absence d'associations cultuelles a jusqu'ici rendu cette disposition inapplicable aux édifices affectés au culte catholique et que la charge des grosses réparations doit retomber obligatoirement sur la commune propriétaire de l'édifice, les grosses réparations d'un bâtiment incombant d'après le droit commun au propriétaire. Il convient de remarquer que si cette thèse était exacte, les municipalités se trouveraient sous le régime de séparation des Eglises et de l'Etat soumises à une obligation plus rigoureuse que sous le régime concordataire, étant obligées non pas subsidiairement et en cas d'insuffisance des ressources des fabriques mais à titre principal.

Une telle conséquence serait singulièrement contraire à l'esprit de la législation nouvelle. Mais le texte de l'article 5 de la loi du 13 avril 1908 tranche formellement et expressément si les dépenses faites pour la réparation et la conservation des édifices affectés au culte dont les communes sont propriétaires ont un caractère facultatif ou

(1) V. *Le Temps*, 26 décembre 1908.

obligatoire, les termes de la loi établissent de la façon la plus nette que l'on se trouve en présence d'une simple faculté et non d'une obligation.

Telle n'était pas, croyons-nous, la pensée du législateur lors de son vote et nous persistons à croire que la conclusion inattendue peut-être, mais logique, que nous avons précédemment exposée, s'imposait.

La solution, préconisée par le ministre est d'autant plus intéressante qu'elle s'applique à des monuments historiques pour lesquels il ne fait aucune réserve. Ainsi donc l'Etat, les départements et les communes peuvent, en toute sérénité, se désintéresser des édifices classés, même les laisser tomber en ruines et pourtant, n'est-il pas évident que ce n'est pas à raison de sa destination cultuelle que telle cathédrale est intéressante, mais seulement en considération de sa valeur artistique. N'est-il pas véritablement insensé de laisser se dégrader de merveilleux monuments uniquement parce que le culte s'y exerce ; ne devrait-on pas au moins faire exception pour ceux qui représentent notre plus beau patrimoine dans le domaine de l'art ?

Il nous semble qu'une disposition légale dans ce sens s'impose.

ANNEXES

LOI DU 9 DÉCEMBRE 1905

TITRE PREMIER

Principes.

ARTICLE PREMIER. — La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public.

ART. 2. — La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. En conséquence, à partir du 1^{er} janvier qui suivra la promulgation de la présente loi, seront supprimés les budgets de l'Etat, des départements et des communes, toutes dépenses relatives à l'exercice des cultes. Pourront toutefois être inscrites aux dits budgets, les dépenses relatives à des services d'aumônerie et destinées à assurer le libre exercice des cultes dans les établissements publics, tels que lycées, collèges, écoles, hospices, asiles et prisons.

Les établissements publics du culte sont supprimés, sous réserve des dispositions énoncées à l'article 3.

TITRE II

Attribution des biens. Pensions.

ART. 3. — Les établissements dont la suppression est ordonnée par l'article 2 continueront provisoirement de fonctionner, conformément aux dispositions qui les régissent actuellement, jus-

qu'à l'attribution de leurs biens aux associations prévues par le titre IV et au plus tard jusqu'à l'expiration du délai ci-après.

Dès la promulgation de la présente loi, il sera procédé par les agents de l'Administration des domaines à l'inventaire descriptif et estimatif :

1° Des biens mobiliers et immobiliers desdits établissements ;

2° Des biens de l'Etat, des départements et des communes dont les mêmes établissements ont la jouissance.

Ce double inventaire sera dressé contradictoirement avec les représentants légaux des établissements ecclésiastiques ou eux dûment appelés par une notification faite en la forme administrative.

Les agents chargés de l'inventaire auront le droit de se faire communiquer tous titres et documents utiles à leurs opérations.

ART. 4. — Dans le délai d'un an à partir de la promulgation de la présente loi, les biens mobiliers et immobiliers des menses, fabriques, conseils presbytéraux, consistoires et autres établissements publics du culte seront, avec toutes les charges et obligations qui les grèvent et avec leur affectation spéciale, transférés par les représentants légaux de ces établissements aux associations qui, en se conformant aux règles d'organisation générale du culte dont elles se proposent d'assurer l'exercice, se seront légalement formées, suivant les prescriptions de l'article 19, pour l'exercice de ce culte dans les anciennes circonscriptions des dits établissements.

ART. 5. — Ceux des biens désignés à l'article précédent qui proviennent de l'Etat et qui ne sont pas grevés d'une fondation pieuse créée postérieurement à la loi du 18 germinal an X feront retour à l'Etat.

Les attributions de biens ne pourront être faites par les établissements ecclésiastiques qu'un mois après la promulgation du règlement d'administration publique prévu à l'article 43. Faute de quoi la nullité pourra en être demandée devant le tribunal civil par toute partie intéressée ou par le ministère public.

En cas d'aliénation par l'association cultuelle de valeurs mobilières ou d'immeubles faisant partie du patrimoine de l'établissement public dissous, le montant du produit de la vente devra

être employé entitres de rente nominatifs ou dans les conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 22.

L'acquéreur des biens aliénés sera personnellement responsable de la régularité de cet emploi.

Les biens revendiqués par l'Etat, les départements ou les communes ne pourront être aliénés, transformés ni modifiés jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la revendication par les tribunaux compétents.

ART. 6. — Les associations attributaires des biens des établissements ecclésiastiques supprimés seront tenues des dettes de ces établissements ainsi que de leurs emprunts, sous réserve des dispositions du troisième paragraphe du présent article ; tant qu'elles ne seront pas libérées de ce passif, elles auront droit à la jouissance des biens productifs de revenus qui doivent faire retour à l'Etat en vertu de l'article 5.

Le revenu global desdits biens reste affecté au paiement du reliquat des dettes régulières et légales de l'établissement public supprimé, lorsqu'il ne se sera formé aucune association culturelle apte à recevoir le patrimoine de cet établissement.

Les annuités des emprunts contractés pour dépenses relatives aux édifices religieux seront supportées par les associations en proportion du temps pendant lequel elles auront l'usage de ces édifices par application des dispositions du titre III.

Dans le cas où l'Etat, les départements ou les communes resteront en possession de ceux des édifices dont ils sont propriétaires, ils seront responsables des dettes régulièrement contractées et afférentes auxdits édifices.

ART. 7. — Les biens mobiliers ou immobiliers grevés d'une affectation charitable ou de toute autre affectation étrangère à l'exercice du culte seront attribués, par les représentants légaux des établissements ecclésiastiques, aux services ou établissements publics ou d'utilité publique dont la destination est conforme à celle desdits biens. Cette attribution devra être approuvée par le préfet du département où siège l'établissement ecclésiastique. En cas de non-approbation il sera statué par décret en Conseil d'Etat.

Toute action en reprise ou en revendication devra être exercée dans un délai de six mois à partir du jour où l'arrêté préfectoral

ral, ou le décret approuvant l'attribution aura été inséré au *Journal officiel*. L'action ne pourra être intentée qu'en raison de donations ou de legs et seulement par les auteurs et leurs héritiers en ligne directe.

ART. 8. — Faute par un établissement ecclésiastique d'avoir, dans le délai fixé par l'article 4, procédé aux attributions ci-dessus prescrites, il y sera pourvu par décrets.

A l'expiration dudit délai, les biens à attribuer seront, jusqu'à leur attribution, placés sous séquestre.

Dans le cas où les biens attribués en vertu de l'article 4 et du paragraphe 1^{er} du présent article seront, soit dès l'origine, soit dans la suite, réclamés par plusieurs associations formées pour l'exercice du même culte, l'attribution qui en aura été faite par les représentants de l'établissement ou par décret pourra être contestée devant le Conseil d'Etat statuant au contentieux, lequel prononcera en tenant compte de toutes les circonstances de fait.

La demande sera introduite devant le Conseil d'Etat, dans le délai d'un an à partir de la date du décret ou à partir de la notification, à l'autorité préfectorale, par les représentants légaux des établissements publics du culte, de l'attribution effectuée par eux. Cette notification devra être faite dans le délai d'un mois.

L'attribution pourra être ultérieurement contestée en cas de scission dans l'association nantie, de création d'association nouvelle, par suite d'une modification dans le territoire de la circonscription ecclésiastique et dans le cas où l'association attributaire n'est plus en mesure de remplir son objet.

ART. 9. — A défaut d'association pour recueillir les biens d'un établissement public du culte, ces biens seront attribués par décret aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance situés dans les limites territoriales de la circonscription ecclésiastique intéressée.

En cas d'une dissolution d'une association, les biens qui auront été dévolus en exécution des articles 4 et 8 seront attribués par décret rendu en Conseil d'Etat, soit à des associations analogues dans la même circonscription ou, à leur défaut, dans les circonscriptions les plus voisines, soit aux établissements visés au paragraphe 1^{er} du présent article.

Toute action en reprise ou en revendication devra être exercée

dans un délai de six mois à partir du jour où le décret aura été inséré au *Journal officiel*. L'action ne pourra être intentée qu'en raison de donation ou de legs et seulement par les auteurs et leurs héritiers en ligne directe.

Arr. 10. — Les attributions prévues par les articles précédents ne donnent lieu à aucune perception au profit du Trésor.

Arr. 11. — Les ministres des cultes qui, lors de la promulgation de la présente loi, seront âgés de plus de soixante ans révolus et qui auront, pendant trente ans au moins, rempli les fonctions ecclésiastiques rémunérées par l'Etat recevront une pension annuelle et viagère égale aux trois quarts de leur traitement.

Ceux qui seront âgés de plus de quarante-cinq ans et qui auront, pendant vingt ans au moins, rempli des fonctions ecclésiastiques rémunérées par l'Etat, recevront une pension annuelle et viagère égale à la moitié de leur traitement.

Les pensions allouées par les deux paragraphes précédents ne pourront pas dépasser quinze cents francs.

En cas de décès des titulaires, ces pensions seront réversibles, jusqu'à concurrence de la moitié de leur montant, au profit de la veuve et des orphelins mineurs laissés par le défunt et jusqu'à concurrence du quart au profit de la veuve sans enfants mineurs. A la majorité des orphelins, leur pension s'éteindra de plein droit.

Les ministres des cultes actuellement salariés par l'Etat, qui ne seront pas dans les conditions ci-dessus, ne recevront, pendant quatre ans, à partir de la suppression du budget des cultes, qu'une allocation égale à la totalité de leur traitement pour la première année, aux deux tiers pour la deuxième, à la moitié pour la troisième, au tiers pour la quatrième.

Toutefois dans les communes de moins de 1.000 habitants et pour les ministres des cultes qui continueront à y remplir leurs fonctions, la durée de chacune des quatre périodes ci-dessus indiquées sera doublée.

Les départements et les communes pourront, sous les mêmes conditions que l'Etat, accorder aux ministres des cultes actuellement salariés par eux des pensions ou des allocations établies sur la même base et pour une égale durée.

Réserve est faite des droits acquis en matière de pension par

l'application de la législation antérieure, ainsi que des secours accordés, soit aux anciens ministres des différents cultes, soit à leur famille.

Les pensions prévues aux deux premiers paragraphes du présent article ne pourront se cumuler avec toute autre pension ou tout autre traitement alloué à titre quelconque, par l'Etat, les départements ou les communes.

La loi du 27 juin 1883, relative au personnel des facultés de théologie catholique supprimées, est applicable aux professeurs, chargés de cours, maîtres de conférences, et étudiants des facultés de théologie protestante.

Les pensions et allocations prévues ci-dessus, seront incessibles et insaisissables dans les mêmes conditions que les pensions civiles. Elles cesseront de plein droit en cas de condamnation à une peine afflictive ou infamante, ou en cas de condamnation pour l'un des délits prévus aux articles 34 et 35 de la présente loi.

Le droit à l'obtention ou à la jouissance d'une pension ou allocation sera suspendu par les circonstances qui font perdre la qualité de français durant la privation de cette qualité.

Les demandes de pension devront être, sous peine de forclusion, formées dans le délai d'un an après la promulgation de la présente loi.

TITRE III

Des édifices des cultes.

ART. 12. — Les édifices qui ont été mis à la disposition de la nation et qui, en vertu de la loi du 18 germinal an X, servent à l'exercice public des cultes ou au logement de leurs ministres (cathédrales, églises, chapelles, temples, synagogues, archevêchés, évêchés, presbytères, séminaires), ainsi que leurs dépendances immobilières et les objets mobiliers qui les garnissent au moment où lesdits édifices ont été remis aux cultes, sont et demeurent propriétés de l'Etat, des départements et des communes.

Pour ces édifices, comme pour ceux postérieurs à la loi du 18 germinal an X, dont l'Etat, les départements et les communes seraient propriétaires, y compris les facultés de théologie protestante, il sera procédé conformément aux dispositions des articles suivants.

ART. 13. — Les édifices servant à l'exercice public du culte, ainsi que les objets mobiliers les garnissant, seront laissés gratuitement à la disposition des établissements publics du culte, puis des associations appelées à les remplacer auxquelles les biens de ces établissements auront été attribués par application des dispositions du titre II.

La cessation de cette jouissance et, s'il y a lieu, son transfert seront prononcés par décret, sauf recours au Conseil d'Etat statuant au contentieux :

1° Si l'association bénéficiaire est dissoute ;

2° Si, en dehors des cas de force majeure, le culte cesse d'être célébré pendant plus de six mois consécutifs ;

3° Si la conservation de l'édifice ou celle des objets mobiliers classés en vertu de la loi de 1887 et de l'article 16 de la présente loi est compromise par insuffisance d'entretien, et après mise en demeure dûment notifiée du conseil municipal ou, à son défaut, du préfet ;

4° Si l'association cesse de remplir son objet ou si les édifices sont détournés de leur destination ;

5° Si elle ne satisfait pas soit aux obligations de l'article 6 ou du dernier paragraphe du présent article, soit aux prescriptions relatives aux monuments historiques.

La désaffectation de ces immeubles pourra, dans les cas ci-dessus prévus, être prononcée par décret en Conseil d'Etat. En dehors de ces cas, elle ne pourra l'être que par une loi.

Les immeubles autrefois affectés aux cultes et dans lesquels les cérémonies du culte n'auront pas été célébrées pendant le délai d'un an antérieurement à la présente loi, ainsi que ceux qui ne seront pas réclamés par une association cultuelle dans le délai de deux ans après sa promulgation, pourront être désaffectés par décret.

Il en est de même pour les édifices dont la désaffectation aura été demandée antérieurement au 1^{er} juin 1905.

Les établissements publics du culte, puis les associations bénéficiaires, seront tenus des réparations de toute nature, ainsi que des frais d'assurance et autres charges afférentes aux édifices et aux meubles les garnissant.

ART. 14. — Les archevêchés, évêchés, les presbytères et leurs

dépendances, les grands séminaires et les facultés de théologie protestante seront laissés gratuitement à la disposition des établissements publics du culte, puis des associations prévues à l'article 13, savoir : les archevêchés, les évêchés pendant une période de deux années ; les presbytères dans les communes où résidera le ministre du culte, les grands séminaires et les facultés de théologie protestante pendant cinq années à partir de la promulgation de la présente loi.

Les établissements et associations sont soumis, en ce qui concerne ces édifices, aux obligations prévues par le dernier paragraphe de l'article 13. Toutefois ils ne seront pas tenus des grosses réparations.

La cessation de la jouissance des établissements et associations sera prononcée dans les conditions et suivant les formes déterminées par l'article 13. Les dispositions des paragraphes 3 et 5 du même article sont applicables aux édifices visés par le paragraphe premier du présent article.

La distraction des parties superflues des presbytères laissés à la disposition des associations cultuelles pourra, pendant le délai prévu au paragraphe 1^{er}, être prononcée pour un service public par décret rendu en Conseil d'Etat.

A l'expiration des délais de jouissance gratuite la libre disposition des édifices sera rendue à l'Etat, aux départements ou aux communes.

Les indemnités de logement incombant actuellement aux communes, à défaut de presbytère, par application de l'article 136 de la loi du 5 avril 1884, resteront à leur charge pendant le délai de cinq ans.

Elles cesseront de plein droit en cas de dissolution de l'association.

ART. 15. — Dans les départements de la Savoie, de la Haute-Savoie et des Alpes-Maritimes, la jouissance des édifices antérieurs à la loi du 18 germinal an X, servant à l'exercice des cultes ou au logement de leurs ministres, sera attribuée par les communes sur les territoires desquelles ils se trouvent aux associations cultuelles dans les conditions indiquées par les articles 12 et suivants de la présente loi. En dehors de ces obligations, les

communes pourront disposer librement de la propriété de ces édifices.

Dans ces mêmes départements, les cimetières resteront la propriété des communes.

ART. 16. — Il sera procédé à un classement complémentaire des édifices servant à l'exercice public du culte (cathédrales, églises, chapelles, temples, synagogues, archevêchés, évêchés, presbytères, séminaires) dans lequel devront être compris tous ceux de ces édifices représentant, dans leur ensemble ou dans leurs parties, une valeur artistique ou historique.

Les objets mobiliers ou les immeubles par destination mentionnés à l'article 13 qui n'auraient pas encore été inscrits sur la liste de classement dressée en vertu de la loi du 30 mars 1887, sont, par l'effet de la présente loi, ajoutés à ladite liste. Il sera procédé par le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, dans un délai de trois ans, au classement définitif de ceux de ces objets dont la conservation présenterait, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt suffisant. A l'expiration de ce délai, les autres objets seront déclassés de plein droit.

En outre, les immeubles et les objets mobiliers, attribués en vertu de la présente loi aux associations, pourront être classés dans les mêmes conditions que s'ils appartenaient à des établissements publics.

Il n'est pas dérogé, pour le surplus, aux dispositions de la loi du 30 mars 1887.

Les archives ecclésiastiques et bibliothèques existant dans les archevêchés, évêchés, grands séminaires, paroisses, succursales et leurs dépendances seront inventoriées et celles qui seront reconnues propriété de l'Etat lui seront restituées.

ART. 17. — Les immeubles par destination classés en vertu de la loi du 30 mars 1887 ou de la présente loi sont inaliénables et imprescriptibles.

Dans le cas où la vente ou l'échange d'un objet classé serait autorisé par le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, un droit de préemption est accordé : 1° aux associations culturelles ; 2° aux communes ; 3° aux départements ; 4° aux musées et sociétés d'art et d'archéologie ; 5° à l'Etat. Le

prix sera fixé par trois experts que désigneront le vendeur, l'acquéreur et le président du tribunal civil.

Si aucun des acquéreurs visés ci-dessus ne fait usage du droit de préemption, la vente sera libre ; mais il est interdit à l'acheteur d'un objet classé de le transporter hors de France.

Nul travail de réparation, restauration ou entretien à faire aux monuments ou objets mobiliers classés ne peut être commencé sans l'autorisation du ministre des Beaux-Arts, ni exécuté hors de la surveillance de son administration, sous peine, contre les propriétaires, occupants ou détenteurs qui auraient ordonné ces travaux, d'une amende de seize à quinze cents francs (16 à 1.500 fr.).

Toute infraction aux dispositions ci-dessus ainsi qu'à celles de l'article 16 de la présente loi et des articles 4, 10, 11, 12 et 13 de la loi du 30 mars 1887 sera punie d'une amende de cent à dix mille francs (100 à 10.000 fr.) et d'un emprisonnement de six jours à trois mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

La visite de ces édifices et l'exposition des objets mobiliers classés seront publiques ; elles ne pourront donner lieu à aucune taxe ni redevance.

TITRE IV

Des associations pour l'exercice des cultes.

ART. 18. — Les associations formées pour subvenir aux frais, à l'entretien et à l'exercice public d'un culte devront être constituées conformément aux articles 5 et suivants du titre premier de la loi du 1^{er} juillet 1901. Elles seront, en outre, soumises aux prescriptions de la présente loi.

ART. 19. — Ces associations devront avoir exclusivement pour objet l'exercice d'un culte et être composées au moins :

Dans les communes de moins de 1.000 habitants, de sept personnes ;

Dans les communes de 1.000 à 20.000 habitants, de quinze personnes ;

Dans les communes dont le nombre des habitants est supérieur à 20.000, de vingt-cinq personnes majeures, domiciliées ou résidant dans la circonscription religieuse.

Chacun de leurs membres pourra s'en retirer en tout temps,

après paiement des cotisations échues et de celles de l'année courante, nonobstant toute clause contraire.

Nonobstant toute clause contraire des statuts, les actes de gestion financière et d'administration légale des biens accomplis par les directeurs ou administrateurs seront, chaque année au moins, présentés au contrôle de l'assemblée générale des membres de l'association et soumis à son approbation.

Les associations pourront recevoir, en outre des cotisations prévues par l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901, le produit des quêtes et collectes pour les frais du culte, percevoir des rétributions pour les cérémonies et services religieux, même par fondation ; pour la location des bancs et sièges ; pour la fourniture des objets destinés au service des funérailles dans les édifices religieux et à la décoration de ces édifices.

Elles pourront verser, sans donner lieu à perception de droits, le surplus de leurs recettes à d'autres associations constituées pour le même objet.

Elles ne pourront, sous quelque forme que ce soit, recevoir des subventions de l'Etat, des départements ou des communes. Ne sont pas considérées comme subventions les sommes allouées pour réparations aux monuments classés.

ART. 20. — Ces associations peuvent, dans les formes déterminées par l'article 7 du décret du 16 août 1901, constituer des unions ayant une administration ou une direction centrale ; ces unions seront réglées par l'article 18 et par les cinq derniers paragraphes de l'article 19 de la présente loi.

ART. 21. — Les associations et les unions tiennent un état de leurs recettes et de leurs dépenses ; elles dressent chaque année le compte financier de l'année écoulée et l'état inventorié de leurs biens, meubles et immeubles.

Le contrôle financier est exercé sur les associations et sur les unions par l'administration de l'enregistrement et par l'inspection générale des finances.

ART. 22. — Les associations et unions peuvent employer leurs ressources disponibles à la constitution d'un fonds de réserve suffisant pour assurer les frais et l'entretien du culte et ne pouvant dans aucun cas recevoir une autre destination ; le montant de cette réserve ne pourra jamais dépasser une somme égale,

pour les unions et les associations ayant plus de cinq mille francs (5.000 fr.) de revenu, à trois fois et, pour les autres associations, à six fois la moyenne annuelle des sommes dépensées par chacune d'elles pour les frais du culte pendant les cinq derniers exercices.

Indépendamment de cette réserve, qui devra être placée en valeurs nominatives, elles pourront constituer une réserve spéciale dont les fonds devront être déposés, en argent ou en titres nominatifs, à la Caisse des dépôts et consignations pour être exclusivement affectés, y compris les intérêts, à l'achat, à la construction, à la décoration ou à la réparation d'immeubles ou meubles destinés aux besoins de l'association ou de l'union.

ART. 23. — Seront punis d'une amende de seize francs (16 fr.) à deux cents francs (200 fr.) et en cas de récidive d'une amende double, les directeurs ou administrateurs d'une association ou d'une union qui auront contrevenu aux articles 18, 19, 20, 21, 22.

Les tribunaux pourront, dans le cas d'infraction au paragraphe premier de l'article 22, condamner l'association ou l'union à verser l'excédent constaté aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance.

Ils pourront, en outre, dans les cas prévus au paragraphe premier du présent article, prononcer la dissolution de l'association ou de l'union.

ART. 24. — Les édifices affectés à l'exercice du culte appartenant à l'Etat, aux départements ou aux communes continueront à être exemptés de l'impôt des portes et fenêtres.

Les édifices servant au logement des ministres des cultes, les séminaires, les facultés de théologie protestante qui appartiennent à l'Etat, aux départements ou aux communes, les biens qui sont la propriété des associations et unions sont soumis aux mêmes impôts que ceux des particuliers.

Les associations et unions ne sont en aucun cas assujetties à la taxe d'abonnement ni à celle imposée aux cercles par l'article 33 de la loi du 8 août 1890, pas plus qu'à l'impôt de 4 0/0 sur le revenu établi par les lois du 28 décembre 1880 et du 29 décembre 1884.

TITRE V

Police des cultes.

ART. 25. — Les réunions pour la célébration d'un culte tenues dans les locaux appartenant à une association cultuelle ou mis à sa disposition sont publiques. Elles sont dispensées des formalités de l'article 8 de la loi du 30 juin 1881, mais restent placées sous la surveillance des autorités dans l'intérêt de l'ordre public. Elles ne peuvent avoir lieu qu'après une déclaration faite dans les formes de l'article 2 de la même loi et indiquant le local dans lequel elles seront tenues.

Une seule déclaration suffit pour l'ensemble des réunions permanentes, périodiques ou accidentelles qui auront lieu dans l'année.

ART. 26. — Il est interdit de tenir des réunions politiques dans les locaux servant habituellement à l'exercice d'un culte.

ART. 27. — Les cérémonies, processions et autres manifestations extérieures d'un culte continueront à être réglées en conformité des articles 95 et 97 de la loi municipale du 5 avril 1884.

Les sonneries des cloches seront réglées par arrêté municipal, et, en cas de désaccord entre le maire et le président ou directeur de l'association cultuelle, par arrêté préfectoral.

Le règlement d'administration publique prévu par l'article 43 de la présente loi déterminera les conditions et les cas dans lesquels les sonneries civiles pourront avoir lieu.

ART. 28. — Il est interdit à l'avenir d'élever ou d'apposer aucun signe ou emblème religieux sur les monuments publics ou en quelque emplacement public que ce soit, à l'exception des édifices servant au culte, des terrains de sépulture dans les cimetières, des monuments funéraires, ainsi que des musées ou expositions.

ART. 29. — Les contraventions aux articles précédents sont punies de peines de simple police.

Sont passibles de ces peines, dans le cas des articles 25, 26 et 27, ceux qui ont organisé la réunion ou manifestation, ceux qui y ont participé en qualité de ministres du culte, dans le cas des articles 25 et 26, ceux qui ont fourni le local.

ART. 30. — Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi du 28 mars 1882, l'enseignement religieux ne peut être donné aux enfants de 6 à 13 ans inscrits dans les écoles publiques qu'en dehors des heures de classe.

Il sera fait application aux ministres des cultes qui enfreindraient ces prescriptions des dispositions de la loi précitée, article 14

ART. 31. — Sont punis d'une amende de seize francs (16 fr.) à deux cents francs (200 fr.) et d'un emprisonnement de six jours à deux mois, ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui, soit par voies de fait, violences ou menaces contre un individu, soit en lui faisant craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune, l'auront déterminé à exercer ou à s'abstenir d'exercer un culte, à faire partie ou à cesser de faire partie d'une association cultuelle, à contribuer ou à s'abstenir de contribuer aux frais d'un culte.

ART. 32. — Seront punis des mêmes peines ceux qui auront empêché, retardé ou interrompu l'exercice d'un culte par des troubles ou désordres causés dans le local servant à ces exercices.

ART. 33. — Les dispositions des deux articles précédents ne s'appliquent qu'aux troubles, outrages ou voies de fait, dont la nature ou les circonstances ne donneront pas lieu à de plus fortes peines, d'après les dispositions du Code pénal.

ART. 34. — Tout ministre d'un culte qui, dans les lieux où s'exerce ce culte, aura publiquement, par des discours prononcés, des lectures faites, des écrits distribués ou des affiches apposées, outragé un citoyen chargé d'un service public, sera puni d'une amende de cinq cents francs (500 fr.) à trois mille francs (3.000 fr.) et d'un emprisonnement d'un mois à un an ou de l'une de ces deux peines seulement.

La vérité du fait diffamatoire, mais seulement s'il est relatif aux fonctions, pourra être établie devant le tribunal correctionnel dans les formes prévues par l'article 52 de la loi du 29 juillet 1881.

Les prescriptions édictées par l'article 65 de la même loi s'appliquent aux délits du présent article et de l'article qui suit.

ART. 35. — Si un discours prononcé, un écrit affiché ou distribué publiquement dans les lieux où s'exerce le culte con-

tient une provocation directe à résister à l'exécution des lois ou aux actes légaux de l'autorité publique, ou s'il tend à soulever ou à armer une partie des citoyens contre les autres, le ministre du culte qui s'en sera rendu coupable sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, sans préjudice des peines de la complicité dans le cas où la provocation aurait été suivie d'une sédition, révolte ou guerre civile.

ART. 36. — Dans le cas de condamnation des tribunaux de simple police correctionnelle en application des articles 25 et 26, 34 et 35, l'association constituée pour l'exercice du culte dans l'immeuble où l'infraction a été commise sera civilement responsable.

TITRE VI

Dispositions générales.

ART. 37. — L'article 463 du Code pénal et la loi du 26 mars 1891 sont applicables à tous les cas dans lesquels la présente loi édicte des pénalités.

ART. 38. — Les congrégations religieuses demeurent soumises aux lois des 1^{er} juillet 1901, 4 décembre 1902 et 7 juillet 1904.

ART. 39. — Les jeunes gens qui ont obtenu à titre d'élèves ecclésiastiques la dispense prévue par l'article 23 de la loi du 15 juillet 1889, continueront à en bénéficier conformément à l'article 99 de la loi du 21 mars 1905, à la condition qu'à l'âge de vingt-six ans ils soient pourvus d'un emploi de ministre du culte, rétribué par une association cultuelle et sous réserve des justifications qui seront fixées par un règlement d'administration publique.

ART. 40. — Pendant huit années à partir de la promulgation de la présente loi, les ministres du culte seront inéligibles au conseil municipal dans les communes où ils exerceront leur ministère ecclésiastique.

ART. 41. — Les sommes rendues disponibles chaque année par la suppression du budget des cultes seront réparties entre les communes au prorata du contingent de la contribution foncière des propriétés non bâties qui leur aura été assigné pendant l'exercice qui précédera la promulgation de la présente loi.

ART. 42. — Les dispositions légales relatives aux jours actuellement fériés sont maintenues.

ART. 43. — Un règlement d'administration publique rendu dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi déterminera les mesures propres à assurer son application.

Des règlements d'administration publique détermineront les conditions dans lesquelles la présente loi sera applicable à l'Algérie et aux colonies.

ART. 44. — Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions relatives à l'organisation publique des cultes antérieurement reconnus par l'Etat, ainsi que toutes dispositions contraires à la présente loi et notamment :

1° La loi du 18 germinal an X, portant que la convention passée le 26 messidor an IX entre le pape et le gouvernement français, ensemble les articles organiques de ladite convention des cultes protestants, seront exécutés comme des lois de la République ;

2° Le décret du 26 mars 1852 et la loi du 1^{er} août 1879 sur les cultes protestants ;

3° Les décrets du 17 mars 1808, la loi du 8 février 1831 et l'ordonnance du 25 mai 1844 sur le culte israélite ;

4° Les décrets des 22 décembre 1812 et 19 mars 1859 ;

5° Les articles 201 à 208, 261 à 264, 294 du Code pénal ;

6° Les articles 100 et 101, les paragraphes 11 et 12 de l'article 167 de la loi du 5 avril 1884 ;

7° Le décret du 30 décembre 1809 et l'article 78 de la loi du 26 janvier 1892.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 9 décembre 1905.

EMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil,

Ministre des Affaires étrangères,

ROUVIER.

*Le Ministre de l'Instruction publique,
des Beaux-Arts et des Cultes,*

Le Ministre de l'Intérieur,

BIENVENU-MARTIN.

DUBIEF.

Le Ministre des Finances,

Le Ministre des Colonies,

MERLOU.

CLÉMENTEL.

EXTRAIT DU
RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
DU 16 MARS 1906

TITRE II

ART. 26. — Les édifices antérieurement affectés au culte et appartenant aux établissements ecclésiastiques sont attribués aux associations cultuelles dans les mêmes conditions et suivant les mêmes formes que les autres biens desdits établissements.

ART. 27. — L'entrée en jouissance par les associations cultuelles des édifices du culte mentionnés dans les articles 13, 14, 15 de la loi susvisée est constatée par un procès-verbal administratif dressé soit par le préfet pour l'Etat et les départements, soit par le maire pour les communes contradictoirement avec les représentants des associations ou eux dûment appelés.

Il en est de même pour la mise à la disposition des objets mobiliers appartenant à l'Etat, aux départements ou aux communes et garnissant ceux des édifices qui servent à l'exercice public du culte.

Le procès-verbal comporte un état de lieux si l'association en a fait la demande et, dans tous les cas, un état desdits objets mobiliers dressé d'après les indications de l'inventaire prévu à l'article 3 de la loi susvisée.

Il est établi en double minute et sur papier libre.

ART. 28. — Les réparations incombant aux associations cultuelles, en vertu des articles 13 et 14 de la loi du 9 décembre 1905, doivent être exécutées, sous la réserve de l'application de la législation sur les monuments historiques, de manière à ne préjudicier sous aucun rapport aux édifices cultuels.

Les projets de grosses réparations doivent, un mois au moins avant leur exécution, être communiqués au préfet, pour les édifices appartenant à l'Etat ou au département, et au maire, pour ceux qui sont la propriété de la commune.

ART. 29. — Le ministre des Beaux-Arts est chargé d'assurer l'inspection des immeubles et objets mobiliers classés par application de la loi du 30 mars 1887 et de l'article 16 de la loi du 9 décembre 1905.

Les associations cultuelles fixent, sous réserve de l'approbation du préfet, les jours et heures auxquels auront lieu, conformément à l'article 17 de la loi du 9 décembre 1905, la visite des édifices et l'exposition des objets mobiliers classés.

Si l'association, bien que dûment mise en demeure par le préfet, n'a pris aucune disposition à cet effet, ou en cas de refus d'approbation, il est statué par le ministre des Beaux-Arts.

LOI DU 2 JANVIER 1907

Loi concernant l'exercice public des cultes

(*J. off.*, 3 janvier 1907).

ART. 1^{er}. — Dès la promulgation de la présente loi, l'Etat, les départements et les communes recouvreront à titre définitif la libre disposition des archevêchés, évêchés, presbytères et séminaires qui sont leur propriété et dont la jouissance n'a pas été réclamée par une association constituée dans l'année qui a suivi la promulgation de la loi du 9 décembre 1905, conformément aux dispositions de ladite loi. Cesseront de même, s'il n'a pas été établi d'associations de cette nature, les indemnités de logement incombant aux communes, à défaut de presbytère. La location des édifices ci-dessus dont les départements ou les communes sont propriétaires devra être approuvée par l'administration préfectorale. En cas d'aliénation par le département, il sera procédé comme dans les cas prévus par l'article 48, § 1^{er}, de la loi du 10 juillet 1871.

ART. 2. — Les biens des établissements ecclésiastiques qui n'ont pas été réclamés par des associations constituées dans l'année qui a suivi la promulgation de la loi du 9 décembre 1905, conformément aux dispositions de ladite loi, seront attribués à titre définitif, dès la promulgation de la présente loi, aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance dans les conditions déterminées par l'article 9, § 1^{er}, de ladite loi, sans préjudice des attributions à opérer par application des articles 7 et 8, en ce qui concerne les biens grevés d'une affectation étrangère à l'exercice du culte.

ART. 3. — A l'expiration du délai d'un mois à partir de la promulgation de la présente loi, seront de plein droit supprimées les allocations concédées par application de l'article 11 de la loi du 9 décembre 1905 aux ministres du culte qui continueront à exercer leurs fonctions dans les circonscriptions ecclésiastiques où n'auront pas été remplies les conditions prévues soit par la loi du 9 décembre 1905, soit par la présente loi pour l'exercice public du culte, après infraction dûment réprimée. La déchéance sera constatée par arrêté du ministre des finances, rendu sur le vu d'un extrait du jugement ou de l'arrêt qui lui est adressé par les soins du ministre de la justice.

ART. 4. — Indépendamment des associations soumises aux dispositions du titre IV de la loi du 9 décembre 1905, l'exercice public d'un culte peut être assuré tant au moyen d'associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 (art. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12 et 17) que par voie de réunions tenues sur initiatives individuelles en vertu de la loi du 30 juin 1881 et selon les prescriptions de l'article 25 de la loi du 9 décembre 1905 (L. 28 mars 1907).

ART. 5. — A défaut d'associations cultuelles, les édifices affectés à l'exercice du culte, ainsi que les meubles les garnissant, continueront, sauf désaffectation dans les cas prévus par la loi du 9 décembre 1905, à être laissés à la disposition des fidèles et des ministres du culte pour la pratique de leur religion. La jouissance gratuite en pourra être accordée soit à des associations cultuelles constituées conformément aux articles 18 et 19 de la loi du 9 décembre 1905, soit à des associations formées en vertu des dispositions précitées de la loi du 1^{er} juillet 1901 pour assurer la continuation de l'exercice public du culte, soit aux ministres du culte dont les noms devront être indiqués dans les déclarations prescrites par l'article 25 de la loi du 9 décembre 1905. La jouissance ci-dessus prévue desdits édifices et des meubles les garnissant sera attribuée, sous réserve des obligations énoncées par l'article 13 de la loi du 9 décembre 1905, au moyen d'un acte administratif dressé par le préfet pour les immeubles placés sous séquestre et ceux qui appartiennent à l'Etat et aux départements, par le maire pour les immeubles qui sont la propriété des communes. Les règles susénoncées s'appliqueront aux édifices affectés au culte qui, ayant appartenu aux établissements ecclé-

siastiques, auront été attribués par décret aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance par application de l'article 9, § 1^{er}, de la loi du 9 décembre 1905.

ART. 6. — Les dispositions de la loi du 9 décembre 1905 et des décrets portant règlement d'administration publique pour son exécution sont maintenues en tout ce qu'elles n'ont pas de contraire à la présente loi.

Vu :

Le Président de la thèse,
E. CHAVEGRIN.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE.	Pages v
AVANT-PROPOS	1

PREMIÈRE PARTIE INTRODUCTION HISTORIQUE

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — Les édifices du culte à Rome	7
CHAPITRE I. — La période gallo-romaine et franque.	9
I. — Les premiers édifices du culte en Gaule	9
II. — Fondation et construction.	12
III. — Influence politique et morale.	17
IV. — L'édifice du culte, maison commune	19
CHAPITRE II. — La période carolingienne. Le laïcisme.	24
I. — Transformation des idées et de la société.	24
II. — L'édifice du culte, propriété privée.	27
III. — Explication du phénomène de l'appropriation privée.	36
CHAPITRE III. — Le moyen-âge. Les édifices du culte à l'Eglise. Le patronage.	40
I. — Conséquences du laïcisme.	40
II. — Lutte de l'Eglise contre les laïques.	42
III. — Le patronage	44
IV. — Les édifices du culte à l'Eglise	49
V. — Développement des édifices du culte, les grandes cathédrales	53
CHAPITRE IV. — Les édifices du culte du moyen âge à la Révolution.	57
I. — Historique.	57

II. — Administration des édifices du culte.	59
III. — La question de propriété	66

DEUXIÈME PARTIE

DROIT MODERNE ET CONTEMPORAIN

TITRE I. — DROIT MODERNE.

CHAPITRE I. — Prodromes révolutionnaires.	73
CHAPITRE II. — Les édifices du culte à l'Etat. Décret du 2 novembre 1789	80
CHAPITRE III. — Les édifices du culte sous la période révolutionnaire.	94
CHAPITRE IV. — Le régime concordataire	96
SECTION I. — <i>Propriété des édifices du culte</i>	96
I. — Eglises cathédrales.	97
II. — Eglises paroissiales antérieures au Concordat.	98
III. — Eglises paroissiales postérieures au Concordat.	110
IV. — Objets mobiliers	111
SECTION II. — <i>Les édifices du culte font partie du domaine public.</i>	114
SECTION III. — <i>Jouissance des édifices du culte</i>	118
I. — Affectation et désaffectation.	119
II. — Le droit des fabriques	121
APPENDICE — I. — Presbytères	124
II. — Palais épiscopaux.	128
III. — Séminaires	130

TITRE II. — DROIT CONTEMPORAIN.

CHAPITRE I. — Chute du régime concordataire. — Le régime séparatiste.	132
CHAPITRE II. — Les édifices du culte devant les Cham- bres	139
CHAPITRE III. — Les édifices du culte sous la loi de 1905.	152
SECTION I. — <i>Des édifices affectés au culte</i>	153
I. — La propriété.	153

II. — Jouissance et charges	165
III. — Désaffectation des édifices. — Retrait de jouissance.	173
SECTION II. — <i>Edifices servant au logement ou à l'éducation des ministres.</i>	182
I. — Presbytères.	184
II. — Archevêchés-évêchés	191
III. — Séminaires	191
SECTION III. — <i>Des immeubles et meubles affectés au culte et présentant un intérêt historique</i>	193
CHAPITRE IV. — Le régime actuel des édifices du culte.	198
SECTION I. — <i>L'Eglise refuse la loi de 1905. — Conséquences.</i>	198
SECTION II. — <i>Loi du 2 janvier 1907</i>	203
I. — Edifices consacrés au culte	207
II. — Edifices consacrés au logement ou à l'éducation des ministres	212
SECTION III. — <i>Loi du 13 avril 1908</i>	215
I. — Des édifices ayant appartenu aux anciens établis- sements ecclésiastiques	215
II. — Réparations des édifices du culte	218
ANNEXES. — Loi du 9 décembre 1905	223
Extrait du règlement d'administration publi- que du 16 mars 1906.	239
Loi du 2 janvier 1907.	240

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
